Montréal, P. Q.
M. le Percepteur du
Revenu Provincial,
445, St-Gabriel.

Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 22 DÉCEMBRE 1934.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 22ND DECEMBER, 1934.

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC".

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cts par 100 mots.

Livraisons séparées à 30 cents chacune.

Feuilles volantes: $1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera cancellée si ces conditions n'ont pas été remplies.

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: $1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B. — Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'IMPRIMEUR DU ROI,
Rédempti Paradis.

Hôtel du Gouvernement. 6333—44-9-o

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of $7 per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B. — The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. 6334—44-9-o

Lettres patentes

"Crèmerie Simard & Union, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de décembre 1934, constituant en corporation: J.-Frédéric Bettez, Charles Rouette et Eugène Simard, tous laitiers, de la Cité et du district des Trois-Rivières, dans les buts suivants:

1. Exercer, sous toutes leurs formes, l'importation et l'exportation comprises, et de quelque manière que ce soit, comme principaux, agents ou courtiers, les commerce, industrie et manufacture ayant pour objet le lait et la crème et tous leurs dérivés, le beurre, le fromage, le lait et la crème condensés ou concentrés, ou en poudre et généralement les produits de l'agriculture et de l'échange ainsi que leurs dérivés et sous-produits;

2. Sans limiter la généralité des objects susdits, manufacturer, produire, acheter, vendre, importer, exporter et autrement faire le commerce de lait, crème, crème glacée, beurre, œufs, fromage, produits laitiers et produits alimentaires généralement, de toutes sortes et sous toutes formes;

3. Prélever, acheter, vendre et faire le commerce de produits potagers et maraîchers, bétail, volailles et tous autres animaux vivants;

4. Manufacturer, acheter, vendre, louer ou autrement faire le commerce de machineries, outils, outillages, réfrigérateurs, cabinets, accessoires électriques, appareils et tous autres articles et appareils utilisés en rapport avec toutes ou aucune des fins susdites, ou concernant la vente et le transport des produits manufacturés et autres produits de la compagnie;

5. Exercer un commerce général mercantile comme négociants de toutes sortes de produits laitiers et autres produits et tous articles incidents à ce commerce, soit en gros ou en détail, et par l'entremise de magasins, boutiques, succursales ou agences dans tous tels endroits que la compagnie jugera appropriés;

6. Acquérir par achat, concession, échange, bail ou autrement, aucune et toutes propriétés, mobilières et immobilières, et tous droits ou

Letters patent

"Crèmerie Simard & Union, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of December 1934, incorporating: J. Frédéric Bettez, Charles Rouette and Eugène Simard, all dairymen, of the City and district of Trois Rivières, for the following purposes:

1. To carry on in all branches thereof, importation and exportation included, and in any mannet whatsoever, as principals, agents or brokers, the trade, business and manufacturing having for object milk and cream and all their by-products, butter, cheese, condensed or concentrated or powdered milk and cream and generally the products of agriculture and exchange as well as their derivatives and products;

2. Without limiting the generality of the foregoing, to manufacture, produce, purchase, sell, import, export, and otherwise deal in milk, cream, ice-cream, butter, eggs, cheese, dairy products and food products generally of all kinds and in all forms;

3. To raise, purchase, sell and deal in garden and farm products, cattle, poultry and all other live stock;

4. To manufacture, purchase, sell, lease or otherwise deal in machinery, tools, implements, refrigerators, cabinets, electrical appliances, apparatus and all other articles and appliances used in connection with all or any of the purposes aforesaid, or with selling and transporting the manufactured and other products of the Company;

5. To carry on a general mercantile business as dealers in all kinds of dairy and other products and all articles incidental thereto, whether wholesale or retail, and by means of stores, shops, branches or agencies in all such places as the Company may deem proper;

6. To acquire by purchase, concession, exchange, lease or otherwise, any and all property, moveable and immoveable, and any rights or privileges

privilèges que la compagnie croira nécessaires ou utiles pour l'exercice d'aucune des fins de la compagnie, et construire, ériger, exploiter, entretenir et gérer tous édifices sur les dites propriétés ainsi acquises et les vendre et en disposer;

7. Exercer les fonctions de facteurs, marchands à commission, courtiers et agents généralement pour l'achat et la vente d'articles de commerce de toute nature et description, et faire et conclure aucune et toutes sortes de contrats légaux relativement à ces opérations;

8. Acheter et autrement acquérir, prendre et louer et vendre, échanger, louer, mettre en valeur, aliéner et négocier des biens réels et personnels et tous intérêts en iceux et des droits de toutes sortes et particulièrement des options, contrats, industries en exploitation et entreprises;

9. Louer, vendre ou autrement aliéner la totalité ou toute partie des biens réels ou personnels et du commerce ou de l'entreprise de la compagnie, à toute personne, firme ou corporation, pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débentures, actions-débentures, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation;

10. Promouvoir, organiser, développer, administrer et aider à promouvoir, organiser, développer et administrer toute corporation, compagnie, entreprise ou exploitation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie et, comme opérations connexes, entreprendre, administrer, contrôler et autrement disposer du commerce et de l'entreprise de toute telle corporation, compagnie, firme ou individu;

11. S'associer ou conclure toute convention pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, ou autrement, avec toute personne ou compagnie exerçant actuellement ou qui exercera à l'avenir toute industrie ou transaction susceptible de profiter à cette compagnie directement ou indirectement;

12. Exercer toute autre industrie, soit manufacturière ou autre, que la compagnie croira pouvoir convenablement exercer avec aucun des objets spécifiés, ou censée directement ou indirectement augmenter la valeur des propriétés ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

13. Emettre des actions libérées, des obligations, actions-débentures et ou autres valeurs, en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété réelle ou personnelle, des réclamations, privilèges, permis, concessions, franchises ou autres avantages que la compagnie pourra légalement acquérir et, avec l'approbation des actionnaires, en paiement des services rendus ou de l'ouvrage fait, et aussi émettre des actions entièrement libérées, des obligations, actions-débentures et, ou valeurs en paiement, paiement partiel ou échange des actions, obligations, actions-débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie;

14. Prêter de l'argent aux personnes ou compagnies en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir avec ou sans gages l'exécution des contrats, ainsi que l'exécution d'aucune obligation ou d'entreprise d'aucune autre compagnie ou personne dans laquelle la compagnie est intéressée, y compris le paiement des dividendes, intérêts sur les obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs, hypothèques ou obligations de toute autre compagnie ou personne, et accepter en garantie de ces prêts, et garantir aucune garantie offerte par cette compagnie ou personnes, y compris des actions, obli-

which the Company may think necessary or useful for the carrying on of any of the purposes of the Company, and to construct, erect, operate, maintain and manage any buildings on said property so acquired and to sell and dispose of same;

7. To carry on business as factors, commission merchants, brokers and agents generally for the buying and selling of merchantable commodities of every kind and description, and to make and enter into every and all kinds of lawful contracts in respect thereof;

8. To purchase and otherwise acquire, take and lease and to sell, exchange, lease, turn to account, dispose of and deal with property, real and personal and any interests therein and rights of all kinds and in particular options, contracts, business concerns and undertakings;

9. To lease, sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, real or personal, or of the business or undertaking of the company, to any person, firm or corporation for such consideration as the company may deem fit and in particular for shares, debentures, debenture stock, bonds or other securities of any other company or corporation;

10. To promote, organize, develop, manage or assist in the promotion, organization, development and management of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking having objects similar in whole or in part to those of the company and, as incidental thereto, to undertake, manage, control or otherwise deal with the business and undertaking of any such corporation, company, firm or individual;

11. To enter into partnership or into any arrangements as to the sharing of profits, union of interest, cooperation, joint adventure or otherwise, with any person or company now or hereafter carrying on any business or transaction calculated to benefit this company, directly or indirectly;

12. To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with any of the above specified objects, or calculated directly or indirectly to enhance the value or to render profitable any of the company's property or rights;

13. To issue paid up shares, bonds, debenture stock and or other securities for the payment, either in whole or in part, of any property, real or personal, claims, privileges, licenses, concessions, franchises or other advantages which the company may lawfully acquire, and with the approval of the shareholders, for services rendered to or work performed for it and also to issue such fully paid up shares, bonds, debenture stock and or securities in payment or part payment or exchange for the shares, bonds, or debenture stock and or other securities of any other company;

14. To lend money to persons or companies having dealings with the company, and guarantee with or without security the performance of contracts as also the performance of any obligations or undertaking of any other company or person in which the company is interested, including the payment of dividends, interest on bonds, debentures, debenture stock or other securities, mortgages or liabilities of any other company or persons, and to accept as security for such loans and guarantee any security that may be offered by such company or persons, including shares, bonds, debentures, debenture

gations, débentures, actions-débentures, hypothèques, gages, liens, ou autres valeurs de telles autres compagnies, ou sur la propriété de ces personnes ou compagnies;

15. Se fusionner, soit par achat, vente ou autrement, avec toute personne, société ou corporation s'occupant d'un commerce semblable en tout ou en partie à celui que cette compagnie a l'autorisation d'exercer;

16. Acheter, souscrire ou solliciter, prendre en échange ou autrement acquérir, enregistrer, détenir, vendre, transporter, céder ou autrement disposer ou mettre en valeur les titres, actions, obligations, débentures, actions-débentures, billets et autres valeurs et titres d'intérêt ou de créance et tout autre intérêt et réclamation contre toute personne, firme, association volontaire, compagnie de fidéicommis, compagnie à fonds social ou corporation, et durant la possession ou détention de telle valeur, exercer, par l'entremise de l'agent ou des agents que les directeurs pourront nommer, tous les droits, pouvoirs et privilèges de propriété, y compris le droit de voter pour icelle;

17. Procurer du capital, du crédit ou autre aide pour l'établissement, l'extension ou la réorganisation de toute entreprise ou industrie exploitée ou devant être exploitée par toute personne, firme, corporation ou compagnie avec lesquelles la compagnie a des relations d'affaires;

18. Prendre part à l'administration, la surveillance ou le contrôle du commerce et des opérations de toute compagnie ou entreprise (ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie), et à cette fin, nommer et rémunérer tous directeurs, comptables ou autres experts ou agents pour gérer, mettre en opération et exploiter comme un gérant les propriétés, franchises, entreprises et commerce de toute corporation dont aucune des actions, obligations, débentures ou autres valeurs sont détenues par la compagnie, pour telle rémunération qui sera jugée raisonnable et appropriée;

19. Placer et attribuer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, de la manière qui sera déterminée de temps à autre;

20. Conformément à l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, espèces ou autrement, suivant que résolu, comme dividendes, bonis, ou de toute autre manière jugée convenable, aucun des biens ou actif de la compagnie ou les produits de la vente ou de l'aliénation des propriétés de la compagnie, et particulièrement toutes actions, obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie ou d'autres valeurs de toute autre compagnie appartenant à cette compagnie ou dont elle aura le pouvoir de disposer;

21. Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou aucune des dépenses qui se rattachent à sa formation et à son organisation;

22. Acheter ou autrement acquérir et entreprendre la totalité ou toute partie de l'actif, du commerce, des biens, privilèges, contrats, droits, obligations et engagements de toute compagnie, société, firme ou personne exerçant toute partie du commerce que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de cette compagnie, ou de toute compagnie dans laquelle cette compagnie détient des actions, obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs, et les payer en argent ou en actions, ou en valeurs de cette compagnie, ou partie en argent et partie en actions ou valeurs, ou pour toute autre considération, et exploiter

stock, mortgages, pledges, liens or other securities of such other companies or upon the property of such persons or companies;

15. To amalgamate, either by purchase, sale or otherwise, with any person, partnership or corporation engaged in a business similar in whole or in part to that which the company is authorized to carry on;

16. To purchase, subscribe or apply for, take in exchange or otherwise acquire, register, hold, sell, transfer, assign or otherwise dispose of, or turn to account the stock, shares, bonds, debentures, debenture stock, notes and other securities and evidences of interest in or indebtedness of, and all other interest in and claims upon any person, firm, voluntary association, trust, joint stock company or corporation and, while the owner or holder thereof to exercise, through such agent or agents as the directors may appoint, all the rights, powers and privileges of ownership, including the right to vote thereon;

17. To procure capital, credit or other assistance for establishing, extending or re-organizing any enterprise or industry carried on or intended to be carried on by any person, firm, corporation or company with which the Company has business relations;

18. To take part in the management, supervision or control of the business or operations of any company or undertaking (having objects altogether or in part similar to those of this Company), and, for that purpose, to appoint and remunerate any directors, accountants or other experts or agents to manage, operate, and carry on as manager the property, franchises, undertakings and business of any corporation any of whose shares, bonds, debentures or other securities are held by the Company, for such remuneration as may be deemed reasonable and proper;

19. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as may from time to time be determined;

20. Subject to Section 81 of the Quebec Companies' Act to distribute among the shareholders of the company, in kind, specie or otherwise as may be resolved, by way of dividend, bonus, or in any other manner deemed advisable, any property or assets of the company, or any proceeds of the sale or disposal of any property of the company, and in particular, any shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of or in any other company, belonging to this company, or which it may have power to dispose of;

21. To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof;

22. To purchase or otherwise acquire and undertake all or any of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any company, society, partnership or persons carrying on any part of the business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of this company or of any company in which this company holds shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities, and to pay for the same in cash or in shares or securities of this company, or partly in cash and partly in shares or securities or any other consideration and to carry on the business of any such company

l'industrie de toute telle compagnie, société, firme ou personne dont l'actif aura été ainsi acquis;

23. Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets d'invention, permis ou autres droits brevetés, marques de commerce et droits d'auteur et les vendre, les louer ou autrement en disposer;

24. Rémunérer, soit en argent ou en actions entièrement libérées ou en valeurs de la compagnie, toute compagnie, firme, association, syndicat ou individu pour dépenses encourues, et avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus ou à rendre à la compagnie en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de chacune des parts dont le capital de la compagnie se compose ou toutes obligations, débentures, ou toutes autres garanties de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

25. Faire la totalité ou aucune des choses susmentionnées, comme principaux, agents, comme entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

26. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets susdits ou d'aucun des dits objets; les pouvoirs de chaque paragraphe n'étant en aucune manière limités ou restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Crèmerie Simard & Union, Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Trois-Rivières, dans le district de Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce cinquième jour de décembre 1934.

ALEX. DESMEULES,
7247–o Sous-secrétaire de la Province.

society, partnership or person whose assets are so acquired;

23. To apply for, purchase or otherwise acquire patents of invention, licenses or other patent rights, trademarks and copyrights, and to sell, lease or otherwise dispose of the same;

24. To remunerate, either in cash or shares fully paid up or in securities of the company, any company, firm, association, syndicate or individual for expenses incurred, and with the approval of the shareholders, for services rendered or to be rendered to the company in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any bonds, debentures or other securities of the company, or in or about the organization, formation or promotion of the company or the conduct of its business;

25. To do all or any of the above things either as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

26. To do all such things as are incidental or conducive to the above objects or any of them, the powers in each paragraph to be in no way limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Crèmerie Simard & Union, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company will be at Trois Rivières, in the district of Trois Rivières.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of December, 1934.

ALEX. DESMEULES,
7248 Assistant Provincial Secretary.

"Henri Drolet, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de décembre 1934, constituant en corporation: Raoul Fortier, manufacturier, de Sainte-Anne de Beaupré, Albertine Drouin, épouse de Henri Drolet et Henri-Paul Drouin, avocat, ces derniers de Québec, la dite Albertine Drouin, étant séparée de biens par contrat de mariage du dit Henri Drolet, qui autorise sa dite épouse, dans les buts suivants:

Exercer dans la Cité de Québec ou ailleurs, le commerce de détail dans les merceries et hardes faites ou toutes autres marchandises dont le commerce est permis par la loi;

Exercer tous les pouvoirs nécessaires à l'exercice, au développement et avancement du susdit commerce;

Transiger financièrement ou autrement de toutes manières dans l'intérêt du dit commerce;

Acquérir, posséder et disposer des biens meubles ou immeubles dans cette Province, sous le nom de "Henri Drolet, Limitée", avec un capital total de trois mille dollars ($3,000.00), divisé en soixante (60) actions de cinquante dollars ($50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce septième jour de décembre 1934.

ALEX. DESMEULES,
7249–o Sous-secrétaire de la Province.

"Henri Drolet, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of December, 1934, incorporating: Raoul Fortier, manufacturer, of Sainte Anne de Beaupré, Albertine Drouin, wife of Henri Drolet, and Henri Paul Drouin, advocate, the two latter of Quebec, said Albertine Drouin being separate as to property by marriage contract of said Henri Drolet, party hereto, to authorize his said wife, for the following purposes:

To carry on, in the City of Quebec or elsewhere, a reatail business in haberdashery and ready-to-wear clothing and any other merchandise the dealing in which is permitted by law;

To exercise all powers required for the carrying on, the development or the furthering of the said business;

To deal, financially or otherwise in any manner, in the interest of the said business;

To acquire, own and dispose of movable or immovable property in this Province, under the name of "Henri Drolet, Limitée", with a total capital stock of three thousand dollars ($3,000.00) divided into sixty (60) shares of fifty dollars ($50.00) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of December, 1934.

ALEX. DESMEULES,
7250 Assistant Provincial Secretary.

"Independent Coats & Aprons Supply, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de décembre 1934, constituant en corporation: Honoré Riendeau, Louis Herschorn, Nicolas Sapinas, Buandiers, tous trois des Cité et District de Montréal, dans les buts suivants:

1. Conduire et exercer le commerce de buandiers, nettoyeurs, teinturiers et transiger toute opération légitime incidente ou s'y rapportant en aucune manière;

2. Exercer le commerce et exploiter l'industrie de service de toilette;

3. Confectionner, fournir, teindre, nettoyer, blanchir, lessiver, presser, tout article, marchandise, vêtement, article de ménage, effets domestiques ou tout autre ligne quelconque sans exception qui peuvent faire l'objet de l'industrie ou du commerce de buandiers et de teinturiers;

4. Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre ou louer aucun des articles ou marchandises se rapportant au commerce susdit. Acheter ou autrement acquérir et se charger de tous ou aucun des biens, commerce, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations, responsabilités et entreprises de toutes compagnies, sociétés, firmes ou personnes exploitant tout commerce que cette compagnie est autorisée à exploiter ou possédant des propriétés convenables aux fins de la compagnie, et les payer en deniers ou en actions entièrement acquittées ou autres valeurs de cette compagnie ou partie en deniers et partie en actions entièrement acquittées ou valeurs;

5. Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie ou ses objets tels que ci-dessus prévus, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, droits ou produits de la compagnie ou les rendre profitables;

6. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers ou immobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie ou de son commerce, et en particulier, toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

7. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions libérées ou des obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

8. Vendre, gager, nantir, hypothéquer, aliéner, louer la totalité ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, et des droits en aucun temps possédés par cette compagnie ou dont elle a la jouissance, ou en disposer autrement, aux termes et conditions que cette compagnie croira acceptables;

9. Hypothéquer, ou autrement grever, donner en gage les biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie pour garantir le paiement des emprunts ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

10. S'unir, se consolider ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie et acquérir par achat, location ou autrement les propriétés, franchises entreprises et affaires de

"Independent Coats & Aprons Supply, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December 1934, incorporating: Honoré Riendeau, Louis Herschorn, Nicolas Sapinas, laundrymen, all three of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To conduct and carry on the business of launderers, cleaners and dyers, and transact all legitimate business incidental thereto or in anywise connected therewith;

2. To carry on business and engage in the toilet service business;

3. To make up, supply, dye, cleanse, scour, press any article, merchandise, garment, household article, household goods or any other piece of material whatsoever, without any exception, capable of forming the object of a laundry and dye-works business or trade;

4. To manufacture, import, export, purchase, sell or lease any articles or merchandise incidental to the aforesaid business. To purchase or otherwise acquire and undertake all or any of the assets business, property, privileges, contracts, rights, obligations, liabilities and undertakings of any company, society, partnership or persons carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purpose of this company, and to pay therefor in cash or fully paid up shares or other securities of this company, or partly in cash and partly in fully paid up shares or securities;

5. To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or its purposes, as hereinabove provided for, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable the company's property, rights or products;

6. To purchase, take or lease or in exchange, hire or otherwise acquire any moveable or immoveable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its trade or business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

7. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the present company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the present company, and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

8. To sell, mortgage, pledge, hypothecate, alienate, lease all or any of the movable or immovable, present or future or property and rights at any time owned or enjoyed by this company, or otherwise dispose thereof on such terms and conditions as the company may deem acceptable;

9. To hypothecate, or otherwise encumber, mortgage the movable or immovable property of the company as guarantee for the payment of loans or the payment or settlement of any other debt, contract or obligation of the company;

10. To join, consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company and acquire by purchase, lease or otherwise the property, franchises, undertakings and business

telle compagnie et en assumer les responsabilités et les payer totalement ou partiellement en argent, actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie;

11. Promouvoir toute association, compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir ou d'assumer toute ou aucune des propriétés, droits ou responsabilités de cette compagnie ou pour toutes autres fins qui semblent susceptibles de bénéficier directement ou indirectement à la compagnie;

12. Emettre des actions acquittées, actions-débentures, débentures, obligations et autres valeurs de la compagnie, en paiement total ou partiel de toute propriété, droits et immunités qui peuvent être acquis par la compagnie et avec l'approbation des actionnaires, pour tous services rendus et travail fait pour la compagnie, et dans et concernant le paiement ou la satisfaction des dettes et obligations et obligations dues à la compagnie;

13. Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie, ou une partie quelconque de ladite entreprise, pour toute compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, titres, obligations, débentures ou autres valeurs de toutes autres compagnies dont les objets sont convenables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

14. Faire le commerce, exercer l'industrie de toutes les choses qui peuvent légalement faire l'objet des commerce et industrie que désirent exercer les requérants;

15. Faire les règlements qui seront considérés nécessaires ou avantageux à la réalisation des objets pour lesquels la compagnie a été formée;

16. Faire toutes ou chacune des choses ci-dessus comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et par l'intermédiaire de fiduciaires, agents ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Independent Coats & Aprons Supply, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions communes de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce sixième jour de décembre 1934.

ALEX. DESMEULES,
7251-o Sous-secrétaire de la Province.

of such company and to take over its liabilities, and to pay therefor, in whole or in part, in cash, bonds or other securities of the company;

11. To promote any association, company or companies for the purpose of acquiring and taking over the whole or any of the property, rights and liabilities of this company or for any purposes which may seem capable to benefit the company directly or indirectly;

12. To issue paid up shares, debenture-stock, debentures, bonds and other securities of the company as whole or part payment for any property, rights and immunities which may be acquired by the company, and, with the approval of the shareholders, for any services rendered or work done for the company; and in and about the payment or settlement of debts and liabilities and of obligations due to the company;

13. To sell or dispose of the undertaking of the Company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, titles, bonds, debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the present company;

14. To deal and carry on business in everything which may lawfully be the purpose of the business and trade which the petitioners are desirous of carrying on;

15. To enact any by-laws which may be deemed necessary or conducive to the attainment of the purposes for which the company is formed;

16. To do all or any of the foregoing things as principals, agents, contractors or otherwise, and through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Independent Coats & Aprons Supply, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary this sixth day of December, 1934.

ALEX. DESMEULES,
7252 Assistant Provincial Secretary.

"L'Aide à l'Ecolier Pauvre".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de décembre 1934, constituant en corporation sans capital-actions: Camillo Cimone, Seraphino Marchi, tous deux journaliers, Luigi Mauri, briquetier, J. Bonetto, comptable, et Jacques Tozzi, étudiant, tous de la cité de Montréal, district de Montréal, dans les buts suivants:

Etablir, posséder et maintenir des maisons de repos, de bienfaisance, d'assistance sociale, d'hospitalisation pour conduire la jeunesse pauvre, abandonnée ou éprouvée de quelque manière que ce soit vers la vocation, non seulement dans le sens sacerdotal ou religieux, mais dans son sens total et vrai, réponse à l'appel divin, dans le monde ou dans l'état religieux;

Diriger tous leurs efforts vers la protection ou le développement religieux, moral, matériel ou intellectuel du jeune homme, de la jeune fille, de l'enfant, de l'écolier et de l'étudiante;

Organiser des ligues missionnaires et des expo-

"L'Aide à l'Ecolier Pauvre".

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of December, 1934, incorporating as a corporation without share-capital: Camillo Cimone, Seraphino Marchi, both labourers, Luigi Mauri, bricklayer, J. Bonetto, accountant, and Jacques Tozzi, student, all of the City of Montreal, District of Montreal, for the following purposes:

To establish, own, and maintain rest, welfare, social assistance houses, homes for the guidance of orphaned youth, whether poor, forsaken or unfortunate in any manner whatsoever, towards a vocation, not only in the popular sense of a priestly or religious vocation, but in its total and real sense: the answer to the Divine Call in the world or in a religious calling;

To direct all their efforts towards the protection or the religious, moral, material or intellectual development of the aged, of young men, young girls, school-boys and girl-students;

To form missionary leagues and exhibitions to

sitions missionnaires pour éveiller l'idée du dévouement pour les âmes, faire connaître le grand travail accompli par les missionnaires, démontrer le progrès des missions, leur immense besoin et l'aide des bienfaiteurs;

Exercer la charité sous toutes ses formes, mais surtout envers des enfants, jeunes hommes, jeunes filles, déments ou normaux, malades ou robustes;

Recevoir, soigner, héberger, hospitaliser, instruire gratuitement les jeunes gens, enfants, jeunes filles, orphelins ou tous autres enfants pauvres, indigents, malades ou robustes;

Donner des cours de perfectionnement, former des gardes-malades et des aides maternelles, accorder à ces personnes des diplômes ou certificats de capacité en conformité avec la loi;

Diriger et faire progresser des cercles d'études pour traiter des questions d'ordre religieux, social ou autre, dans le but d'introduire et d'affermir dans l'esprit et le cœur des enfants l'idée du bien et le respect de l'ordre public;

Ouvrir, tenir et avoir des jardins d'enfance;

Aménager, maintenir, diriger et administrer des camps d'été pour garçons et filles et en rapport avec telles organisations aménager et entretenir des accommodations, de faciliter par la récréation, l'amusement et l'instruction des hôtes de tels camps;

Tenir et promouvoir des sports athlétiques de toutes sortes;

Instruire et faire instruire gratuitement des enfants, jeunes hommes ou jeunes filles pauvres, indigents, écoliers et étudiantes, et payer les cours, les livres, et les dépenses nécessaires pour l'instruction de tels écoliers, écolières, étudiants ou étudiantes;

Placer, faire hospitaliser tels écoliers, écolières, étudiants ou étudiantes dans des maisons d'instruction et d'éducation et en défrayer le coût;

Solliciter, percevoir, recevoir et accepter les souscriptions, dons, legs, donations ou autres contributions ou bénéfices, et placer et disposer des deniers de la corporation, qui ne sont pas immédiatement requis de telle manière que les directeurs pourront déterminer de temps à autre;

Organiser des ouvroirs ou fêtes de charité quelconques dans l'intérêt de la corporation;

Conclure des arrangements avec toute autorité religieuse, municipale ou autres qui sembleront appropriées aux objets de la corporation ou à aucun d'eux, et obtenir de toute telle autorité, tels droits, privilèges et concessions que la corporation croira désirable d'obtenir et poursuivre, exiger et se conformer à tous tels arrangements, droits, privilèges et concessions;

Acheter, ou prendre à bail ou autrement acquérir et détenir des terrains, édifices, droits, pouvoirs, privilèges et concessions; bâtir et entretenir des chapelles, bungalows, huttes, salles, camps, bains, piscines;

Gérer, améliorer, affermer, cultiver et entretenir les terrains de la corporation dans le but d'obtenir des produits pour l'entretien et la nourriture des bénéficiaires pauvres de la corporation;

Acquérir la totalité ou toute partie de l'entreprise, des biens de toute personne en corporation exerçant toute opération que la corporation est autorisée à exercer ou possédant des biens convenables ou utiles aux fins de la corporation;

Payer pour tous billets, terrains, biens, droits, privilèges et concessions acquis ou convenus d'être acquis par la corporation et satisfaire

instil thoughts of devotion for the salvation of souls, to make known the great work accomplished by the missionaries, demonstrate the progress of the missions, their immense requirements and their need of benefactors;

To practice charity under all its forms but especially towards children, young men, young girls, whether insane or normal, sick or healthy;

To receive, care for, house, hospitalize, teach, gratuitously, young men, young girls, orphans, whether poor, indigent, sick or healthy;

To give post graduate courses, form nurses and mothers' aids, to grant diplomas and certificates of competency to such persons, in conformity with the law;

To direct and promote the progress of study circles for the treating of questions of a religious, social or other order, for the purpose of introducing and strenghening in the hearts of children the sense of righteousness and the respect of public order;

To open, hold and have kindergartens;

To equip, maintain, direct and manage boys' and girls' summer camps, and, in connection with such operations, to equip and maintain accommodations and facilities for the recreation, amusement and instruction of the immates of such camps;

To hold and promote athletic sports of every kind;

To educate and have free education given to poor, indigent children, young men or young girls, school-boys and girl-students, and to pay the courses, books and necessary schooling expenses of such school-boys, school-girls, boy or girl-students;

To place and hospitalize such school-boys, school-girls, students or girl-students in schools or educational houses and to pay the costs thereof;

To solicit, collect, receive and accept subscriptions, donations, legacies, gifts or other contributions or benefits and to invest and deal with the money of the Corporation not immediately required in such manner as the directors may from time to time determine;

To organize any charitable circles or festivals whatsoever in the interest of the corporation;

To enter into any arrangements with any authorities, Religious, Municipal, or otherwise, that may seem conducive to the corporation's objects or any of them and to obtain from any such authority such rights, privileges and concessions which the corporation may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To purchase, take on lease or otherwise acquire and hold lands, buildings, rights, powers, privileges and concessions; to build and maintain chapels, bungalows, cabins, halls, camps, libraries, baths, swimming pools;

To manage, improve, rent, cultivate and maintain the lands of the corporation for the purpose of obtaining products for the maintenance and nourishment of the needy beneficiaries of the corporation;

To acquire the whole or any part of the undertaking, property, and liabilities of any person or corporation carrying on any work which the Corporation is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the Corporation;

To pay for any lands, property, rights, privileges and concessions acquired or agreed to be acquired by the corporation and to satisfy any

aux obligations de la corporation par l'émission d'effets négociables ou transférables de la corporation;

Vendre et disposer de l'entreprise de la corporation ou de toute partie d'icelle pour telle considération que la corporation jugera convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeur d'autre corporation ayant des obligations totalement ou partiellement semblables à la corporation;

Adopter des règlements non contraires à la loi ou aux lettres patentes de la corporation ou à la loi des compagnies de Québec, pour l'administration et la conduite générale des affaires de la corporation;

Aux fins ci-dessus la corporation aura succession perpétuelle et exercera les pouvoirs, droits et privilèges appartenant aux corporations civiles ordinaires et pourra:

a) Avoir un sceau connu et le modifier à volonté;

b) Ester en justice;

c) Accepter, acquérir, posséder par tous les moyens reconnus par la loi des droits de biens mobiliers et immobiliers pour une somme n'excédant pas $100,000.00;

d) Administrer ces biens et en retirer les revenus, les louer, les vendre, les échanger, les céder, les aliéner à quelque titre que ce soit;

e) Faire des emprunts de deniers sur les garanties de la corporation;

f) Emettre des obligations ou autres valeurs de la corporation, les donner en garantie et les vendre pour les prix et les sommes jugés convenables;

g) Hypothéquer, nantir ou mettre en gage les biens mobiliers ou immobiliers de la corporation pour assurer le paiement de telles obligations ou valeurs;

h) Généralement faire telles autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités, sous le nom de "L'Aide à l'Ecolier Pauvre".

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce troisième jour de décembre 1934.

ALEX. DESMEULES,

7253–o Sous-secrétaire de la Province.

"La Ligue des Consommateurs d'Electricité de la Province de Québec".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de décembre 1934, constituant en corporation sans capital-actions: Télesphore-Damien Bouchard, Journaliste, de Saint-Hyacinthe, Antoine-Alfred Côté, et Gaston Duquette, Comptables, de Montréal, dans les buts suivants:

1. Encourager l'étude de la science de l'électricité et à cette fin, aider à l'établissement de cercles d'étude;

2. Faire une étude dans toutes les parties de la province, des conditions de production, de transmission, de distribution et de vente de l'électricité

3. Etablir dans différentes municipalités des cercles de membres de la corporation pour s'occuper plus spécialement de l'intérêt local de la corporation;

4. Maintenir un ou plusieurs bureaux d'informations pour mettre à la disposition des membres tous renseignements qui pourraient leur aider dans la sphère de leurs activités comme membres de la présente corporation;

obligations of the corporation by the issue of negotiable or transferable instruments of the corporation;

To sell or dispose of the undertaking of the corporation or any part thereof for such consideration as the corporation may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other corporation having objects altogether or in part similar to those of the corporation;

To enact regulations not contrary to law or to the Letters Patent of the corporation or to the Quebec Companies' Act, for the general management and administration of the affaires of the corporation;

For the hereinabove purposes, the corporation shall have perpetual succession and shall exercise the powers, rights and privileges pertaining to ordinary civil corporations and it may:

a) Have a common seal and alter it at will;

b) Appear before the courts;

c) Accept, acquire and possess by all means recognized by law, rights, and movable and immovable property, for a sum not exceeding one hundred thousand dollars ($100,000.00);

d) Administer such property and draw the revenues therefrom, rent, sell, exchange, cede and alienate the same in any way whatsoever;

e) Borrow money on the credit of the corporation;

f) Issue bonds or other securities of the corporation and give the same in guarantee or sell them for the prices and sums deemed expedient;

g) Hypothecate, mortgage or pledge the movable or immovable property of the corporation to secure the payment of such obligations or other securities;

h) Generally, to do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "L'Aide à l'Ecolier Pauvre".

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of December, 1934.

ALEX. DESMEULES,

7254 Assistant Provincial Secretary.

"La Ligue des Consommateurs d'Electricité de la Province de Québec".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of December, 1934, incorporating as a corporation without share capital: Telesphore Damien Bouchard, journalist, of Saint Hyacinthe, Antoine Alfred Côté and Gaston Duquette, accountants, of Montreal, for the following purposes:

1. To promote the study of the science of electricity and for such purpose to aid in the establishment of study circles;

2. To make a study, in all parts of the Province, of the conditions of production, transmission, distribution and sale of electricity;

3. To establish in different municipalities circles of members of the corporation to look after more particularly the local interest of the corporation;

4. To maintain one or more information bureaux, to place at the disposal of the members any information which may assist them in the sphere of their activities as members of the present corporation;

5. Encourager de toutes façons les améliorations ou inventions pouvant développer l'application de l'électricité;

6. Tenir des assemblées pour étudier les différents problèmes relatifs à la science de l'électricité et à son application et promouvoir le développement de l'usage de l'électricité dans les villes et dans les campagnes;

7. Recevoir et acquérir par achats, dons, dispositions testamentaires ou autrement et posséder des meubles et des immeubles pourvu que la valeur des dits immeubles n'excède pas la somme de $50,000.00;

8. Vendre ou aliéner des propriétés mobilières ou immobilières et acquérir d'autres propriétés en leur lieu et place, pourvu que les immeubles ainsi acquis n'excèdent pas la valeur de $50,000.-00;

9. Maintenir un sceau corporatif et avoir sous ce sceau corporatif une existence perpétuelle;

10. Contracter et transiger avec toute personne ou société pour tout objet que ses directeurs pourraient trouver avantageux pour l'obtention de ses fins;

11. Ester en justice, tant en qualité de plaignante que dans celle de défenderesse, devant toute cour légalement constituée;

12. Percevoir de ses membres une contribution annuelle légalement établie par ses règlements;

13. S'affilier avec d'autres corporations ou sociétés ayant des objets semblables aux siens;

14. Emprunter toutes sommes d'argent nécessaires à la poursuite de ses fins, sur billets, débentures, et hypothéquer au besoin ses propriétés pour garantir le remboursement des sommes ainsi empruntées;

15. Faire et accomplir toute chose de nature à promouvoir les intérêts de la corporation, sous le nom de "La Ligue des Consommateurs d'Electricité de la Province de Québec".

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce cinquième jour de décembre 1934.

ALEX. DESMEULES,
7255–o Sous-secrétaire de la Province.

5. To encourage in all manner improvements or inventions which might develop the uses of electricity;

6. To hold meetings for the study of different problems respecting the science of electricity and its uses and to promote the development of the use of electricity in towns and in the country;

7. To receive and acquire by purchase, donation, testamentary or other bequests and to own movables and immovables provided the value of the said immovables does not exceed the sum of $50,000.00;

8. To sell or alienate movable or immovable properties and to acquire other properties in their place and stead, provided that such immovables so acquired do not exceed the value of $50,000.00;

9. To maintain a corporate seal and to have under the said corporate seal a perpetual existence;

10. To contract and make arrangements with any person or society for any purpose which its directors may deem advantageous for the attainment of its objects;

11. To *ester en justice*, both in the quality of plaintiff as defendant, before any legally constituted Court;

12. To collect from its members an annual contribution legally established by its by-laws;

13. To affiliate with other corporations or societies having objects similar to its own;

14. To borrow any amounts of money necessary for the carrying out of its objects, on notes, debentures, and to hypothecate when needed its properties to secure the reimbursement of amounts so borrowed;

15. To do and accomplish all thing calculated to promote the interests of the corporation, under the name of "La Ligue des Consommateurs d'Electricité de la Province de Québec".

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of December, 1934.

ALEX. DESMEULES,
7256 Assistant Provincial Secretary.

"L'Association des Colporteurs de Fruits, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de décembre 1934, constituant en corporation sans capital-actions: Odilon Boiteau, Agent, Lorette Archambault, fille majeure, Secrétaire, et Edgar Turgeon, Dentiste, tous de la Cité de Montréal, P. Q., dans les buts suivants:

Former, organiser, conduire et gérer une association et procurer le bien-être des membres d'icelle, avec pouvoirs de faire et adopter des règlements, ordonnances et règles concernant entr'autres: les droits, l'admission, la suspension et l'expulsion de ses membres, la perception des honoraires, charges et redevances, l'élection des administrateurs et autres officiers, leurs attributions, la conservation et la protection des biens et derniers, et, d'une manière générale, règlementer, gérer et conserver ses biens et intérêts et de temps à autre, abroger, rescinder ou modifier ces règlements et ordres, ou aucun d'iceux;

Organiser et maintenir une organisation protective de commerce dans le but d'unifier et de

"L'Association des Colporteurs de Fruits, Inc.".

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of December, 1934, incorporating as a corporation without share-capital: Odilon Boiteau, agent, Lorette Archambault, spinster of age, secretary, and Edgar Turgeon, dentist, all of the City of Montreal, P. Q., for the following purposes:

To form, organize, conduct and manage an association and to procure the welfare of the members thereof, with power to make and adopt by-laws, rules and regulations respecting, amongst others: the rights, admission, suspension and expulsion of its members, the collection of fees, charges and dues, the election of the Directors and other officers, the duties thereof, and for the safekeeping and protection of its property and funds, and in general to regulate, manage and preserve its property and interests, and, from time to time, to repeal, rescind or amend such by-laws and regulations or any of them;

To organize and maintain a protective trade organization for the purpose of unifying and co-

coordonner les fonctions et activités dans l'industrie et le commerce de fruits et légumes et leurs accessoires, unir en une co-organisation cohésive les colporteurs de fruits et légumes et toutes autres organisations ou opérations alliées dans le but de maintenir la probité dans les affaires et la stabilité dans les prix entre les uns et les autres en vue de l'établissement de meilleures méthodes de ventes et de principes commerciaux, et à cette fin, organiser et aider à l'organisation, promouvoir et aider à leur promotion;

Acheter, louer, échanger, hypothéquer, ou autrement acquérir et retenir, posséder, vendre, louer, transporter aucune quantité de biens immobiliers que l'association peut trouver nécessaires ou convenables pour l'exercice et la jouissance de ses objets et

Ouvrir et exploiter des succursales de l'association dans toutes les parties de la Province de Québec;

Conclure avec aucune autorité municipale, locale ou autre firme ou organisation, aucuns arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de l'association, ou à aucun d'iceux; obtenir aussi d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que l'association croira désirable d'obtenir; exécuter, exercer et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions;

Emprunter de l'argent, faire et émettre des billets à ordre, lettres de change, obligations, débentures et titres de créance de toutes sortes, garantis par mortgages, nantissement ou autrement, sans limite quant au montant, et les garantir par hypothèques, nantissement ou autrement;

Créer des fonds spéciaux à même ses propres revenus ou à l'aide de contributions intérieures ou extérieures pour les fins de son action;

Exercer tous les pouvoirs, non contraires à la loi, qui peuvent être exercés par une corporation constituée sous l'empire de la troisième partie de la loi des Compagnies de Québec, ceux ci-dessus mentionnés étant énonciatifs et non limitatifs, sous le nom de "L'Association des Colporteurs de Fruits, Inc.".

Le montant auquel sont limités les (ou les revenus annuels des) biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de dix mille dollars ($10,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce troisième jour de décembre 1934.

ALEX. DESMEULES,
7257—o Sous-secrétaire de la Province.

ordinating the functions and activities of the fruit and vegetable trade and business and the accessories thereof, to unite in a cohesive association, fruit and vegetable pedlars and any other allied organizations or businesses for the purpose of maintaining with one another honesty in business and stability of prices, in view of the establishment of better sale methods and commercial principles, and for such purpose, to organize and assist in organizing, promote and assist in promoting the same;

To purchase, lease, exchange, hypothecate or otherwise acquire and hold, own, sell, lease, transfer any quantity of immovable property which the Association may deem necessary or suitable for the carrying on and enjoyment of its purposes, and

To open and operate branch offices of the Association in all parts of the Province of Quebec;

To enter into any arrangement with any authorities, municipal, local or other firm or organization, that may seem conducive to the Association's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the Association may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To borrow money, to make and issue promissory notes, bills of exchange, bonds, debentures and evidences of indebtedness of all kinds, whether secured by mortgage, pledge or otherwise, without limit as to amount, and to secure the same by mortgage, pledge or otherwise;

To create special funds out of its proper revenues or by means of internal or external contributions, for the purposes of its action;

To exercise any other powers not contrary to law which may be exercised by a corporation formed under Part III of the Quebec Companies' Act, those above mentioned being enumerative and not restrictive, under the name of "L'Association des Colporteurs de Fruits, Inc.".

The amount to which the value of (or the annual revenue from) the immovable property which the Corporation may own is to be limited, is ten thousand dollars ($10,000.00).

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of December, 1934.

ALEX. DESMEULES,
7258 Assistant Provincial Secretary.

"Trans-Island Oil Sales, Ltd.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de décembre 1934, constituant en corporation: Joseph-Arthur Savoie, N.P., Georges-Albert Laporte, clerc, tous deux de la cité de Montréal, et Lucien Léveillé, mécanicien, de la cité d'Outremont, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et le commerce en gros et en détail des produits, sous-produits, dérivés et substituts du pétrole sous toutes ses formes et toutes espèces;

Bâtir, exploiter, louer, et maintenir des entrepôts, réservoirs, garages et stations de service, et faire toutes affaires que la compagnie croira pouvoir exercer en même temps que ses industrie et commerce, ou de nature à accroître directement

"Trans-Island Oil Sales, Ltd.".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of December, 1934, incorporating: Joseph Arthur Savoie, N.P., Georges Albert Laporte, clerk, both of the City of Montreal, and Lucien Léveillé, mechanic, of the City of Outremont, for the following purposes:

To carry on business and deal wholesale and retail, in the products, by-products, derivatives of and substitutes for petroleum under all its forms and of all kinds;

To build, operate, lease and maintain warehouses, reservoirs, garages, service stations, and carry on any business which the company may deem capable of being carried on at the same time as its business and trade, or calculated,

ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie, ou en faciliter l'exploitation;

Acheter, louer, construire, ou autrement acquérir toutes propriétés mobilières ou immobilières; et vendre, louer ou autrement disposer de l'entreprise et des biens de la compagnie, en tout ou en partie, pour telles considérations que la compagnie jugera convenables;

Emettre et répartir des actions libérées du capital-actions de la compagnie en paiement total ou partiel de tous biens réels ou personnels achetés ou autrement acquis par la compagnie; emprunter, hypothéquer, donner en gage ou autrement grever les biens de la compagnie pour garantir le paiement de toutes obligations, débentures, ou toutes autres dettes de la compagnie;

Placer et négocier les deniers de la compagnie de la manière qui pourra de temps à autre être déterminée; tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des chèques, billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables;

Distribuer, en espèces ou autrement, les biens de la compagnie entre ses actionnaires, conformément à l'article 81 de la Loi des Compagnies;

Payer, à même les fonds de la compagnie, les dépenses incidentes à la formation, organisation de la compagnie, et à la souscription de son capital-actions; faire toutes autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets précités; exercer le commerce de courtiers en assurance; et faire toutes ou aucune des choses susdites comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres; et généralement faire tous actes et exercer tous pouvoirs suivant les dispositions de la Loi, sous le nom de "Trans-Island Oil Sales, Ltd.".

Emettre des certificats d'actions au porteur, conformément à l'article 45 de la Loi des Compagnies; établir de temps à autre, par règlements, les dispositions auxquelles les détenteurs de tels certificats seront sujets; les porteurs des dits certificats d'action au porteur n'ayant pas le droit d'assister et de voter aux assemblées générales, sous le nom de "Trans-Island Oil Sales, Ltd.".

Le capital-actions de la compagnie sera divisé en quatre cents (400) actions sans valeur nominale ou au pair, à être émises et réparties pour les prix et considération de temps à autre fixés par les directeurs, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de au moins deux mille dollars ($2,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatrième jour de décembre 1934.

ALEX. DESMEULES,
7259–o Sous-secrétaire de la Province.

directly or indirectly, to enhance the value of any of the company's property or rights, or to facilitate their exploitation;

To purchase, lease, build or otherwise acquire any movable or immovable property; and to sell, lease or otherwise dispose of the undertaking and property of the company, in whole or in part, for such consideration as the company may deem expedient;

To issue and allot fully paid-up shares of the capital stock of the company in full or part payment for any real or personal property purchased or otherwise acquired by the company; to borrow, hypothecate, mortgage or otherwise encumber the property of the company to guarantee the payment of any bonds, debentures or any other debts of the company;

To invest and deal with the moneys of the company in such manner as may be fixed upon from time to time; to draw, accept, endorse, execute and issue cheques, promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable instruments;

To distribute in specie or otherwise, the assets of the company among its shareholders, pursuant to article 81 of the Companies' Act;

To pay, out of the funds of the company, any expenses incidental to the formation, promotion of the company and the subscription of its capital stock; to do any other things which may be incidental or conducive to the attainment of the foregoing purposes; to carry on business as insurance brokers, and to do all or any of the foregoing things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others; and generally, to perform all acts and exercise all powers in accordance with the provisions of the law, under the name of "Trans-Island Oil Sales, Ltd.".

To issue share-warrants, pursuant to article 45 of the Companies' Act; to establish, from time to time, by by-law, the provisions to which the holders of such share warrants shall be subjected; the holders of said share-warrants not being entitled to assist or to vote at the general meetings, under the name of "Trans-Island Oil Sales, Ltd.".

The capital stock of the company shall be divided into four hundred (400) shares without nominal or par value, to be issued and allotted for such price and consideration as may be fixed upon by the Directors from time to time, and the amount of capital stock with which the company will begin its operations is at least two thousand dollars ($2,000.00).

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of December, 1934.

ALEX. DESMEULES,
7260 Assistant Provincial Secretary.

"Blais, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de décembre 1934, constituant en corporation: Louis Blais, marchand, Henri-Louis Blais, voyageur de commerce, et Charles-H. Camirand, commis, tous de Sherbrooke, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers, importateurs, acheteurs, acheteurs et trafiquants et fabricants de tabac, cigares, cigarettes, pipes, parfumeries, articles de barbier, de coiffeur, de

"Blais, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of December, 1934, incorporating: Louis Blais, merchant, Henri Louis Blais, commercial traveller, and Charles H. Camirand, clerk, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, importers, buyers and dealers in and makers of tobacco, cigars, cigarettes, pipes, perfumes, barbers' or hairdressers' supplies and all such arti-

coiffeuse, et tous tels articles et choses qui sont communément utilisés en rapport avec iceux, papier et toutes autres nouveautés, bimbeloteries, articles de fantaisie, et nouveautés de publicité de toutes sortes, y compris la manufacture, l'importation, l'exportation, en gros et en détail, de matériel brut avec lequel aucuns des dits articles peuvent être faits; importer, exporter, manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce d'effets, articles et marchandises, et sans limite quant à la généralité des objets susdits, le tout sera censé comprendre des confiseries, biscuits, bonbons, crème glacée et toutes marchandises composées en partie de sucre ou farine; exercer le commerce comme papetiers, accessoires de bureaux, pellicules, magazines, livres et journaux et fruits, et avec le droit de manufacturer, importer, exporter et agir comme agents-manufacturiers ou agents à commission de toutes sortes d'articles, effets, objets, marchandise et matériaux manufacturés;

Manufacturer, acheter, et de toute manière acquérir, posséder, détenir, ou autrement mettre en valeur et vendre et de toute manière disposer et faire le commerce et le trafic d'articles, effets, marchandises et biens personnels de toute nature et description; le tout se rapportant au commerce ou étant connexe aux opérations de la compagnie projetée;

Acheter, revendre, accepter, prendre, recevoir, acquérir, détenir, vendre ou aliéner en aucune manière des actions, stocks, soit ordinaires ou privilégiés, débentures, bons et autres obligations de toute autre compagnie ayant des objets de cette compagnie ou exploitant toutes affaires pouvant être exploitées directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, et voter toutes actions ainsi détenues par l'entremise de l'agent que les directeurs nommeront;

Acquérir, assumer, louer et exploiter toute corporation, compagnie, firme ou société faisant des affaires dans toute ligne se rapportant directement ou indirectement au commerce qui sera exercé par "Blais Limitée", et en payer le prix convenu soit en deniers comptants ou en actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie constituée par les présentes, ou partie en deniers comptants et partie en actions libérées;

Ouvrir et exploiter des succursales, fabriques, entrepôts, magasins, échoppes, agences privées, comptoirs dans des magasins à rayons et toutes sortes de places où le commerce de la compagnie peut être exercé;

Prendre des agences pour toute compagnie, corporation, société ou personne exerçant toute industrie se rapportant en aucune spécialité aux objets de la présente compagnie;

Se fusionner à toute compagnie, société ou personne exploitant un commerce semblable en tout ou en partie à celui de la présente compagnie;

Vendre, transporter ou autrement aliéner la totalité ou toute partie du commerce de la présente compagnie à toute corporation, société ou personne, et accepter en considération des actions, débentures, bons ou valeurs de toute autre compagnie;

Acquérir, acheter, louer, arrenter, vendre, échanger ou aliéner en aucune manière toute propriété immobilière ou biens-fonds que la compagnie croira nécessaires ou utiles dans l'exercice d'aucun de ses commerces;

Emettre, vendre et répartir, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus à la compagnie, soit professionnels ou autres, des actions entièrement acquittées du capital-actions de la présente compagnie;

Payer toutes ou chacune des dépenses de, inci-

cles and things as are commonly used in connection therewith, paper and any other novelties, notions, fancy goods and advertising novelties of all kinds, including the manufacture, importation, exportation, wholesale and retail, of the raw materials of which any of the said articles may be made; to import, export, manufacture, buy and sell and deal in goods, wares and merchandise and, without limiting the generality of the foregoing, the same shall be deemed to include confectionery, biscuits, candy, ice-cream and all goods of which sugar or flour forms a part; to carry on business as stationers, dealers in office supplies, films, magazines, books, and newspapers and fruits, and with the rights to manufacture, import, export and to act as manufacturers, agents or commission agents in all kinds of manufactured articles, goods, wares, merchandise and materials;

To manufacture, purchase, and in any manner acquire, to own, hold, and otherwise turn to account, and to sell and in any manner dispose of, and to trade in and deal with goods, wares, merchandise and personal property of every class and description, the whole in connection with the business or incidental to the operations of the proposed company;

To purchase, re-sell, accept, take, receive, acquire, hold, or sell or dispose of in any way shares, stocks, either common or preferred, debentures, bonds, and other obligations of any other company having objects similar to the objects of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company, and to vote all shares so held through such agent as the directors may appoint;

To acquire, take over, lease and operate any corporation, company, firm or pertnership carrying on business in any line connected directly or indirectly with the business to be carried on by "Blais Limitée" and to pay for same the price agreed upon, either in cash or in fully paid up shares of the capital stock of the company hereby created, or partly in cash and partly in paid up shares;

To operate and open branches, manufactories, warehouses, stores, shops, private agencies, counters in departmental stores, and all kinds of places where the business of the company may be carried on;

To take agencies for any company, corporation, partnership or person carrying on business in any line connected with the present company's objects;

To amalgamate with any company, partnership or person carrying on a business similar in whole or in part to that of the present company;

To sell, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the present company's business to any corporation, partnership or person and to accept in consideration shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To acquire, buy, lease, rent, sell, exchange or dispose of in any way immovable property or real estate which the present company may consider necessary or useful to carry out any of its business;

To issue, sell and allot, with the approval of the shareholders, for services rendered to the company, either professional or otherwise, fully paid up shares of the capital stock of the present company;

To pay all or any expenses of, incident to or

dentes à, ou encourues en rapport avec la formation et l'incorporation de la compagnie, et relativement au prélèvement de son capital-actions, ou faire des contrats avec toute compagnie pour payer les dites dépenses;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de chacune des parts dans le capital de la compagnie, ou toutes débentures, actions-débentures, ou toutes autres garanties de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires, sous le nom de "Blais Limitée";

Acquérir le commerce actuellement exploité par Louis Blais, le payer en argent comptant ou partie en argent, partie en débentures entièrement libérées et sous les conditions à être fixées par les directeurs de la dite compagnie;

Et sans limiter la généralité des dits pouvoirs, faire toutes choses et affaires qui peuvent être jugées nécessaires et utiles pour l'accomplissement en corporation, sous le nom de "Blais Limitée", avec un capital total de dix-neuf mille dollars ($19,000.00), divisé en cent quatre-vingt-dix (190) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Sherbrooke, dans la Province de Québec, district de Saint-François.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dixième jour de décembre 1934.

ALEX. DESMEULES,
7261–o Sous-secrétaire de la Province.

incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital, or to contract with any company to pay the same;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any person or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business, under the name of "Blais Limitée";

To acquire the business actually carried on by Louis Blais, and to pay for same in cash or partly in cash, partly with fully paid up debentures and under the conditions to be fixed by the directors of the said company;

And without limiting the generality of the said powers, to do all things and carry on any business which may be deemed necessary and useful for the attainment of the objects of the corporation, under the name of "Blais Limitée", with a total capital stock of nineteen thousand dollars ($19,000.00), divided into one hundred and ninety (190) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, in the Province of Quebec, district of Saint François.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of December, 1934.

ALEX. DESMEULES,
7262 Assistant Provincial Secretary.

"Bates Realties, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de décembre 1934, constituant en corporation: Alexandre Cinq-Mars, avocat et conseil en loi du Roi, Marie-Thomas Robillard, huissier, et Raoul Joly, comptable, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

a) Acheter, mettre sur le marché, prendre en échange, souscrire ou solliciter ou autrement acquérir, enregistrer, détenir comme placement ou autrement, posséder, vendre, échanger, transporter, céder, louer, convertir, hypothéquer, mettre en gage, garantir la vente ou le placement, ou autrement disposer ou mettre en valeur et généralement faire le commerce de bons, débentures, actions-débentures, titres, actions, obligations, certificats et valeurs, ou autres titres de créance de tout gouvernement, état, province, cité, ville ou autre municipalité ou de toute corporation municipale ou scolaire ou de toute compagnie ou corporation de chemin de fer, vaisseaux, transport, téléphone, télégraphe, éclairage, chauffage, force motrice, utilité publique, banque, placement financier, assurance, ou de compagnie ou corporation minière, mercantile, commerciale, manufacturière ou industrielle, ou de toute autre compagnie publique ou privée, corporation, syndicat, compagnie de fidéicommis, ou association de toute nature quelconque et de n'importe quel pays, et durant la possession ou détention d'aucun des titres susdits, exercer directement ou par l'entremise d'agents, tous les droits, pouvoirs, privilèges de propriété, y compris le droit de voter pour aucun de ces titres ou actions ou autres valeurs conférant droit de vote, et le

"Bates Realties, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of November, 1934, incorporating: Alexandre Cinq-Mars, advocate and King's Counsel, Marie Thomas Robillard, bailiff, and Raoul Joly, accountant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

a) To purchase, underwrite, take in exchange, subscribe or apply for or otherwise acquire, register, hold for investment or otherwise, own, sell, exchange, transfer, assign, lease, convert, mortgage, pledge, guarantee the sale or placing of, or otherwise dispose of or turn to account and generally deal in bonds, debentures, debenture stock, stocks, shares, obligations, scrip and securities or other evidence of indebtedness of any government, state, province, city, town or other municipality, or of any municipal or school corporation, or of any railway, shipping, transportation, telephone, telegraph, light, heat, power, public utility, banking, financial investment, insurance, mining, trading, commercial, manufacturing or industrial company or corporation, or of any other public or private company, corporation, syndicate, trust or association of any kind whatsoever and wheresoever situated and, while the owner or holder of any of the foregoing, to exercise, directly or through agents, all the rights, powers and privileges of ownership, including the right to vote on any such stock or shares or other securities carrying a voting right, and the right to transfer to its nominees such of any such stock, shares or other securities as may be necessary to qualify such nominees as directors, officers, trustees or members of the company, corpo-

droit de transférer à ses nominataires aucune des dites actions, titres ou autres valeurs de la manière qu'il sera nécessaire pour qualifier tels nominataires comme directeurs, officiers, fiduciaires ou membres de la compagnie, corporation, syndicat, fiducie ou association émettant telles actions, obligations ou autres valeurs;

b) Promouvoir, organiser, développer ou gérer ou aider à la promotion, organisation, développement ou gestion de toute corporation, compagnie, syndicat ou entreprise et prélever et aider au prélèvement d'argent et aider au moyen de bonus, prêt, promesse, versement, garantie d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, avec toute autre compagnie ou corporation et offrir au public pour souscription toutes actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute compagnie ou corporation, commerce ou entreprise;

c) Agir comme courtiers en assurance et comme agents et courtiers pour le placement, le prêt, le paiement, la transmission et la perception de deniers et accepter et exécuter comme procureurs, agents ou autrement, la transaction de toutes affaires, le placement de fonds, l'encaissement d'emprunts, rentes, intérêts, dividendes, et l'émission, la création, la manipulation et l'encaissement d'hypothèques, débentures, obligations, billets, notes, coupons et autres valeurs ou argents;

d) Acheter, détenir, louer, prendre en échange ou autrement acquérir des terrains ou intérêts en iceux, avec ensemble tous bâtiments ou structures qui peuvent être sur les dits terrains ou aucun d'eux; et vendre, améliorer, gérer, développer, louer, échanger, donner en gage, hypothéquer ou autrement disposer de tout ou d'aucune partie des terrains et tous ou aucun des bâtiments ou structures qui sont actuellement ou qui pourront être érigés sur iceux dans l'avenir et prendre telle garantie pour iceux comme il sera jugé nécessaire; ériger des bâtiments et négocier des matériaux de construction; prendre et détenir des mortgages et hypothèques pour toute balance impayée du prix d'achat sur aucun des terrains, bâtiments ou structures ainsi vendus et vendre ou autrement disposer de tels mortgages et hypothèques;

e) Faire des emprunts d'argent pour le montant ou les montants et au taux d'intérêt et aux termes et conditions qui seront jugés convenables; engager la compagnie au remboursement des sommes ainsi empruntées, des intérêts et des conditions et, comme garantie, hypothéquer ou donner en gage toute partie de la totalité des propriétés immobilières et ou mobilières de la compagnie, suivant que juge à propos;

f) Faire des prêts d'argent aux termes et conditions et au taux d'intérêt qui seront jugés convenables et prendre les garanties, comprenant des privilèges, hypothèques et mortgages, pour le remboursement du principal et des intérêts et l'exécution des conditions, que la compagnie croira à propos;

g) Garantir le paiement de deniers garantis par ou payables en vertu ou au sujet de bons, débentures, actions, contrats, hypothèques, charges, obligations ou autres valeurs de toute compagnie ou entreprise ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et prélever et aider à prélever des deniers et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, et garantir l'exécution de contrats ou le paiement des obligations ou autrement aider et assister toute personne, firme ou corporation avec laquelle ou dans lesquelles la compagnie est financièrement intéressée, ou avec lesquelles elle fait commerce et agir comme employés, agents ou gérants de toute telle corporation ou firme;

ration, syndicate, trust or association issuing such stock, shares or other securities;

b) To promote, organize, develop or manage or to assist in the promotion, organization, development or management of any corporation, company, syndicate or undertaking and to raise and assist in raising money for and aid by way of bonus, loan, promise, instalment, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, with any company or corporation and to offer for public subscription any shares, stocks, bonds, debentures or other securities of any company or corporation, business or undertaking;

c) To act as insurance brokers, and as agents and brokers for the investment, loan, payment, transmission and collection of money and to accept and fulfil as attorneys, agents or otherwise any transaction of business, the investment of funds, the collection of loans, rent, interest, dividends and the issuing, making, handling and collecting of mortgages, debentures, bonds, bills, notes, coupons and other securities or moneys;

d) To purchase, hold, lease, take in exchange or otherwise acquire lands or interests therein, together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them; and to sell, improve, manage, develop, lease, exchange, mortgage, hypothecate or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands and all or any of the buildings or structures that are now or may hereafter be erected thereon and to take such security therefor as may be deemed necessary; to erect buildings and deal in building material; to take and hold mortgages and hypothecs for any unpaid balance of the purchase money on any of the lands, buildings or structures so sold and to sell or otherwise dispose of such mortgages and hypothecs;

e) To borrow money in such sum or sums, at such rate of interest and on such terms and conditions as may be thought proper; to bind the company to the repayment of the sums so borrowed, interest and the conditions, and as security to hypothecate or pledge such part of the whole of the company's real and or personal property as may be thought advisable;

f) To lend money on such terms and conditions and at such rates of interest as may be considered advisable, and to take such security, including privileges, hypothecs and mortgages, for the repayment of the principal and interest and the fulfilment of the conditions as the company may think proper;

g) To guarantee the payment of money secured by or payable under or in respect of bonds, debentures, shares, contracts, mortgages, charges, obligations or other securities of any company or undertaking having objects altogether or in part similar to those of this company, and to raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement and to guarantee the performance of contracts or payment of liabilities or otherwise aid and assist any person, firm or corporation in whom or in which the company may be financially interested or with which it may have business relations and to act as employee, agent or manager of any such corporation or firm;

h) Emettre, répartir et livrer comme entièrement libérées et non sujettes à appel des actions privilégiées ou ordinaires, obligations, débentures ou actions-débentures en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés réelles et personnelles et de tous droits ou choses achetés, acquis, souscrits ou obtenus par la compagnie ou pour services rendus;

i) Distribuer entre ses membres, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même les bénéfices nets de la compagnie ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, toute partie de son actif et particulièrement toutes actions, obligations, débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou de toute partie des propriétés de la compagnie ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie qui pourrait se charger de la totalité ou de toute partie de l'actif ou du passif de cette compagnie;

j) Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débentures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

k) Placer et attribuer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, de la manière qui sera déterminée de temps à autre;

l) S'unir ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de cette compagnie;

m) Tirer, faire accepter, endosser, exécuter des billets à ordre, lettres de change, mandats, et autres effets négociables et transférables;

n) Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, et par fiduciaires, agents ou autres, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

o) Payer à même le capital tous les coûts et charges préliminaires et nécessaires à l'incorporation et à l'organisation de la compagnie;

Les restrictions suivantes sont, sur requête, insérées dans les lettres patentes, à savoir:

1. Que les actions de la compagnie ne seront transférées à aucune personne autre qu'un actionnaire sans le consentement du bureau de direction attesté par résolution passée par ledit bureau;

2. Le nombre des actionnaires n'excèdera pas vingt, pourvu, cependant, que lorsque deux ou plusieurs personnes détiendront une ou plusieurs actions conjointement, elles seront pour cette fin traitées comme un seul actionnaire.

3. Il est interdit de faire appel au public pour faire souscrire les actions ou débentures de la compagnie, sous le nom de "Bates Realties, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-huitième jour de novembre 1934.

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

7301

h) To issue, allot and deliver as fully paid and non-assessable preferred or common shares, bonds debentures or debenture stock, in payment or part payment of any property, real or personal, and of any right or thing purchased, acquired, subscribed for or obtained by the company or for services rendered;

i) To distribute among its members in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the net profits of the company, or in the manner provided for in section 81 of the Companies' Act, any of its assets and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company that may take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

j) To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

k) To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

l) To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

m) To draw, make, accept, endorse, execute promissory notes, bills of exchange, warrants and other negotiable or transferable instruments;

n) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others;

o) To pay out of capital all costs and charges preliminary and incidental to the incorporation and organization of the company;

The following restrictions are, by request, embodied in these present letters patent, to wit:—

1. That the shares of the company shall not be transferred to any person other than a shareholder without the consent of the board of directors to be signified by resolution passed by the board.

2. The number of shareholders shall not exceed twenty, provided, however, that where two or more persons hold one or more shares jointly they shall for the purpose hereof be treated as a single shareholder.

3. No invitation shall be given to the public to subscribe for any shares or debentures of the company, under the name of "Bates Realties, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-eighth day of November, 1934.

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

7302–o

"Anglo-Canadian Telephone Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de décembre 1934, constituant en corporation: Shirley-Greenshields Dixon, conseil en loi du Roi, David-Moffat Johnson, et Hugh-Hatheway Turnbull, tous deux avocats, tous de la cité de Montréal, dans le comté d'Hochelaga, Province de Québec, dans les buts suivants:

(*a*) Exercer toutes opérations d'un caractère manufacturier, industriel ou commercial dont le but est la fabrication, production, construction, approvisionnement, administration ou opération, comme propriétaire ou autrement, de lignes, usines ou systèmes adaptés ou disponibles ou se rapportant à l'exercice d'un commerce de communication en général au moyen de radio, téléphone ou autre agent électrique ou d'aucune de leurs combinaisons, ou devant fournir des facilités pour ou incidentes à toutes telles opérations, et l'outillage et appareils de toutes sortes nécessaires, utilisés ou utiles à toutes telles opérations, et pour cette fin:

1. Manufacturer, produire, fournir, acheter, vendre et faire le commerce de câbles, fils, tuyauterie, conduites principales, conduites, machinerie, outillage, appareils, attirail, instruments, accessoires, matériaux et approvisionnements de toutes sortes, nécessaires, utilisés ou utiles ou adaptés ou disponibles ou se rapportant à la génération et transmission de la lumière, de la chaleur et de l'énergie électrique, et à l'approvisionnement d'eau ou à l'exercice d'un commerce de communication en général par tous moyens quelconques;

2. Construire, ériger, poser, maintenir et réparer, acquérir, vendre, louer ou autrement disposer de pylônes, poteaux, tuyaux, conduites principales, conduites, trous d'hommes, structures, édifices et travaux de toutes sortes, et câbles, fils et lignes (soit aériens, souterrains ou sous-marins) postes et systèmes (avec ou sans fil) de radio téléphonie et radio-télégraphie, échanges et systèmes de lignes téléphoniques et télégraphiques, et toutes combinaisons de radio et de téléphone ou autre système ou agent, usine, machinerie, outillage, appareils, accessoires, transformeurs, tableaux de distribution, centrales, postes d'échange, réservoirs, accumulateurs, instruments, dispositifs et appartenances électriques nécessaires, utilisés ou utiles ou adaptés ou valables se rapportant à aucune et toutes opérations susmentionnées;

3. (*a*) Acquérir et détenir, vendre, transférer ou autrement disposer de tous titres ou actions ou participation ou intérêt de toutes sortes dans aucune compagnie, corporation; association, syndicat ou société exerçant ou en aucune manière se rapportant ou étant intéressé dans aucune industrie ou entreprise manufacturière, industrielle ou commerciale de la nature de toute telle industrie ou entreprise que la compagnie est autorisée à exercer, y compris le commerce qui consiste à produire, générer et transmettre la lumière, la chaleur ou l'énergie électrique ou le commerce d'approvisionnement de l'eau ou le commerce de communication par tous moyens quelconques ou le commerce qui consiste à fournir toutes facilités se rapportant à tout tel commerce, et toutes obligations, débentures et autres titres de créance et autres valeurs de toute compagnie ou corporation exerçant aucun tel commerce ou entreprise et qui sont garantis par la totalité ou aucune partie de telle industrie ou entreprise ou qui ne sont pas garantis et acquérir

"Anglo-Canadian Telephone Company".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of December, 1934, incorporating: Shirley Greenshields Dixon, King's Counsel, David Moffat Johnson and Hugh Hatheway Turnbull, both Advocates, all of the City of Montreal, in the County of Hochelaga, Province of Quebec, for the following purposes:

(*a*) To carry on any business of a manufacturing, industrial or commercial character having to do with the manufacture, production, construction, supply, management or operation, as owner or otherwise, of lines, plants or systems adapted to or available for or in connection with the carrying on of a general communication business by means of radio, telephone or other electrical agency or of any combination thereof or having to do with the furnishing of facilities for or incidental to any such business and of equipment and apparatus of all kinds necessary, used or useful for or in connection with any such business and for that purpose:

1. To manufacture, produce, supply, buy, sell and deal in cables, wires, pipes, mains, conduits, machinery, equipment, apparatus, appliances, instruments, implements, materials and supplies of all kinds necessary, used or useful for or adapted to or available for or in connection with the generation and transmission of light, heat and power, the supply of water or the carrying on of a general communication business by any means whatsoever;

2. To construct, erect, lay, maintain and repair, acquire, sell, lease or otherwise dispose of towers, poles, pipes, mains, conduits, manholes, structures, buildings and works of all kinds and cables, wires and lines (whether overhead, underground or underwater), radio-telephone and radio-telegraph stations and systems (wired or wireless) telephone and telegraph lines exchanges and systems and any combination of radio and telephone or other electrical equipment or agency, plant, machinery, equipment, apparatus, appliances, transformers, switchboards, stations, exchanges, reservoirs, accumulators, instruments, implements and appurtenances necessary, used or useful for or adapted to, or available for or in connection with any and all of the above mentioned businesses;

3. (*a*) To acquire and hold, sell, transfer or otherwise dispose of any stocks or shares of or in or participation or interest of any kind in any company, corporation, association, syndicate or partnership, carrying on or in any way relating to or interested in any manufacturing, industrial or commercial business or undertaking of the nature of any such business or undertaking as the company is authorized to carry on, including the business of producing, generating and transmitting light, heat or power or the business of the supply of water or the business of communication by any means whatsoever or the business of furnishing facilities for or incidental to any such business, and any bonds, debentures and other evidences of indebtedness and other securities of any company or corporation carrying on any such business or undertaking and which are secured upon the whole or any part of any such business or undertaking or are unsecured and to acquire any such shares, stocks or bonds, debentures and other evidences of indebtedness

toutes telles actions, titres ou obligations, débentures et autres titres de créance ou autres valeurs par l'achat, échange ou autre titre légal, souscription originaire, soumission, participation dans des syndicats et absolument ou par voie de garantie ou autrement, et souscrire pour aucun d'iceux, conditionnellement ou autrement, et souscrire ou garantir la souscription ou la vente de toutes telles actions, titres ou obligations, débentures et autres titres de créance ou autres valeurs;

(*b*) Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autrement) qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

(*c*) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

(*d*) Prendre ou détenir des gages, hypothèques, privilèges et charges pour garantir le paiement du prix d'achat, ou pour toute balance impayée du prix d'achat de toute partie des biens de la compagnie de toute nature quelconque vendus par la compagnie, ou tout argent dû à la compagnie par les acquéreurs et autres et vendre ou autrement disposer des dits gages, hypothèques, privilèges et charges;

(*e*) Administrer ou prendre part à la gestion, surveillance ou contrôle de toute industrie ou entreprise dans laquelle la compagnie détient quelque intérêt ou qui exerce ou détient aucun intérêt dans tout commerce, industrie, entreprise ou biens en tout ou en partie semblables à tout commerce, industrie, entreprise ou biens gérés ou possédés par la compagnie ou susceptibles d'être convenablement exercés en rapport avec iceux, et dans ce but employer tous directeurs, ingénieurs, comptables ou autres experts ou agents;

(*f*) Faire enquête et examiner et employer des experts pour enquêter et examiner et faire rapport sur les conditions, prospects, valeur, caractère et circonstances de toute exploitation commerciale, entreprise ou biens en tout ou en partie semblables à toute industrie, entreprise ou biens conduits ou possédés par la compagnie ou que la compagnie est autorisée à exercer;

(*g*) Prêter de l'argent, garantir les contrats ou obligations, donner ses biens en garantie pour le bénéfice de toutes corporations, syndicats, associations, sociétés, firmes ou individus, et aider de toute autre manière toutes corporations, syndicats, associations, sociétés, firmes ou individus dans lesquels la compagnie détient aucun intérêt ou dont aucune des actions, titres, actions-débentures, bons, obligations, droits éventuels, certificats d'intérêt ou autres valeurs ou titres de créance sont détenus, garantis, vendus ou autrement disposés par la compagnie, et donner toute garantie relativement au paiement de toutes telles actions, titres, actions-débentures, bons, obligations, droits éventuels, certificats d'intérêt ou autres valeurs ou titres de créance, ou relativement au paiement de tous dividendes, intérêt ou autre revenu sur iceux;

(*h*) Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, droits brevetés, marques de commerce, formules, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non ex-

or other securities by purchase, exchange or other legal title, original subscription, tender, participation in syndicates and absolutely or by way of security or otherwise, and to subscribe for any thereof, conditionally or otherwise, and underwrite or guarantee the subscription or sale of any such shares, stocks or bonds, debentures and other evidences of indebtedness or other securities;

(*b*) To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

(*c*) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

(*d*) To take or hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price, or for any unpaid balance of the purchase price of any part of the company's property of whatsoever kind sold by the company, or any money due to the company from purchasers and others and to sell or otherwise dispose of said mortgages, hypothecs, liens and charges;

(*e*) To conduct or take part in the management, supervision or control of any business or undertaking in which the company holds any interest or which is carrying on or holds any interest in any business, undertaking, enterprise or property altogether or in part similar to any business, undertaking, enterprise or property conducted or owned by the company or capable of being conveniently conducted in conjunction therewith, and for that purpose to employ any directors, engineers, accountants or other experts or agents;

(*f*) To investigate and examine and to employ experts to investigate and examine into and to report upon the condition, prospects, value, character and circumstances of any business undertaking, enterprise or property altogether or in part similar to any business undertaking, enterprise or property conducted or owned by the company or which the company is authorized to carry on;

(*g*) To lend money to, guarantee the contracts or obligations of, grant security upon its assets for the benefit of, and to assist in any other manner any corporations, syndicates, associations, partnerships, firms or individuals in which the company holds any interest or any of whose shares, stocks, debentures, debenture stocks, bonds, obligations, choses in action, certificates of interest or other securities or evidences of indebtedness are held, underwritten, sold or otherwise disposed of by the company, and to give any guarantee in relation to the payment of any such shares, stocks, debenture stocks, bonds, obligations, choses in action, certificates of interest or other securities or evidences of indebtedness, or in relation to the payment of any dividends, interest or other income of the same;

(*h*) To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, patent rights, trade-marks, formulae, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited

clusif ou limité d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

(*i*) Acheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir, améliorer, modifier et gérer, conduire et exploiter tous biens réels ou personnels, mobiliers ou immobiliers, droits et choses, et toute industrie ou entreprise industrielle, manufacturière ou commerciale, et vendre, louer, échanger ou autrement disposer ou faire valoir de temps à autre aucun ou tous tels biens pour telle considération et à tels termes qui seront jugés convenables;

(*j*) Etablir et exercer, et promouvoir l'établissement et l'exercice, sur tous biens dans lesquels la compagnie est intéressée, de toutes opérations qui peuvent être convenablement exercées sur ou en rapport avec tels biens, et dont l'établissement semblera susceptible d'augmenter la valeur des intérêts de la compagnie dans telles propriétés, ou en faciliter la disposition;

(*k*) Emettre en paiement ou partie de paiement pour tout commerce, biens, droits ou privilèges acquis par la compagnie en assumant ou non toutes obligations, ou pour toutes actions, titres, bons, débentures, titres de créance ou autres valeurs de toute autre compagnie acquis par la compagnie, des actions entièrement payées et non sujettes à appel ou obligations ou débentures ou autres valeurs de la compagnie;

(*l*) Se joindre ou se fusionner avec toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, et acquérir par achat, bail ou autrement, les biens, franchises, entreprise et commerce de toute telle compagnie et les payer totalement ou partiellement en argent, actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie, et assumer les obligations de toute telle compagnie;

(*m*) Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque desdites fins et obtenir de ces dites autorités les franchises, droits, privilèges et concessions que la compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter, exercer cesdites conventions, franchises, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

(*n*) Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, exercer et exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchises, concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité quelconque ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'octroyer, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions quelconques de la compagnie, ses obligations et son actif pour en payer les frais, charges et dépens nécessaires;

(*o*) Solliciter, promouvoir et obtenir tout statut, ordonnance, ordre, règlement ou autre autorisation ou décret qui sembleront susceptibles de bénéficier directement ou indirectement à la compagnie; et opposer toutes procédures ou requête qui sembleront devoir être directement ou indirectement préjudiciables aux intérêts de la compagnie;

(*p*) Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fiducies et convenances devant bénéficier

right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

(*i*) To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire, improve, alter and manage, conduct and carry on any real or immoveable, personal or moveable properties, rights and things, and any industrial, manufacturing or commercial business or undertaking, and sell, lease, exchange or otherwise dispose of or turn to account from time to time any or all thereof for such consideration and upon such terms as may be deemed proper;

(*j*) To establish and carry on, and to promote the establishment and carrying on, upon any property in which the company is interested, of any business which may be conveniently carried on upon or in connection with such property, and the establishment of which may seem calculated to enhance the value of the company's interest in such property, or to facilitate the disposal thereof;

(*k*) To issue in payment or part payment for any business, property, rights or privileges acquired by the company with or without assumption of liabilities, or for any shares, stock, bonds, debentures, evidences of indebtedness or other securities of any other company acquired by the company, fully paid up and non-assessable shares or bonds or debentures or other securities of the company;

(*l*) To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, and to acquire by purchase, lease or otherwise, the property, franchises, undertaking and business of any such company, and to pay for the same wholly or partly in cash, shares, bonds or other securities of the company, and to assume the obligations of any such company;

(*m*) To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any franchises, rights, privileges and concessions which the company may think desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, franchises, rights, privileges and concessions;

(*n*) To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, right or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

(*o*) To apply for, promote and obtain any statute, ordinance, order, regulation or other authorization or enactment which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company; and to oppose any proceedings or application which may seem calculated directly or indirectly to prejudice the company's interests;

(*p*) To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calcu-

aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédécesseurs en affaires) ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens et accorder des pensions et allocations, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

(*q*) Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

(*r*) Construire, améliorer, entretenir, exploiter, administrer, exécuter ou contrôler des routes, chemins, embranchements ou voies d'évitement, sur des terrains de la compagnie, des ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, fabriques, entrepôts, usines électriques, ateliers, magasins et autres structures et commodités que la compagnie croira susceptibles directement ou indirectement de favoriser les intérêts de la compagnie; aussi contribuer, subventionner ou autrement aider ou prendre par à leur construction, amélioration, entretien, exploitation, administration, exécution ou contrôle;

(*s*) Faire des prêts et avances d'argent aux clients et autres faisant affaires avec la compagnie ou avec lesquels la compagnie se propose de faire affaires et à toute compagnie dont la compagnie détient des actions;

(*t*) Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

(*u*) Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes, en conformité des lois de ce dit pays étranger, pour représenter la compagnie et accepter la signification de procédures pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

(*v*) Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

(*w*) Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation et garantir l'exécution des contrats par ces compagnies ou corporations ou par aucune personne avec laquelle la compagnie a des relations d'affaires;

(*x*) Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

(*y*) Prendre, faire, exécuter, conclure, commencer, exercer, poursuivre et défendre toutes démarches, contrats, conventions et projets, et faire tous tels actes, affaires et choses qui sembleront en aucun temps avantageux ou convenables à la protection ou le bénéfice de la compagnie comme détenteurs ou intéressés dans toutes actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie, ou tous biens, droits, commerce ou entreprise de toute telle compagnie; prendre part à toute réorganisation, reconstruction, amalga-

lated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

(*q*) To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

(*r*) To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, branches or sidings on the property of the company, bridges, reservoirs, watercourses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

(*s*) To lend money to customers or others having dealings with the company or with whom the company proposes to have dealings, or to any company any of whose shares are held by the company;

(*t*) To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

(*u*) To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent the company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

(*v*) To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(*w*) To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation, or by any person with whom the company has business relations;

(*x*) To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

(*y*) To take, make, execute, enter into, commence, carry on, prosecute and defend all steps, contracts, agreements and schemes, and to do all such other acts, matters and things which shall at any time appear conducive or expedient for the protection or benefit of the company as holders of or interested in any shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, obligations or other securities of any other company, or any property, rights, business or undertaking of any such company; to take part in any reorganization, reconstruction, amalgamation or merger of any kind

mation ou absorption de toute nature affectant toute compagnie de laquelle la compagnie peut détenir des actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs, et acquérir, détenir, vendre ou autrement disposer pour les fins de la compagnie et soit seule ou conjointement avec d'autres tous biens, droits, commerce ou entreprise dans lesquels la compagnie peut être intéressée comme la détentrice de toutes telles actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs et promouvoir ou prendre part à la promotion de toute compagnie ou entreprise;

(*z*) Distribuer en espèces, entre les actionnaires de la compagnie conformément à leurs droits respectifs ou par voie de dividendes légalement déclarés à même les profits nets de la compagnie ou de la manière prescrite par la Section 81 de la Loi des Compagnies de Québec, tous biens de la compagnie et en particulier toutes actions, débentures ou autres valeurs dans toute autre compagnie appartenant à la compagnie ou dont la compagnie peut avoir le pouvoir de disposer; et la valeur des biens ainsi distribués sera déterminée par les auditeurs nommés à l'assemblée annuelle des actionnaires précédant immédiatement la date de telle distribution et pour les fins de déterminer telle valeur les auditeurs auront droit d'employer aux frais de la compagnie tels évaluateurs, ingénieurs ou autres experts qui seront jugés convenables;

(*aa*) Payer à même le capital tous frais et charges relatifs à la formation, l'incorporation et l'organisation de la compagnie ou que la compagnie pourra considérer comme préliminaires;

(*bb*) Placer et négocier les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui sera de temps à autre déterminée par le bureau de direction de la compagnie, y compris l'achat d'actions dans toute autre compagnie et de temps à autre changer tous tels placements;

(*cc*) Établir des agences et succursales;

(*dd*) Exercer tous ou aucun des objets de la compagnie comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

(*ee*) Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou peuvent conduire à la réalisation des objets de la compagnie;

Et il est de plus ordonné et déclaré qu'un directeur de la compagnie pourra être ou devenir membre et / ou officier et / ou actionnaire et / ou directeur de toute firme, association, syndicat ou compagnie avec lesquels cette compagnie a des relations d'affaires ou toute compagnie formée par cette compagnie ou dans laquelle la compagnie serait intéressée comme venderesse, acheteuse ou actionnaire, ou de toute autre manière quelconque, ou pourra être ou devenir procureur ou conseil ou membre d'une firme agissant comme procureurs ou aviseurs pour la compagnie ou toute telle autre compagnie, et nul tel directeur ne sera tenu de rendre compte de tous bénéfices réalisés par lui comme membre, directeur, actionnaire ou officier d'aucune telle firme, associations, syndicat ou compagnie, ou comme procureur ou conseil ou comme membre d'une firme agissant comme procureurs ou aviseurs de la compagnie ou de toute telle autre compagnie;

Et il est de plus ordonné et déclaré que nul directeur ne sera disqualifié en vertu de sa charge de faire tous contrats, conventions ou affaires avec la compagnie,—ni aucun tels contrats, conventions ou négociations avec la compagnie ne sera considéré comme non avenu, ni aucun directeur ne sera tenu de rendre compte à la com-

affecting any company of which the company may hold shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, obligations or other securities, and to acquire, hold, sell or otherwise dispose of for the purposes of the company and either alone or in conjunction with others any property, rights, business or undertaking in which the company may be interested as the holder of any such shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, obligations or other securities and to promote or take part in promoting any company or undertaking;

(*z*) To distribute in kind among the shareholders of the company, according to their respective rights or by way of dividends legally declared out of the net profits of the company or in the manner prescribed by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any property of the company and in particular any shares, debentures, or other securities in any other company belonging to the company of which the company may have power to dispose; and the value of the property so distributed shall be determined by the auditors appointed at the annual meeting of the shareholders next preceding the date of such distribution and for the purpose of determining such value the auditors shall be entitled to employ at the expense of the company such valuators, engineers or other experts as they may deem advisable;

(*aa*) To pay out of capital all costs and charges incidental to the formation, incorporation and organization of the company or which the company may consider to be preliminary;

(*bb*) To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined by the Board of Directors of the company including the purchase of stock, in any other company and from time to time to vary any such investment;

(*cc*) To establish agencies and branches;

(*dd*) To carry on all or any of the objects of the company as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

(*ee*) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects of the company;

And it is further ordained and declared that a director of the company may be or become a member and / or officer and / or shareholder and / or director of any firm, association, syndicate or company with which the company may have business relations or of any company promoted by this company or in which this company may be interested as vendor, purchaser or shareholder, or in any other way whatsoever, or may be or become solicitor or counsel or a member of a firm who are solicitors or counsel for the company or any such other company, and no such director shall be accountable for any benefits received by him as a member, director, shareholder or officer of any such firm, association, syndicate or company, or as solicitor or counsel or as a member of a firm who are solicitors or counsel for the company or any such other company;

And it is further ordained and declared that no director shall be disqualified by his office from entering into contracts, arrangements or dealings with the company, nor shall any contract, arrangement or dealing with the company be avoided, nor shall any director be liable to account to the company for any profit realized by or arising

pagnie pour tous bénéfices réalisés ou provenant de tous contrats, arrangements ou négociations avec la compagnie, par raison du fait que tel directeur était partie à ou intéressé dans ou a retiré des bénéfices d'aucun tels contrats, conventions ou négociations et qu'il était en même temps un directeur de la compagnie, pourvu que tel directeur fasse connaître au bureau de direction, lors ou avant la date de la détermination de tels contrats, arrangements ou négociations, la nature de son intérêt, si intérêt il y a, ou dans tout autre cas, à la première opportunité après l'acquisition de son intérêt. Nul directeur ne pourra, comme directeur, voter au sujet de tous contrats, conventions ou négociations dans lesquels il est intéressé, et, s'il vote, son vote ne sera pas compté. Cette prohibition ne s'applique pas à tout contrat ou convention fait par la compagnie, pour donner aux directeurs, ou à aucun d'eux, toute garantie, comme indemnité, et elle pourra en aucun temps, et de temps à autre, être suspendue ou relâchée, soit en tout ou en partie, par résolution des actionnaires à toute assemblée annuelle et générale, spéciale. Un avis général qu'un directeur est membre et / ou officier et / ou actionnaire de toute firme, syndicat, association ou compagnie spécifiés et doit être considéré comme intéressé dans toute transaction avec cette firme ou syndicat ou association ou compagnie sera preuve suffisante en vertu de ce paragraphe, en ce qui concerne tel directeur et telle transaction et, après tel avis général, il ne sera pas nécessaire que le dit directeur donne un avis spécial de toute transaction particulière avec cette firme ou syndicat ou association ou compagnie;

out of any contract, arrangement or dealing with the company by reason of such director being a party to or interested in or deriving profit from any such contract, arrangement or dealing and being at the same time a director of the company, provided that such director discloses to the Board at or before the time when such contract, arrangement or dealing is determined upon, the nature of his interest therein, if his interest then exists, or in any other case at the earliest opportunity after the acquisition of his interest. No director shall, as a director, vote in respect of any contract, arrangement or dealing in which he is interested, and if he does so vote, his vote shall not be counted. This prohibition shall not apply to any contract or arrangement by the company to give to the directors or any of them any security by way of indemnity and it may at any time and from time to time be suspended or relaxed to any extent by resolution of the shareholders at any annual or special general meeting. A general notice that a director is a member and / or officer and / or shareholder of any specified firm, syndicate, association or company and is to be regarded as interested in all transactions with that firm or syndicate or association or company, shall be sufficient disclosure under this paragraph as regards such director and the said transactions, and after such general notice it shall not be necessary for the said director to give special notice of any particular transaction with that firm or syndicate or association or company.

Et il est de plus ordonné et déclaré que si la compagnie acquiert aucun commerce comme industrie en exploitation à une date antérieure ou postérieure à la date de la constitution en corporation de la compagnie, elle sera autorisée à traiter les gains de tel commerce entre la date de l'incorporation de la compagnie et la date à compter de laquelle tel commerce est acquis comme s'ils étaient des gains de cette compagnie et comme revenu à la place du capital, et elle sera autorisée à payer et consentir le paiement de l'intérêt sur le prix d'achat de tout tel commerce et sur toutes débentures et / ou autres valeurs émises en rapport avec iceux à tel taux et à compter de telle date ou dates soit antérieures ou postérieures à la date de l'incorporation de la compagnie, de la manière que la compagnie pourra déterminer;

And it is further ordained and declared that if the company acquires any business as a going concern as of a date prior or subsequent to the date of the company's incorporation, it shall be entitled to treat the earnings of such business between the date of the company's incorporation and the date as of which such business is acquired, as though they were earnings of this company and as revenue instead of capital and shall be entitled to pay and agree to pay interest on the purchase price of any such business and on any debentures and / or other securities issued in connection therewith at such rate and from such date or dates, whether prior or subsequent to the date of the company's incorporation, as the company may determine.

Et il est de plus ordonné et déclaré que tous et chacun des directeurs de la compagnie dans le temps et que chacun de leurs héritiers, exécuteurs et administrateurs, seront indemnisés et garantis indemnes, à même les biens et profits de la compagnie, de et contre toutes les actions, frais, charges, pertes, dommages et impenses que tous ou aucun d'eux, leurs héritiers et aucun d'iceux, leurs exécuteurs ou leurs administrateurs encourront ou pourront encourir ou subir en raison de tous acte fait, concouru ou omis dans ou relativement à l'exécution de leurs devoirs, ou supposés devoirs, dans leurs fonctions ou charges respectives, excepté ceux (s'il y a lieu) qu'ils encourront ou subiront par leur acte, négligence ou défaut volontaire respectivement, et aucun d'eux n'aura à répondre des actes, reçus, négligences ou défauts d'un ou plusieurs autres directeurs ou pour avoir été partie conjointe à tous reçus dans l'exercice de leurs fonctions ou pour tous banquiers ou autres personnes chez lesquels tous argents ou effets appartenant à la compagnie seront ou pourront être placés ou déposés en dépôt, ou pour tout défaut de titre de la compagnie de tous

And it is further ordained and declared that the directors for the time being of the company and every of them, and every of their heirs, executors and administrators, shall be indemnified and secured harmless out of the assets and profits of the company from and against all actions, costs, charges, losses, damages and expenses which they, or any of them, their and any of their heirs, executors or administrators shall or may incur or sustain by or by reason of any act done, concurred in or omitted in or about the execution of their duty, or supposed duty, in their respective offices or trusts, except such (if any) as they shall incur or sustain by or through their own wilful act, neglect or default respectively, and none of them shall be answerable for the acts, receipts, neglects or defaults of the other or others of them or for joining in any receipts for the sake of conformity or for any bankers or other persons with whom any moneys or effects belonging to the company shall or may be lodged or deposited for safe custody, or for any defect of title of the company to any property purchased, or for unsufficiency or deficiency of or defect of title

biens achetés, ou pour insuffisance ou manque ou défaut de titres de la compagnie de toute garantie sur laquelle tous argents appartenant à la compagnie seront placés ou investis, ou pour toute perte, infortune ou dommages résultant de toute telle cause telle que susdit, ou qui peuvent arriver dans l'exécution de leurs fonctions ou devoirs respectifs, ou y relatifs, excepté si la chose arrivait par leur négligence ou défaut volontaire respectivement, sous le nom de "Anglo-Canadian Telephone Company", avec un capital total de mille dollars ($1,000.00), divisé en cent (100) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce premier jour de décembre 1934.

ALEX. DESMEULES,
7305 Sous-secrétaire de la Province.

of the company to any security upon which any moneys of or belonging to the company shall be placed out or invested, or for any loss, misfortune or damage resulting from any such cause as aforesaid, or which may happen in the execution of their respective offices or trust, or in relation thereto, except the same shall happen by or through their own wilful neglect or default respectively, under the name of "Anglo-Canadian Telephone Company", with a total capital stock of one thousand dollars ($1,000.00), divided into one hundred (100) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal,

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of December, 1934.

ALEX. DESMEULES,
7306–o Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes Supplémentaires

"Chas. A. Hewlings & Son, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du sixième jour de décembre 1934, changeant le nom de la compagnie "Hewlings Library & Cigar Shoppe Limited", en celui de "Chas. A. Hewlings & Son Limited".

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce sixième jour de décembre 1934.

ALEX. DESMEULES,
7263–o Sous-secrétaire de la Province.

"The Glovers Guild, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 47, 41 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du dixième jour de décembre 1934, à la Compagnie "The Glovers Guild, Limited", ratifiant un règlement de la Compagnie, augmentant son capital, comme suit, savoir:

1. Le capital de la Compagnie sera porté de quatre mille dollars à vingt mille dollars;

2. Le nouveau capital sera divisé en 1600 actions d'une valeur au pair de $10.00 chacune, dont 600 actions seront des actions communes ou ordinaires, et 1000 actions privilégiées;

3. Ces actions seront privilégiées sur les actions ordinaires relatives au principal au cas de liquidation de la Compagnie. Elles ne le seront pas quant aux dividendes qui seront répartis également sur les actions ordinaires et sur les actions privilégiées;

4. Les porteurs d'actions privilégiées auront aussi la faculté d'élire quatre des sept directeurs de la Compagnie;

5. Les actions privilégiées pourront être rachetées par la Compagnie au pair et au comptant, sur avis de trente jours.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dixième jour de décembre 1934.

ALEX. DESMEULES,
7267–o Sous-secrétaire de la Province.

Supplementary Letters Patent

"Chas. A. Hewlings & Son, Limi ted".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December, 1934, changing the name of the company "Hewlings Library & Cigar Shoppe Limited" to that of "Chas. A. Hewlings & Son Limited".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of December, 1934.

ALEX. DESMEULES,
7264 Assistant Provincial Secretary.

"The Glovers Guild, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 47, 41 and following, Supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of December, 1934, to the company "The Glovers Guild, Limited", ratifying a by-law of the company, increasing its capital as follows, to wit:

1. The capital of the company shall be increased from four thousand dollars to twenty thousand dollars;

2. The new capital to be divided into 1600 shares of a par value of $10.00 each, whereof 600 will be common or ordinary shares, and 1000 preferred shares;

3. The said preferred shares shall have preference over the common shares as to capital in the case of the liquidation of the company.

They shall not have preference as to dividends which will be allotted equally on the common shares and on the preferred shares;

4. The holders of preferred shares shall have the right to elect four of the seven directors of the company;

5. The preferred shares may be redeemed by the company at par and for cash, on giving thirty days' notice.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of December, 1934.

ALEX. DESMEULES,
7268 Assistant Provincial Secretary.

"Château Garage, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 19 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du septième jour de décembre 1934, changeant le nom de la compagnie "Château Frontenac Garage Limitée", en celui de "Château Garage Limitée.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce septième jour de décembre 1934.

ALEX. DESMEULES,
7265–o Sous-secrétaire de la Province.

"Château Garage, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, article 19 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of December, 1934, changing the name of the company "Château Frontenac Garage Limitée", to that of "Château Garage Limitée".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of December, 1934.

ALEX. DESMEULES,
7266 Assistant Provincial Secretary.

Bills privés, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 25 décembre 1934, et présentés avant le 29 janvier 1935, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 18 janvier 1935, et reçues avant le 23 janvier 1935, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 12 février 1935.

Québec, ce 31 octobre 1934.

Le greffier,
6449—44–10–o L.-P. GEOFFRION.

Private bills, Legislative Assembly

NOTICE of the LEGISLATIVE ASSEMBLY

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 25th December, 1934, and introduced before the 29th January, 1935, petitions for the introduction of private bills must be presented before the 18th January, 1935, and received before the 23rd January, 1935; and reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 12th February, 1935.

Quebec, 31st October, 1934.

L. P. GEOFFRION,
6450—44–10–o Clerk.

Proclamation

Canada,
Province de Québec. ES.-L. PATENAUDE
[L.S.]

GEORGE V, par la grâce de Dieu Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le HUIT JANVIER prochain, et en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. ESIOFF-LEON PATENAUDE, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Proclamation

Canada,
Province of Quebec. ES. L. PATENAUDE
[L.S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India:—

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the EIGHTH day of JANUARY next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable ESIOFF LEON PATENAUDE, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant-Governor of Our said Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce TRENTE ET UNIEME jour d'OCTOBRE, l'an de grâce mil neuf cent trente-quatre et de Notre règne le vingt-cinquième.

Par ordre,
Le greffier de la couronne en chancellerie à Québec,
L.-P. GEOFFRION.

6451—44-10-o

At Our Government House, in Our City of Quebec, this THIRTY FIRST day of the month of OCTOBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty four and in the twenty fifth year of Our Reign.

By command,

L. P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery at Quebec.

6452—410-o

Vente d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné qu'à moins que les 6 caisses de "Official Games" et la caisse d'appareils électriques expédiées par la "Northern Navigation Company", Sarnia, Ont., le 11 novembre 1933, à la "Dixie Amusements", Hôtel Mont-Royal, ne soient réclamées le ou avant le 7 janvier 1935, lesdits effets seront vendus, et les argents réalisés seront utilisés pour payer le fret, l'emmagasinage ou les autres frais afférents.

CANADA STEAMSHIP LINES LTD.
Le gérant du département des réclamations,
S. F. HOBBS.

6965—48-6

Sale of unclaimed freight

Notice is hereby given that unless the 6 boxes of Official Games and the 1 box of Electrical fixtures shipped by the Northern Navigation Company, Sarnia, Ontario, on November 11th, 1933 to the Dixie Amusements, Mount Royal Hotel, are taken deliverv of, on or before January 7th, 1935, same will be sold, and proceeds applied to offset freight, storage and other incidental charges.

CANADA STEAMSHIP LINES LTD.
S. F. HOBBS,
Manager Claims Department.

6966—48-6-o

Ventes pour taxes municipales

CORPORATION DE LA CITÉ DES TROIS-RIVIÈRES.

Avis public est par le présent donné que le DIXIEME jour de JANVIER 1935, à DIX heures de l'avant-midi, au bureau du greffier de la cité, dans l'Hôtel de Ville de la cité des Trois-Rivières, les terres et héritages ci-dessous mentionnés, situés dans la cité des Trois-Rivières, seront vendus comme étant grevés de taxes qui n'ont pas été payées dans les six mois après l'avis du dépôt du rôle, tel que requis par la loi, savoir:

Un emplacement situé dans la cité des Trois-Rivières, étant la subdivision 51 du lot numéro 1829, situé sur la rue Hertel, comme appartenant à Jos. Beaubien.

La vente sera faite sans aucune garantie de mesure.

Par ordre,
Le greffier,
ARTHUR BELIVEAU.

7143—50-2-o

CORPORATION DE LA CITÉ DES TROIS-RIVIÈRES

Avis public est par le présent donné que le DIXIEME jour de JANVIER 1935, à DIX heures de l'avant-midi, au bureau du Greffier de la Cité, dans l'Hôtel de ville de la Cité des Trois-Rivières, les terres et héritages ci-dessous mentionnés, situés dans la Cité des Trois-Rivières, seront vendus comme étant grevés de taxes qui n'ont pas été payées dans les six mois après l'avis du dépôt du rôle, tel que requis par la loi, savoir:

La moitié indivise de la moitié sud-est d'un emplacement situé du côté sud-ouest de la rue Saint-Roch, en la Cité des Trois-Rivières, contenant le dit emplacement cinquante-cinq pieds de front par cent vingt-cinq pieds de profondeur,

Sales for municipal taxes

CORPORATION OF THE CITY OF TROIS RIVIERES.

Public notice is hereby given that on the TENTH day of JANUARY, 1935, at TEN o'clock in the forenoon, at the office of the City Clerk, in the City Hall, in the City of Trois Rivieres, the lands and hereditaments hereinbelow mentioned, situate in the City of Trois Rivieres, shall be sold as being encumbered with taxes which have remained unpaid within the six months following the notice of the fyling of the roll, as required by law, to wit:

An emplacement situate in the City of Trois Rivieres, being subdivision 51 of lot number 1829, situate on Hertel Street, as belonging to Jos. Beaubien.

The sale will be made without any guarantee as to measurement.

By order,
ARTHUR BELIVEAU,
Clerk.

7144—50-2

CORPORATION OF THE CITY OF TROIS-RIVIERES

Public notice is hereby given that on the TENTH day of JANUARY, 1935, at TEN o'clock in the forenoon, at the office of the City Clerk, in the City Hall of the City of Trois-Rivières, the lands and hereditaments hereinbelow mentioned, situate in the City of Trois-Rivières, will be sold as being encumbered with taxes which have not been paid in the six months after the notice of the deposit of the roll, as required by Law, to wit:

The undivided half of the Southeast half of an emplacement situate on the Southwest side of Saint Roch Street, in the City of Trois-Rivières, the said emplacement measuring fifty five feet in front by one hundred and twenty five feet

à mesure anglaise et plus ou moins, connu et désigné sous le numéro trois cent quatre (304) du cadastre de la Cité—avec la maison et autres bâtisses construites sur la dite moitié indivise de la dite moitié sud-est, comme appartenant pour une moitié indivise à Michel Essa.

La vente sera faite sans aucune garantie de mesure.

Par ordre,
Le greffier,
7219—50-2-o ARTHUR BELIVEAU.

in depth, English measure and more or less, known and designated under number three hundred and four (304) of the cadastre of the City—with the house and other buildings erected on the said undivided half of the said Southeast half, as belonging for an undivided half to Michel Essa.

The sale to be made without any warranty of exact measurement.

By order,
ARTHUR BELIVEAU,
7220—50-2 Clerk.

Vente—Loi de faillite

Sale—Bankruptcy Act

SOUS LA LOI DE FAILLITE.

VENTE A L'ENCAN.

Dans l'affaire de F.-X. Nicholas, marchand et commerçant de poissons, cédant autorisé, Grande-Rivière, comté Gaspé, Qué.

Avis est par le présent donné que MERCREDI, le NEUVIEME jour de JANVIER 1935, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Grande-Rivière, comté de Gaspé, l'actif de cette faillite comme suit:

ITEM D.—Une partie du lot numéro soixante-dix-huit (Pt 78) de la municipalité de Grande-Rivière, mesurant un arpent et demi de profondeur sur un arpent de largeur, borné au nord par le Boulevard Perron, à l'est par Dame Emile Landry, au sud par le Golfe Saint-Laurent et à l'ouest par Louis Nicholas—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

ITEM E.—Une partie du lot numéro cent vingt-quatre (Pt 124) municipalité de Grande-Rivière, mesurant environ deux arpents de front sur un et demi de profondeur, bornée au nord par le Boulevard Perron, à l'est à Napoléon Lelièvre, au sud par la rivière Grande-Rivière et à l'ouest par les héritiers de Jean Moreau—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Les item D et E seront vendus au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titres et certificat peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

La vente des item D et E est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept du C. P. C. et aussi à l'article quarante-cinq de la Loi de Faillite; cette vente équivaut à la vente au shérif.

Conditions de paiement: Comptant.

Québec, le 29 novembre 1934.

Les syndics,
LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE.
Bureaux: 147, côte de la Montagne,
Québec, Qué. 7041—49-2-o

UNDER THE BANKRUPTCY ACT.

AUCTION SALE.

In the matter of F. X. Nicholas, merchant and fish dealer, authorized assignor, Grande Rivière, County of Gaspé, Quebec.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the NINTH day of JANUARY, 1935, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction, at the parochial church door of Grande-Rivière, County of Gaspé, the assets of this bankruptcy, as follows:

ITEM D.—A part of lot number eight (Pt. 78) of the municipality of Grande Riviere, measuring one arpent and a half in depth by one arpent in width, bounded on the North by the Perron Boulevard, on the East by Dame Emile Landry, on the South by the Gulf of Saint Lawrence and on the West by Louis Nicholas—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

ITEM E.—A part of lot number one hundred and twenty four (Pt. 124) of the municipality of Grande Rivière, measuring about two arpents in front by one and a half arpent in depth, bounded on the North by the Perron Boulevard, on the East by Napoleon Lelièvre, on the South by the "Grande Rivière" river and on the West by the heirs of Jean Moreau—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Items D and E shall be sold to the highest and last bidder.

The titles and certificates may be examined at any time by applying to the offices of the undersigned trustees.

The sale of items D and E shall be made pursuant to articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen of the C. C. P. and also article forty five of the Bankruptcy Act, which shall give it the effect of a Sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

Quebec, November 29th., 1934.

LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE,
Trustees.
Offices: 147, Mountain Hill,
Quebec, Que. 7042—49-2

Département de la Colonisation

Department of Colonization

Québec, le 27 novembre, 1934.

Avis public est donné qu'une société de colonisation a été établie sous le nom de Société de Colonisation du diocèse de Gaspé, par certificat en date du 21 novembre, enregistré au bureau

Quebec, November 27, 1934.

Public notice is hereby given that a Society of Colonisation has been established under the name of "Société de Colonisation du diocèse de Gaspé," by certificate dated November 21,

du régistraire de la province le 23 novembre 1934, dans le Libro H, folio 363.

Les officiers de la dite société sont S. E. Mgr F.-X. Ross, évêque de Gaspé, président; M. l'abbé Alf. Gagnon, curé d'office de Gaspé, vice-président; M. l'abbé Camille Lebel, chancelier du diocèse, secrétaire-trésorier; M. l'abbé Donat Sévigny, curé du Cap d'Espoir; M. Maxime Sirois, agent de colonisation, et M. André Paris, agronome régional de Gaspé, membres du conseil d'administration.

IRÉNÉE VAUTRIN,
7271-o Ministre de la Colonisation.

Québec, le 27 novembre, 1934.

Avis public est donné qu'une société de colonisation a été établie sous le nom de Société de colonisation du diocèse de Saint-Hyacinthe, par certificat en date du 22 novembre, enregistré au bureau du régistraire de la province, le 23 novembre 1934, dans le Libro H, folio 364.

Les officiers de la dite société sont S. E. Mgr J.-A. Desmarais, évêque-auxiliaire, président; M. l'abbé Eucher Martel, missionnaire diocésain, vice-président; M. Alexis Beauregard, Sainte-Hélène de Bagot, secrétaire-trésorier; MM. Raoul Dionne, agronome région, et J.-S. Robert, de Saint-Damase, membres du conseil d'administration.

IRÉNÉE VAUTRIN,
7273-o Ministre de la Colonisation.

registered at the Registrar's Office of the Province, on the 23rd of November, 1934, in Libro H, Folio 363.

The officers of the said Society are: H. E. Mgr F. X. Ross, Bishop of Gaspé, president; Reverend abbé Alf. Gagnon, parish priest of Gaspé, vice-president; Reverend abbé Camille Lebel, Diocesan-Chancellor, secretary-treasurer; Reverend abbé Donat Sévigny, parish priest of Cap d'Espoir, Mr. Maxime Sirois, colonization-agent, and Mr. André Paris, regional agronomist, of Gaspé, members of the Board of Directors.

IRENEE VAUTRIN,
7272 Minister of Colonization.

Quebec, November 27, 1934.

Public notice is hereby given that a Society of Colonization has been established under the name of "Société de Colonisation du diocèse de Saint-Hyacinthe," by certificate dated November 22, registered at the Registrar's Office of the Province, on November 23, 1934, in Libro H, Folio 364.

The officers of the said Society are: H. E. Mgr. J. A. Desmarais, Auxiliary-Bishop, president; Reverend abbé Eucher Martel, diocesan-missionary, vice-president; Mr. Alexis Beauregard, Sainte-Hélène de Bagot, secretary-treasurer; Messrs. Raoul Dionne, regional agronomist, and J. S. Robert, of Saint Damase, members of the Board of Directors.

IRENEE VAUTRIN,
7274 Minister of Colonization.

Demandes à la Législature

Avis public est par le présent donné que la Cité de Joliette s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour modifier sa charte aux fins:

1. De reviser et de consolider les divers statuts qui l'ont constituée ou modifiée jusqu'à ce jour et d'abroger certains articles désuets.

2. De conserver généralement les pouvoirs accordés par sa charte primitive et ses amendements, en altérant dans certains cas, la phraséologie des textes.

3. De profiter, sauf abrogation et modification de quelques articles, des dispositions de la Loi des Cités et villes (S. R. Q. 1925, Chapitre 102) et de leurs modifications, sauf, aussi, tant qu'elles sont ou seront incompatibles avec les dispositions de sa nouvelle charte.

4. D'obtenir de nouveaux pouvoirs sur les matières suivantes: désignation des banques; Secrétaire-trésorier; qualification des Echevins et des Evaluateurs; heures de votation aux élections municipales; convocation des séances spéciales; avis de présentation; constructions empiétant sur l'alignement de la rue ou sur les terrains de la Corporation; enlèvement des vidanges; prix, durée, imposition ou prohibition de permis ou licences; règlementation des balcons; enlèvement de la neige ou glace sur les trottoirs; taxation spéciale de conduites d'eau; fourniture de l'eau; vente de l'électricité pour diverses fins; tables et autres places des marchés; inhumation des morts; escaliers extérieurs; préparation d'un budget annuel; approbation des comptes; confection des rôles d'évaluation; créances privilégiées; prescription des redevances municipales; biens non-imposables; taux de la taxe foncière; taxes d'affaires; lignes de téléphone ou de télé-

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that the City of Joliette will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for leave to modify its charter for the purpose of:

1. Revising and consolidating the various statutes constituting or modifying its present charter and repealing of certain obselete articles thereof;

2. To retain generally the powers granted by its original charter and amendements thereto, by altering, in certain cases, the phraseology of the texts thereof.

3. To avail itself, save repeal and modification of certain articles, of the provisions of the Cities' and Towns' Act (R. S. Q., 1925, chapter 102) and their amendments, save also, so long as they are or shall be incompatible with the provisions of its new charter.

4. To obtain new powers respecting the following matters: designation of Banks; Secretary Treasurer; qualifications of Aldermen and Assessors; hours for voting at the Municipal Elections; calling of special meetings; notice of presentation; buildings encroaching on the Street line or on lands of the Corporation; garbage removal; price, duration, imposition or prohibition of permits or licenses; regulations for balconies; snow and ice removal from sidewalks; special taxation of water conduits; supplying of water; sale of electricity for various purposes; stalls and other stands on the markets; burial of the dead; exterior staircases; preparation of an annual budget; approval of accounts; preparation of valuation rolls; privileged claims; prescription of municipal assessments; non-taxable properties; rate of realty taxes; business taxes; telephone or telegraph lines; subrogations; garnishees; publication of notices; right of redemption;

graphie; subrogations; saisie-arrêt avant jugement; publication des avis; droit de retrait; remises de redevances municipales; fonds d'amortissement; recouvrement des amendes; commutations de taxes; contrats; dépôts et autres fins.

Joliette, ce 10 décembre 1934.

Le maire,
J.-C. PERRAULT.
Le secrétaire-trésorier,
7205—50-4-o CAMILLE BONIN.

Avis public est par les présentes donné que William-F. Angus, industriel, Jules Hamel, gérant de banque, Michel Legault, cultivateur, Thomas Arnold, manufacturier, Armand Chevalier, financier, A.-E. Abbott, agent d'immeuble, et Albert Brunet, menuisier, tous résidants du village de Senneville, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi à l'effet de détacher dudit village les lots Nos 1 à 16 inclusivement et le lot No 334 du cadastre de la paroisse de Sainte-Anne de Bellevue pour en former une municipalité de village régie par le Code Municipal sous le nom de Village de Boisbriant et pour autres fins.

Montréal, 11 décembre 1934.

Le procureur des requérants,
7223—50-4-o ALPHONSE DECARY.

Avis public est par le présent donné que la cité de Lachine s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins de faire amender sa charte la loi 9 Edouard VII, chapitre 86 et amendements; pour changer le mode d'élection des membres du conseil; abolir les quartiers; réduire le nombre d'échevins; limiter davantage le commerce dans la partie ouest de la cité; permettre aux membres du conseil de recevoir de la cité l'allocation allouée pour abri aux chômeurs nécessiteux qu'ils abriteront sans encourir la déchéance de leurs charges respectives; autoriser la consolidation à 40 ans de la dette fondée de la cité accumulée depuis le premier novembre 1925; autoriser le conseil à nommer l'officier rapporteur aux élections; à réglementer et prohiber les garderies pour enfants; à faire fermer les salles de danse à minuit; à prélever des taxes spéciales sur les magasins en séries; à accorder une pension à son électricien O. Barbarie; abroger les dispositions spéciales concernant la vente des propriétés pour taxes; valider un règlement appliquant un excédant de $37,207.47 emprunté sous l'autorité de divers règlements, au payment d'une pareille somme dépensée en plus des montants autorisés et empruntés par d'autres règlements; valider la vente de certains immeubles par la cité à la Montreal Light Heat & Power Consolidated, par acte passé devant Me J.-A. Meunier, N.P., à Lachine, le 13 janvier 1932 et pour autres fins.

A Montréal, le 12 décembre 1934.

Le procureur de la cité de Lachine,
7237—50-4-o A.-S. PELLETIER, C.R.

Avis public est par les présentes donné que "The Quebec Association of Seventh-Day Adventists" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir une loi amendant la loi 23 George V, chapitre 151 et toute autre loi affectant ladite association afin de faire définier plus clairement ses pouvoirs et obtenir pour ladite association le pouvoir d'établir des églises et congrégations de sa dénomination et le pouvoir de faire tenir des registres d'actes d'états civils par les pasteurs

remittals of Municipal assessments; sinking funds; collection of fines; commutation of taxes; contracts, deposits and other purposes.

Joliette, December 10, 1934.

J. C. PERRAULT,
Mayor.
CAMILLE BONIN,
7206—50-4 Secretary-Treasurer.

Public notice is hereby given that William F. Angus, industrial, Jules Hamel, bank manager, Michel Legault, farmer, Thomas Arnold, manufacturer, Armand Chevalier, financier, A. E. Abbott, real estate agent, and Albert Brunet, carpenter, all residing in the village of Senneville, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the adoption of an Act for the purpose of detaching from the said village lots Nos. 1 to 16 inclusively and lot No. 334 of the cadastre of the parish of Sainte Anne de Bellevue, and erecting same into a Village Municipality governed by the Municipal Code, under the name of Village of Boisbriant and for other purposes.

Montreal, December 11th., 1934.

ALPHONSE DECARY,
6224—50-4-o Attorney for petitioners.

Public notice is hereby given that the city of Lachine will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the following purposes: to amend its charter; the Act 9 Edward VII, Chapter 86 and amendments; to change the mode of election of the members of the council; to abolish the wards; to reduce the number of aldermen; to put greater restriction on business in the West part of the city; to allow the members of the council to receive from the city the allowance granted for the sheltering of the needy unemployed which they will take in, without incurring the loss of their respective charges; to authorize the consolidation to 40 years of the funded debt of the city, accrued since the first of November, 1925; to authorize the council to appoint a returning officer for elections; to regulate and prohibit day-nurseries for children; to have the dance halls closed at midnight; to raise special taxes on chain-stores; to grant a pension to its electrician O. Barbarie; to repeal the special provisions respecting the sale of property for taxes; to validate a by-law applying an excess of $37,207.47 borrowed under the authority of divers by-laws, to the payment of a similar amount expended in excess of the amounts authorized and borrowed in virtue of other by-laws; to validate the sale of certain immovables by the City to the Montreal Light, Heat & Power Consolidated, by deed passed before J. A. Meunier, N.P., at Lachine, on the 13th of January, 1932, and for other purposes.

At Montreal, December 12, 1934.

A. S. PELLETIER, K.C.,
7238—50-4 Attorney for the city of Lachine.

Public notice is hereby given that "The Quebec Association of Seventh-Day Adventists" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act amending the Act 23 George V, chapter 151, and any other act affecting the said association, in order to more clearly define and grant powers to the said Association with respect to the establishing of churches and congregations of its denomination and to the keeping of registers of acts of civil status by clergymen thereof, and for other

desdites églises et congrégations et pour autres buts, et plus particulièrement pour faire valider les actes d'états civils déjà établis.

Montréal, le 3ème jour de décembre 1934.

Le procureur des Applicants,
HOWARD S. ROSS.

10, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal.

7157—50-4-0

Avis est, par les présentes, donné que J.-E. Livernois, Limitée, s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi l'autorisant à faire le commerce en détail des drogues sous la surveillance d'un médecin inscrit ou d'un licencié en pharmacie, aussi longtemps que la majorité des actions de la dite Compagnie sera détenue par la succession ou l'un des héritiers de Jules-Ernest Livernois.

Québec, le 7 décembre 1934.

Les procureurs de la Requérante,
ST. LAURENT, GAGNÉ,
DEVLIN & TASCHEREAU.

7155—50-4-0

Avis public est par les présentes donné qu'à la prochaine session de la Législature de Québec, MM. Harry Jerome Lynes, gérant, de la ville de Toronto, province d'Ontario, Lorenzo Bélanger, comptable-licencié et Ernest A. Cousins, industriel, tous deux de la cité de Montréal, Jules Thibaudeau, gérant, et Joseph-Philippe Lanctot, avocat et Conseil du Roi, tous deux de la cité d'Outremont, tous quatre du district de Montréal, dans la province de Québec, demanderont l'adoption d'une loi spéciale les constituant en corporation, eux, et toutes personnes qui pourront ensuite se joindre à eux, sous le nom de 'Compagnie Mutuelle d'Assurance Lasalle"—"Lasalle Mutual Insurance Company", pour faire des opérations d'assurance et de re-assurance contre les accidents, d'automobiles, d'aviation, contre le vol, avec ou sans effraction, de crédit, contre les explosions, contre le feu, contre le faux, de garantie, contre la grêle, industrielle, de navigation intérieure, des transports intérieurs, sur le bétail, maritime océanique, contre le bris de glace (plate-glass), contre la maladie, contre les défectuosités dans les arrosoirs automatiques (sprinkler leakage), sur les chaudières à vapeur, contre les cyclones, contre l'intempérie, ou tout autre groupe d'assurance non compris dans la présente description, excepté l'assurance-vie, et ce d'après le principe de l'assurance strictement mutuelle.

Montréal, le 28 novembre 1934.

Les procureurs des requérants,
LANCTOT & HAMELIN.

7159—50-4-0

Avis est par les présentes donné que la cité de Saint-Lambert s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale amendant sa charte relativement aux matières suivantes: (*a*) taxes spéciales sur les propriétés acquises par la cité de Saint-Lambert dans des ventes pour taxes, et leur exigibilité de l'acquéreur subséquent; (*b*) pouvoir de porter au rôle d'évaluation les nouvelles bâtisses dès qu'elles sont terminées, et de les taxer; (*c*) pouvoir de taxer les terrains appartenant aux institutions religieuses et scolaires, et d'imposer une taxe d'incendie sur leurs bâtisses; (*d*) fixer à trois ans le terme d'office des échevins, et élire un tiers du conseil tous les ans; (*e*) pouvoir d'émettre des débentures n'excédant pas 2% de la taxe municipale annuelle, aux fins de payer les dépenses capitales, chaque année; (*f*) exigibilité des taxes scolaires accrues sur les propriétés achetées par la cité dans des ventes

purposes, more particularly including validation of acts of civil status already performed.

Montreal, this 3rd day of December 1934.

HOWARD S. ROSS,
Attorney for the Applicants.

10, Saint James Street West, Montreal.

7158—50-4-0

Notice is hereby given that J. E. Livernois, Limitée, will apply to the Legislature, at its next sitting, for the adoption of an Act authorizing the said Company to retail drugs under the supervision of a registered physician or licenciate of pharmacy, as long as the majority of the stock of the said Company is held by the estate or one of the heirs of Jules Ernest Livernois.

Quebec, December 7th, 1934.

ST. LAURENT, GAGNE,
DEVLIN & TASCHEREAU,
Attorneys for Petitioner.

7156—50-4-0

Public notice is by these presents given that at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, Messrs. Harry Jerome Lynes, Manager, of the City of Toronto, Province of Ontario, Lorenzo Belanger, Chartered Accountant, and Ernest A. Cousins, Industrial, both of the City of Montreal, Jules Thibaudeau, Manager, and Joseph Philippe Lanctot, Advocate and King's Counsel, both of the City of Outremont, all four of the District of Montreal, in the Province of Quebec, will demand the passing of a special act, constituting themselves into a corporation, themselves and all other persons who may thereafter become members of the corporation, under the name of "Compagnie Mutuelle d'Assurance Lasalle"—"Lasalle Mutual Insurance Company", to do insurance and re-insurance operations against: accident, automobile, aviation, larceny, house-breaking or burglary, credit, explosion, fire, forgery, guarantee, hail, industrial, inland marine, inland transportation, livestock, ocean marine, plate glass, sickness, sprinkler leakage, steam boiler, tornado, weather or any other class of insurance not specially provided for in the present description, except life-insurance, the whole strictly on the principle of Mutual Insurance.

Montreal, November 28th, 1934.

LANCTOT & HAMELIN,
Attorneys for the applicants.

7160—50-4-0

Notice is hereby given that the City of Saint Lambert will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of a special act amending its charter in reference to the following matters: (*a*) special taxes on immoveable properties acquired by the City of Saint Lambert, at public sales for taxes, and their exigibility from the subsequent purchaser; (*b*) right to list on the valuation roll new buildings upon their completion, and right to tax them; (*c*) right to tax lands belonging to religious and school institutions, and to levy a fire tax on their buildings; (*d*) to set at three years the term of office of the aldermen, and to elect one third of the council each year; (*e*) right to issue debenture not exceeding in value 2% of the annual municipal tax, for the purpose of defraying capital expenses, each year; (*f*) exigibility of school taxes accrued on properties purchased by the City in public sales fo traxes or in

publiques pour taxes ou en vertu de la Loi des Habitations Salubres, (S.R.Q. 1925, chapitre 128); (*g*) modifier, étendre et restreindre certains pouvoirs du conseil; (*h*) établissement d'un service d'autobus pour desservir la cité de Saint-Lambert.

Daté à Saint-Lambert, le 10 décembre, 1934.

Cité de Saint-Lambert.

Le maire,
J.-R. BOISSY.
Le secrétaire-trésorier,
DAVID M. CURRIE.

7167—50-4-o

Avis est, par les présentes, donné que Dame Rose Cardinal, de Montréal, épouse séparée de biens de Louis-Philippe Painchaud, marchand, de ce dernier dûment autorisée, et Armand Cardinal, dentiste, de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi aux fins de confirmer, valider et ratifier leurs titres aux immeubles portant les numéros 283-2; 283-3; 283-4; 280-151; 280-152; 280-153; 280-154; 280-155; 280-156, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joachim de Châteauguay, et pour autres fins.

Montréal, le 1er décembre 1934.

Les procureurs des Requérants,
TRUDEL & SIMARD.

7035—49-4-o

Avis est donné par les présentes que la Ville de Coaticook s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la prochaine session, pour l'adoption d'une loi autorisant la Ville à consolider, par un règlement qui entrera en vigueur sans être soumis à l'approbation des électeurs propriétaires mais seulement après avoir été approuvé par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, sur recommandation du Ministre des Affaires Municipales, en un seul fonds, tous les fonds d'amortissement créés en vertu de ses règlements numéros 79, 164, 177 et 195, ce fonds consolidé devant être soumis aux dispositions de la Section VIII du Chapitre 111 des Statuts Refondus 1925.

Coaticook, le 30 novembre 1934.

Le Maire,
WILLIE-A. ST-PIERRE.
Le secrétaire-trésorier,
ROMUALD DUMONT.
Les procureurs de la Requérante,
SHURTLEFF & BOUCHARD.

7037—49-4-o

SŒURS DES SACRÉS-CŒURS DE JÉSUS ET DE MARIE.

Avis est par les présentes donné que Clémentine Minguet, dite Sœur Louise-de-Jésus, Marie Girardeau, dite Sœur Angèle-de-la-Présentation, toutes deux de Parent, comté de Champlain, et Adéline Girardeau, dite Sœur Agnès-de-la-Présentation, Marthe Dugast, dite Sœur Augustin-de-la-Trinité, résidant à Senneterre, comté d'Abitibi, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'un bill constituant en corporation "Sœurs des Sacrés-Cœurs de Jésus et de Marie", avec siège social à Senneterre susdit, et avec les pouvoirs d'acquérir, aliéner, posséder des biens, plaider, contracter, s'obliger et obliger les autres envers elles, de faire tous les actes et exercer tous les droits qui lui sont nécessaires pour atteindre le but de sa destination, notamment établir, ériger et maintenir, dans les localités qu'elle jugera à propos, dans la province de Québec, des maisons d'éducation, écoles, pen-

virtue of the Workmen's Dwelling Act (S.R.Q. 1925, Chapter 128); (*g*) to modify, increase and restrict certain powers of the council; (*h*) organization of an autobus service for the City of Saint Lambert.

Dated at Saint Lambert, this 10th day of December, 1934.

City of Saint Lambert.

J. R. BOISSY,
Mayor.
DAVID M. CURRIE,
Secretary-Treasurer.

7168—50-4-o

Notice is hereby given that Dame Rose Cardinal, of Montreal, wife separate as to property of Louis Philippe Painchaud, merchant, duly authorized by the latter, and Armand Cardinal, dentist, of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to ratify, validate and sanction their titles to the immoveables bearing numbers 283-2; 283-3; 283-4; 280-151; 280-152; 280-153; 280-154; 280-155; 280-156, on the official plan and book of reference for the parish of Saint Joachim de Chateauguay and for other purposes.

Montreal, December 1st., 1934.

TRUDEL & SIMARD,
Attorneys for plaintiffs.

7036—49-4

Notice is hereby given by the Town of Coaticook that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act authorizing the Town to consolidate, by a by-law which shall come into force without submission to the approval of the electors who are proprietors but only after having been approved by the Lieutenant-Governor in Council on the recommendation of the Minister of Municipal Affairs, into a single fund, all the sinking funds created under its by-laws numbers 79, 164, 177 and 195, such consolidated fund to be subject to the provisions of Division VIII of Chapter 111 of the Revised Statutes, 1925.

Coaticook, November 30th., 1934.

WILLIE A ST. PIERRE,
Mayor.
ROMUALD DUMONT,
Secretary-Treasurer.
SHURTLEFF & BOUCHARD,
Attorneys for the Applicant.

7038—49-4-o

SŒURS DES SACRES-CŒURS DE JESUS ET DE MARIE.

Notice is hereby given that Clementine Minguet, in religion, Sister Louise de Jesus, Marie Girardeau, in religion, Sister Angele de la Presentation, both residing at Parent, County of Champlain, Adeline Girardeau, in religion, Sister Agnes de la Presentation, Marthe Dugast, in religion, Sister Augustin de la Trinité, both residing at Senneterre, County of Abitibi, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a bill incorporating as a corporation "Sœurs des Sacrés-Cœurs de Jésus et de Marie", with its principal seat at Senneterre abovesaid, and with powers to acquire, alienate, own property, sue, contract, obligate itself and obligate others towards it, to do all acts and exercise all rights which it may think necessary for the attainment of the purposes for which it is incorporated, especially to establish, erect and maintain, in any locality, within the Province of Quebec, educational

sionnats, noviciats, juvénats, hospices, orphelinats, et, sur la propriété de son siège principal, un cimetière, pour y déposer la dépouille mortelle des membres ou bienfaiteurs de la communauté ou de toute autre personne liée par quelque relation à la communauté.

Amos, ce 1er décembre 1934.

Le procureur des Requérantes,
7057—49-4-o GUSTAVE DUGUAY, notaire.

Avis est donné que "Dominion Corset Company" s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi pour changer son nom et modifier ses pouvoirs quant à ses placements.

Québec, 4 décembre 1934.

Les procureurs de la Requérante,
ST-LAURENT, GAGNÉ, DEVLIN & TASCHEREAU.
7063—49-4-o

Avis est donné de la part de MM. Ferdinand Bouffard, Alfred Lamontagne, William Paradis, Joseph Duclos et Narcisse Duclos, tous cultivateurs, de la paroisse de Saint-Denis de Brompton, qu'ils s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi pour ériger en municipalité de paroisse tout ce territoire situé dans les districts électoraux et comtés de Sherbrooke et de Richmond, formant présentement partie des municipalités du Canton d'Orford, de la paroisse de Saint-Elie d'Orford, de la paroisse de Saint-François - Xavier de Brompton et du Canton de Brompton, consistant en les lots un des rangs six et sept, un à cinq inclusivement des rangs huit et neuf, un à sept inclusivement des rangs, dix, onze, douze et treize du canton d'Orford, dans le district électoral et comté de Sherbrooke, et en les lots dix à vingt-quatre inclusivement du rang sept, vingt-quatre à trente-six inclusivement du rang huit, vingt-quatre à trente-deux inclusivement du rang neuf et vingt-sept et vingt-huit du rang dix du canton de Brompton, dans le district électoral et comté de Richmond, sous le nom de municipalité de la paroisse de Saint-Denis de Brompton et pour détacher les dits lots faisant partie des rangs six, sept, huit, neuf, dix, onze, douze et treize du canton d'Orford du district électoral et comté de Sherbrooke, et les annexer pour toutes fins, sauf celles d'enregistrement, au district électoral et comté de Richmond.

Québec, 4 décembre 1934.

Les procureurs des requérants,
ST-LAURENT, GAGNÉ, DEVLIN & TASCHEREAU.
7065—49-4-o

LA CITÉ DE VERDUN

La cité de Verdun donne avis qu'elle s'adressera à la Législature Provinciale, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, sur les matières suivantes:

1. Abroger la Loi 23 Geo. V, chapitre 124, sections 6-15, établissant un comité exécutif du Conseil pour la cité de Verdun.

2. Amender le contrat passé entre la cité de Verdun et la Montreal Tramways Co. (Loi 18 Geo. V, chapitre 98, section 5 et 8 Geo. V, chapitre 84).

3. Autoriser la cité à organiser un système d'assurance mutuelle municipale.

4. Autoriser la cité à garder les revenus perçus en vertu de la loi de la taxe sur les amusements.

5. Autoriser la cité à faire des compromis pour

establishments, boarding schools, residences of novices and juveniles, hospices, orphanages, and on the property of its principal seat, a cemetery for the disposal of the mortal remains of its members or benefactors, or of any other person related to said community.

Amos, this 1st of December, 1934.

GUSTAVE DUGUAY, Notary,
7058—49-4-o Attorney for the Applicants.

Notice is hereby given that "Dominion Corset Company" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to change its name and modify its powers with respect to its investments.

Quebec, December 4th, 1934.

ST-LAURENT, GAGNÉ, DEVLIN & TASCHEREAU,
Attorneys for Petitioner.
7064—49-4-o

Notice is hereby given on behalf of Messrs. Ferdinand Bouffard, Alfred Lamontagne, William Paradis, Joseph Duclos et Narcisse Duclos, all farmers, of the parish of Saint Denis de Brompton, that they will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to erect as a Parish Municipality all that territory situated in the electoral districts and counties of Sherbrooke and Richmond, now forming part of the municipalities of the township of Orford, the parish of Saint Elie d'Orford, the parish of Saint François Xavier de Brompton and the township of Brompton, consisting of lots one of ranges six and seven, one to five inclusively of ranges eight and nine, one to seven inclusively of ranges ten, eleven, twelve and thirteen of the township of Orford, in the electoral district and county of Sherbrooke, and lots ten to twenty four inclusively of range seven, twenty four to thirty six inclusively of range eight, twenty four to thirty two inclusively of range nine and twenty seven and twenty eight of range ten of the township of Brompton, in the electoral district and county of Richmond, under the name of municipality of the parish of Saint Denis de Brompton and to detach the said lots forming part of ranges six, seven, eight, nine, ten, eleven, twelve and thirteen of the township of Orford from the electoral district and county of Sherbrooke and to annex them for all purposes, except those of registration, to the electoral district and county of Richmond.

Quebec, 4th December, 1934.

ST-LAURENT, GAGNÉ, DEVLIN & TASCHEREAU,
Attorneys for Petitioners.
7066—49-4-o

CITY OF VERDUN

The city of Verdun, gives notice that it will apply to the Provincial Legislature, at its next session, for amendments to its charter on the following matters:

1. To amend Act 23 Geo. V, chapter 124, sections 6-15, establishing the Executive committee of the city council.

2. To amend the contract between the city and the Montreal Tramways Company (Act 18 Geo. V, chapter 98, section 5 and Act 8 Geo. V, chapter 84).

3. To authorize the city to engage in mutual insurance.

4. To authorize the city to retain the entire revenue collected by it under the Amusement Tax Act.

5. To give the city the right to compromise

régler les poursuites et réclamations, soit pour une somme en capital ou par versements.

6. Changer la méthode d'imposition de taxes; fixer les impôts sur les revenus de la propriété au lieu de l'évaluation municipale.

7. Abolir la Commission Métropolitaine.

8. Imposer les immeubles des Gouvernements Fédéral et Provincial, situés dans la cité de Verdun.

9. Imposer sur les propriétés autrement exemptes, une taxe spéciale pour service de police et d'incendie.

10. Charger le coût de toutes les améliorations locales exécutées ou à être exécutées sur toutes les propriétés situées dans la cité.

11. Imposer une taxe générale et spéciale pour les divers services municipaux.

12. Imposer une taxe sur toute compagnie d'assurance faisant affaires dans la cité.

13. Amender la loi concernant la cession de propriétés pour arrérages de taxes.

14. Etablir une base pour imposer la Verdun General Hospital.

Montréal, le 4 décembre 1934.

Les procureurs de la cité de Verdun,
7067—49-4-o FAUTEUX & FAUTEUX.

Avis est donné que la corporation municipale de la ville de Montréal-Sud s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'obtention d'une loi décrétant qu'aucun recours ne pourra être exercé contre ladite corporation municipale en répétition de certaines taxes ou licences imposées en vertu de son règlement numéro un et ses amendements.

Montréal, le 3 décembre 1934.

Le procureur de la requérante,
7069—49-4-o OSCAR MORIN.

Avis est par le présent donné que le Bureau de Commissaires d'Ecoles Catholiques Romains de la cité de Québec s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la permission d'effectuer un nouvel emprunt sur débentures et aussi relativement à certain salaire et autres fins.

Québec, le 5 décembre 1934.

Le secrétaire-trésorier du Bureau de Commissaires d'Ecoles C. R. de la cité de Québec.
ANTOINE-C. TASCHEREAU.
7073—49-4-o

Avis public est, par les présentes, donné qu'à la prochaine session de la Législature de Québec, l'"Hôpital St-Luc", dûment constitué en corporation, et ayant son siège social à Montréal, demandera l'adoption d'une loi spéciale pour autoriser le Trust Général du Canada, constitué fiduciaire par deux actes de fiducie, en rapport avec deux émissions de l'"Hôpital St-Luc", au montant de $2,750,000.00, à employer les deniers versés aux deux fonds d'amortissement de ces obligations, au rachat de partie des dites obligations, ou, si préférable, à l'achat d'obligations municipales, ou autres, dont le taux d'intérêt pourrait être inférieur à 5½% l'an.

Daté à Montréal, ce 9ième jour de novembre 1934.

"L'HÔPITAL ST-LUC".
Par le président,
ADRIEN BEAUDRY.
Par le secrétaire,
6767—48-4-o ARTHUR COURTOIS.

---

in the settlement of claims, by payment in capital sum or annual instalment.

6. To change the method of property taxation from a municipal valuation basis to a revenue basis.

7. To abolish the Montreal Metropolitan Commission.

8. To impose taxation on immoveable prpoerty owned by the Dominion and Provincial Governments and situated in the city of Verdun.

9. To impose a special tax for police and fire services on immoveable properties otherwise exempt.

10. To impose local improvement taxes on all the immoveable property in the city, instead of on bordering proprietors only.

11. To impose a special general tax for various municipal services.

12. To impose a tax on all insurance companies doing business in the city.

13. To amend the law concerning cession of property for overdue taxes. (23 Geo. V, chapter 124, Sec. 5).

14. To fix the basis of taxation for the Verdun General Hospital.

Montreal, December 4, 1934.

FAUTEUX & FAUTEUX,
7068—49-4-o Attorneys for the city of Verdun

Notice is hereby given that the Municipal Corporation of the town of Montreal-South will apply to the Legislature of Quebec, at its next Session, for a Bill to enact that no recourse may be had against the said municipal corporation to recover the proceeds of the taxes or licenses imposed in virtue of its by-law number one and its amendments.

Montreal, December 3, 1934.

OSCAR MORIN,
7070—49-4-o Attorney for Petitioner.

Notice is hereby given that the Roman Catholic Board of School Commissioners of the city of Quebec will make application to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the permission to effectuate a new loan by means of debentures and also with respect to a certain salary and other purposes.

Quebec, December 5th, 1934.

ANTOINE C. TASCHEREAU,
Secretary-Treasurer of the Roman Catholic Board of School Commissioners of the
7074—49-4 City of Quebec.

Public notice is hereby given that at the next Session of the Legislature of the Province of Quebec, l'"Hôpital St-Luc", a body politic and corporate, duly incorporated, and having its principal place of business in the City of Montreal, will make application for the adoption of a special Act to authorize Trust Général du Canada, in its quality of Trustee appointed under two trust deeds executed in connection with two bonds issue of l'"Hôpital St-Luc", aggregating the sum of $2,750,000.00 to use the amounts paid into the two funds created for the amortization of the said bonds, in the redeeming of part of the said bonds, or, if deemed preferable, in the purchasing of bonds, municipal or otherwise, which may bear interest at a rate of less than 5½%.

Dated at Montreal, this 9th day of November, 1934.

"HÔPITAL ST-LUC".
Per ADRIEN BEAUDRY,
President.
Per ARTHUR COURTOIS,
6768—48-4-o Secretary.

Avis est par les présentes donné qu'à la prochaine session de la Législature de la Province de Québec, un projet de loi sera présenté par le soussigné, demandant l'autorisation de changer le nom de famille de Norman Vineberg et celui de sa fille mineure Norma Phyllis Vineberg et celui de son épouse Hélène Friedman Vineberg en celui de Vines.

Montréal, le 24 novembre 1934.

Le requérant,
NORMAN VINEBERG.

6911—48-4

Notice is hereby given that at the next Session of the Legislature of the Province of Quebec, a Bill will be presented by the undersigned, praying for the passing of an Act authorizing him to change his family name from that of Norman Vineberg and that of his minor daughter Norma Phyllis Vineberg and that of his wife Helene Friedman Vineberg, to the name of Vines.

Montreal, November 24th, 1934.

NORMAN VINEBERG,
Petitioner.

6912—48-4-o

Avis est donné que Quebec Paper Box Company s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi pour changer son nom et modifier ses pouvoirs quant à ses placements.

Québec, le 14 décembre 1934.

Les procureurs de la Requérante.
ST-LAURENT, GAGNÉ, DEVLIN & TASCHEREAU.

7295—51-4-o

Notice is hereby given that Quebec Paper Box Company will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to change its name and modify its powers with respect to its investments.

Quebec, December 14th., 1934.

ST. LAURENT, GAGNÉ DEVLIN & TASCHEREAU,
Attorneys for Petitioner.

7296—51-4-o

LA COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL.

Projet de Loi.

Avis est par les présentes donné que la Commission des Écoles Catholiques de Montréal, corps légalement constitué, requerra auprès de la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, certains amendements aux lois qui la régissent et notamment:

Un amendement à la loi 54 Victoria, chapitre 53, article 1, telle que modifiée par les lois subséquentes et notamment par la loi 24 George V, chapitre 42, pour permettre à la dite Commission des Écoles Catholiques de Montréal d'emprunter cinq cent mille dollars ($500,000) pour se rembourser de ce montant utilisé par elle et pris à même son revenu pour racheter des obligations non amortissables émises par diverses municipalités scolaires maintenant annexées.

Le secrétaire-Procureur,
ROMÉO DESJARDINS.

10 décembre, 1934. 7297—51-4-o

THE MONTREAL CATHOLIC SCHOOL COMMISSION.

Private Bill.

Public notice is hereby given that The Montreal Catholic School Commission, a legally incorporated body, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain certain amendments of the laws which govern it, and namely:

An amendment to the law 54 Victoria, chapter 53, article 1, as modified by subsequent laws and especially by its law 24 George V, chapter 42, to allow the Montreal Catholic School Commission to borrow five hundred thousand dollars ($500,000) to refund itself for this amount drawn from its revenue for the purpose of redeeming debentures issued without sinking fund provisions by various school municipalities before their annexation.

ROMEO DESJARDINS,
Secretary - Attorney.

December 10th., 1934. 7298—51-4-o

Avis public est par les présentes donné que les soussignés, tous prêtres et religieux de la Congrégation de Sainte-Croix, domiciliés dans les cité et district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi les constituant en corporation, sous le nom de "Les Religieux de Sainte-Croix", et conférant à la dite Corporation, en outre des droits et privilèges ordinaires, le pouvoir d'acquérir et de posséder des immeubles, d'emprunter, d'hypothéquer, d'émettre des obligations, etc.

ALFRED CHARRON,
ADOLPHE CLÉMENT,
ALBERT COUSINEAU,
J.-E. LEBRUN,
J.-E. FILION.

7337—51-4-o

Public notice is hereby given that the undersigned, all priests and members of the Congregation of the Holy Cross, domiciled in the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, to ask for the adoption of an Act incorporating them as a body politic, under the name of "Les Religieux de Sainte-Croix", and granting to the said Corporation, in addition to the usual rights and privileges, the power to acquire and possess immoveables, and to borrow, hypothecate, issue debentures, etc.

ALFRED CHARRON,
ADOLPHE CLEMENT,
ALBERT COUSINEAU,
J. E. LEBRUN,
J. E. FILION.

7338—51-4-o

Avis public est par les présentes donné que le Collège de Notre-Dame, Côte Des Neiges, corporation légalement constituée, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

a) Amender sa Charte (Statut 39, George V, chapitre 81) pour lui confirmer le pouvoir d'emprunter et d'émettre des obligations et étendre certains de ses pouvoirs.

b) Ratifier un acte de fiducie passé entre le

Public notice is hereby given that College of Notre Dame, Cote des Neiges, a body politic duly incorporated, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, to ask for the adoption of an Act for the following purposes:

a) To amend its Charter (Statuts 39 George V, chapter 81), for the purpose of confirming its power to borrow and issue debentures, and of extending certain of its powers.

b) To ratify a Trust Deed executed between

Collège de Notre-Dame, Côte des Neiges, et la Société d'Administration et de Fiducie, devant le notaire Oscar Hamel, le 29 juin, 1928, ainsi que l'émission d'obligations s'y rapportant.

c) Ratifier un acte de fiducie passé devant le notaire Hercule Gohier, entre le Collège de Notre-Dame, Côte Des Neiges, et la Société d'Administration et de Fiducie, le 4 mars 1933, ainsi que l'émission d'obligations s'y rapportant.

d) Ratifier un acte de fiducie passé devant le notaire Roger Biron, entre le Collège de Notre-Dame, Côte des Neiges, et la Société d'Administration et de Fiducie, le 30 novembre, 1934, ainsi que l'émission d'obligations s'y rapportant.

Collège de Notre-Dame, Côte des Neiges,
L. CORMIER, président,
7335—51-4-o A. HAMEL, Secrétaire.

Avis est par les présentes donné que Dame Graziella Laurier, des Cité et District de Montréal, épouse contractuellement commune en biens de J.-H.-W. Renaud, avocat, du même lieu, et de ce dernier dûment autorisée aux présentes, donataire et héritière de feu C.-H. Laurier, s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, pour obtenir une loi l'autorisant à hypothéquer ses immeubles.

Montréal, 18 décembre 1934.
DAME GRAZIELLA LAURIER.
7339—51-4-o J.-W.-H. RENAUD.

Province de Québec, Municipalité Scolaire de la Par. de la Pointe-aux-Trembles.

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de la Paroisse de la Pointe-aux-Trembles, dans le comté de Laval, s'adresseront à la Législature de Québec à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi spéciale relativement à la perception et à la remise des taxes scolaires par la Municipalité de la Ville de Pointe-aux-Trembles, à l'imposition pour fins scolaires des immeubles détenus par la Corporation Municipale, et la Commission Métropolitaine de l'Ile de Montréal; à l'achat par la Commission Scolaire des immeubles vendus pour taxes; à la juridiction de la Commission Municipale de Québec; à la répartition des taxes neutres; au pouvoir des Commissaires en ce qui concerne l'engagement des instituteurs; au rachat de leurs obligations; à la répartition de la rétribution mensuelle et autres fins.

Montréal, ce 18 décembre 1934.
Le procureur des requérants,
7345—51-4-o JOSEPH JEAN.

Avis public est par le présent donné que la ville LaSalle s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi amendant sa charte la loi 2 George V, chapitre 73 et amendements aux fins: d'être autorisée à dépenser une somme n'excédant pas $10,000 par année jusqu'au premier janvier 1941, pour organiser ou subventionner un service de transport des voyageurs dans les rues de la ville et faire raccordement avec les services existants dans les municipalités voisines; d'être autorisée à réglementer et prohiber les danses en dehors des bâtiments; pour faire accorder à la ville un représentant spécial à la Commission Métropolitaine de Montréal par un membre de son conseil municipal et pour autres fins;

Et avis est, de plus, donné que lors de la considération du Bill de la Commission Métropolitaine

the College of Notre Dame, Cote des Neiges, and La Société d'Administration et de Fiducie, before Notary Oscar Hamel, on the 29th day of June, 1928, as well as the issue of debentures in virtue thereof.

c) To ratify a Trust Deed executed before Notary Hercule Gohier, between the College of Notre Dame, Cote des Neiges, and La Société d'Administration et de Fiducie, on the 4th day of March, 1933, as well as the issue of debentures in virtue thereof.

d) To ratify a Trust Deed executed before Notary Roger Biron, between the College of Notre Dame, Cote des Neiges, and La Société d'Administration et de Fiducie, on the 30th of November, 1934, as well as the issue of debentures in virtue thereof.

College of Notre Dame, Cote des Neiges,
L. CORMIER, President,
7336—51-4-o A. HAMEL, Secretary.

Notice if hereby given that Mrs. Graziella Laurier, of the City and District of Montreal, wife contractually common as to property of J. H. W. Renaud, advocate, of the same place, and by this latter duly authorized for the purpose hereof, donee and heiress of the late C. H. Laurier, shall apply to the Legislature, during its next session, in order to obtain a law authorizing her to mortgage her immovables.

Montreal, December 18th., 1934.
MRS. GRAZIELLA LAURIER.
7340—51-4-o J. H. W. RENAUD.

Province of Quebec, School Municipality of the Par. of Pointe aux Trembles.

Public notice is hereby given that the School Commissioners of the Municipality of the parish of Pointe aux Trembles, in the county of Laval, shall apply to the Legislature of Quebec, at its next Session, for the passing of a special Act, respecting the collection and the remittance of School Taxes by the Municipality of the Town of Pointe aux Trembles, the taxation for school purposes of immovables held by the Municipal Corporation, and the Montreal Metropolitan Commission; the purchase by the School Commission of immovables sold for taxes; the jurisdiction of the Quebec Municipal Commission; the allotment of neutral taxes; the power of the Commissioners respecting the hiring of teachers; the redemption of their bonds, the allotment of monthly fees and for other purposes.

Montreal, December 18th., 1934.
JOSEPH JEAN,
7346—51-4 Attorney for petioners.

Public notice is hereby given that the Town of LaSalle will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter the Act 2, George V, Chapter 73 and amendments, for the following purposes: to be authorized to expend an amount not exceeding $10,000 per annum, until the first of January 1941, to organize or subsidize a transportation service for passengers in the Streets of the town, and to make connections with the presently existing services in the neighbouring municipalities; to be authorized to regulate and prohibit dancing outside of buildings; to obtain for the Town a special representation in the Montreal Metropolitan Commission by a member of its Municipal Council, and for other purposes;

And notice is moreover given, that at the time of the taking into consideration of the Bill of the

de Montréal par les comités de ladite Législature, la ville proposera un amendement à ce Bill au même effet d'accorder une représentation spéciale à la ville LaSalle dans le corps constitutif de ladite Commission Métropolitaine.

A Montréal, le 18 décembre 1934.

Les procureurs de la ville LaSalle,
PELLETIER, SYLVESTRE, PELLETIER et GROTHÉ.

7349—51-4-o

Avis est par les présentes donné qu'un projet de Loi sera présenté à la prochaine Législature de Québec pour autoriser le Barreau de la province de Québec à admettre Pierre-Paul Vinet, des cité et district de Montréal, à l'étude de la profession d'avocat sans examens. Projet approuvé par le Conseil Général du Barreau de la Province de Québec.

Montréal, ce 17 décembre, 1934.

Les procureurs du requérant,
GAGNÉ & DESMARAIS.

7347—51-4-o

Nominations

No 905. Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Nomination de 1 Commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en Conseil en date du 13 décembre courant (1934), de nommer M. Emile Bond, Commissaire d'écoles pour la municipalité de Saint-Joachim, dans le comté de Gaspé-Nord.

7371-o

Arrêtés en Conseil

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 13 décembre 1934, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 14 décembre 1934.

Concernant la Cie "The Canadian Pacific Employees Recreation Club".

3059

L'Honorable Secrétaire de la Province, dans un mémoire en date du 13 décembre, (1934), expose:

Que "The Canadian Pacific Employees Recreation Club" a transmis, pour approbation, des règlements adoptés le 5 novembre, 1934;

Qu'il y a lieu, vu le rapport du Procureur Général, en date du 11 décembre 1934, d'approuver les dits règlements:

En conséquence, l'honorable Secrétaire de la Province recommande que lesdits règlements de "The Canadian Pacific Recreation Club", adoptés le 5 novembre 1934, soient approuvés conformément aux dispositions des articles 207*b* et suivants de la Loi des compagnies de Québec, tels qu'édictés par 23 Geo. V, chapitre 83.

Certifié,

A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

7277-o

Montreal Metropolitan Commission, by the Committees of the said Legislature, the Town will propose an amendment to the said Bill to the same effect of granting a special representation to the Town of LaSalle on the Board of the said Metropolitan Commission.

At Montreal, December 18, 1934.

PELLETIER, SYLVESTRE, PELLETIER & GROTHÉ,
Attorneys for the Town of LaSalle.

7350—51-4

Notice is hereby given that a Law will be presented at the next Session of the Quebec Legislature to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit Pierre Paul Vinet, of the City and District of Montreal, to the study of Law without examination. This project of Law has been approved by the General Council of the Bar of the Province of Quebec.

Montreal, this 17th. of December, 1934.

GAGNÉ & DESMARAIS,
Attorneys for the petitioner.

7348—51-4-o

Appointments

No. 905. Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Appointment of 1 School Commissioner.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated 13th of December instant, 1934, to appoint Mr. Emile Bond, School Commissioner for the Municipality of Saint Joachim, in the county of Gaspé-North.

7372

Orders in Council

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council, dated December 13th., 1934, approved by the Lieutenant-Governor on December 14th., 1934.

Respecting The Canadian Pacific Employees Recreation Club.

3059

The Honourable Provincial Secretary, in a memorandum dated December 13th., 1934, sets forth:

That "The Canadian Pacific Employees Recreation Club" has transmitted, for approval, by-laws adopted November 5th., 1934;

That it is expedient, seeing the report of the Attorney General, dated December 11th., 1934, to approve the said by-laws:

Therefore, the Honourable Provincial Secretary recommends that the said by-laws of "The Canadian Pacific Employees Recreation Club", adopted November 5th., 1934, be approved pursuant to the provisions of articles 207*b* and following of the Quebec Companies' Act, as enacted by 23 Geo. V, chapter 83.

Certified,

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

7278

Avis divers

La formation d'une société sous le nom de "Le Syndicat des Maîtres Barbiers Coiffeurs du district de Saint-François", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par arrêté en conseil, en date du treizième jour de décembre 1934.

Le siège principal de la société est dans la cité de Sherbrooke, district de Saint-François.

ALEX. DESMEULES,
7279-o Sous-secrétaire de la Province.

"THE JUSTINE HAT MANUFACTURING COMPANY, LIMITED".

Extrait du Règlement No 26.

Le nombre des directeurs de la compagnie sera augmenté de trois à quatre, de sorte que le bureau de direction de la compagnie sera composé de quatre directeurs.

Montréal, le 21ième jour de novembre 1934.

Le secrétaire,
7281 B.-A. USHEROFF.

"SAKOOSE GOLD MINES, LIMITED".
(Libre de responsabilité Personnelle").

Extrait du Règlement 25-A.

Que le nombre des directeurs soit augmenté de trois à cinq.

Daté ce 26ème jour de juin 1934.

Le président de l'assemblée,
7283 MAURICE SHULMAN.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 33

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 6 décembre 1934, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, 5 heures de l'après-midi.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, R.-G. Davidson et Théo-J. Lafrenière, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Lévis:

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Lévis.

2. La région de Lévis comprend la cité de Lévis et la ville de Lauzon.

3. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.70 net F.A.B. place d'affaires dudit marchand.

4. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25%

Miscellaneous Notices

The formation of an association under the name of "Le Syndicat des Maîtres Barbiers Coiffeurs du district de Saint-François", for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interests of the trade, has been authorized by Order-in-Council, dated the 13th day of December, 1934.

The principal place of business of the association is in the City of Sherbrooke, district of Saint Francis.

ALEX. DESMEULES,
7280 Assistant Provincial Secretary.

"THE JUSTINE HAT MANUFACTURING COMPANY, LIMITED".

Extract from By-law No. 26.

The number of the directors of the Company shall be increased from three to four so that the Company shall have a board of four Directors.

Montreal, 21st day of November, 1934.

B. A. USHEROFF,
7282-o Secretary.

"SAKOOSE GOLD MINES LIMITED".
(No Personal Liability).

Extract from By-law 25-A.

That the number of Directors be increased from three to five.

Dated this 26th day of June, 1934.

MAURICE SHULMAN,
7284-o Chairman of the meeting.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 33.

Excerpt from the proceedings of the meetings of Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, December 6, 1934, held at the office of the Dairy Industry Commission, at Montreal, at 5 o'clock in the afternoon.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, R. G. Davidson and Theo. J. Lafrenière, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Levis:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Levis.

2. The region of Levis includes the city of Levis and the town of Lauzon.

3. Any pasteurized milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, $1.70 net F. O. B. *place d'affaires dudit marchand.*

4. Any raw-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis which he

de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $2.00 net F. A. B. la ferme du producteur.

5. Sauf les dispositions de l'article 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Lévis, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à cinq sous la chopine, neuf sous la pinte, dix-huit sous le pot ou trente-six sous le gallon.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Lévis, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à une maison de pension, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à quatre sous la chopine, huit sous la pinte, seize sous le pot ou trente-deux sous le gallon. En ce qui concerne les maisons de pension, le présent article ne vise que les établissements généralement connus sous ce nom où, moyennant une considération pécuniaire, on sert trente repas ou plus par jour.

La présente ordonnance entrera en vigueur, pour ladite région de Lévis, le 24 décembre 1934.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier ladite ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
R.-G. Davidson,
Théo.-J. Lafreniere.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 6 décembre 1934. 7329-o

receives from them, $2.00 net F. O. B. farm of producer.

5. Save the provisions of article 6 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Levis, offer, sell or deliver, at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to five cents a pint, nine cents a quart or thirty-six cents a gallon.

6. No person shall, within the limits of said region of Levis, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a boarding-house, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to four cents a pint, eight cents a quart or thirty-two cents a gallon. As far as concerns boarding-houses, the present article includes only establishments commonly known as boarding-houses, where, for monetary consideration, thirty meals or more a day are served.

The present order will come into force, for said region of Levis, on December 24, 1934.

The secretary of said Commission is charged with the publication of said order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president.
R. G. Davidson,
Theo. J. Lafreniere.

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, December 6, 1934. 7330-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

Ordonnance No 34.

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 6 décembre 1934, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 5 heures de l'après-midi.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, R.-G. Davidson et Théo.-J. Lafrenière, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Charny:

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Charny.

2. La région de Charny comprend la municipalité du village de Charny et celle de la paroisse de Saint-Romuald-d'Etchemin, toutes deux dans le comté de Lévis.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.70 net F.A.B. la ferme du producteur.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Charny, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine, huit sous la pinte, seize sous le pot ou trente-deux sous le gallon.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

Order No. 34.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, December 6th, 1934, held at the office of the Dairy Industry Commission, at Montreal, at 5 o'clock in the afternoon.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, R. G. Davidson and Theo. J. Lafreniere, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Charny:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Charny.

2. The region of Charny includes the municipality of the Village of Charny and that of the parish of Saint Romuald d'Etchemin, both in the county of Levis.

3. Any milk dealer must pay directly to this producer- suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives form them, $1.70 net F.O.B. farm of producer.

4. Save the dispositions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Charny, offer, sell or deliver, at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint, eight cents a quart or thirty-two cents a gallon.

5. No person shall, witin the limits of said

de Charny, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à une maison de pension, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à trois sous et demi la chopine, sept sous la pinte, quatorze sous le pot ou vingt-huit sous le gallon. En ce qui concerne les maisons de pension, le présent article ne vise que les établissements généralement connus sous ce nom où, moyennant une considération pécunière, on sert trente repas ou plus par jour.

La présente ordonnance entrera en vigueur, pour ladite région de Charny, le 24 décembre 1934.

Le secrétaire de ladite commission est chargé de publier ladite ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
R.-G. Davidson,
Théo.-J. Lafreniere.

Certifié,
M.-H. HUDON.
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 6 décembre 1934. 7331–o

region of Charny, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a boarding-house, a dealer or to any other business establishment at a price inferior to three and a half cents a pint, seven cents a quart and twenty-eight cents a gallon. As far as concerns boarding-houses, the present article includes only establishments commony known as boarding-houses where, for monetary consideration, thirty meals or more a day are served.

The present order will come into force, for said region of Charny, on December 24th., 1934.

The secretary of said Commission is charged with the publication of said order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: MM. H.-C. Bois, president,
R. G. Davidson,
Theo. J. Lafreniere.

Certified,
M. H. HUDON.
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, December 6th., 1934. 7332–o

ERRATUM

VILLE DE MONT-ROYAL

Dans l'avis de vente pour taxe publié dans la *Gazette officielle de Québec* les 1er et 7 décembre 1934, au nom de Mount Royal Homesites Ltd, aux pages 5335 et 5420, veuillez lire à la 26ième ligne, "Subdivisions 282 à 284 inclusivement" au lieu de "262 à 284" et à la 29ième ligne "356 à 365 inclusivement" au lieu de "336 à 365".

7303–o

ERRATUM

TOWN OF MOUNT ROYAL

In the notice of sale for taxes published in the *Quebec Official Gazette* of the 1st and 7th of December, 1934, in the name of the Mount Royal Homesites Ltd, on pages 5334 and 5420, read on the 26th line: "Subdivisions 282 to 284 inclusively" instead of "262 to 284" and on the 29th line "356 to 365 inclusively" instead of "336 to 365".

7304

Bureaux-chefs

Avis est par les présentes donné que la Compagnie "Bates Realties Limited", constituée en corporation par Lettres Patentes accordées par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec et ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, a établi son bureau au No 1465 rue Bleury.

A compter de la date de cet avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce 12ème jour de décembre 1934.

Le secrétaire,
RAY. VALENTINE.

7299

Avis est par les présentes donné que la compagnie dite "Anglo-Canadian Telephone Company", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, le 1er jour de décembre 1934, et ayant son bureau-chef à Montréal, a établi son bureau à 231 rue Saint-Jacques-ouest (10è plancher).

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce 7ième jour de décembre 1934.

Le président,
S. G. DIXON.

7307

Chief Offices

Notice is hereby given that Bates Realties Limited, a company incorporated by Letters Patent, granted by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec and having its head office at the city of Montreal, has established its office at No. 1465 Bleury Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 12th. day of December, 1934.

RAY. VALENTINE,
Secretary.

7300–o

Notice is hereby given that Anglo Canadian Telephone Company, incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec on the 1st day of December, 1934, and having its head office in Montreal, has established its office at 231 Saint James Street, West (10th Floor).

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 7th day of December, 1934.

S. G. DIXON,
President.

7308–o

GENERAL STEVEDORING COMPANY OF CANADA, LIMITED.

Avis est par les présentes donné que la "General Stevedoring Company of Canada, Limited", constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, le huitième jour de novembre 1934, et ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, a établi son bureau-chef à Chambre 925, dans l'Edifice de la Banque Royale, à 360 rue Saint-Jacques ouest, en ladite cité.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce 11ème jour de décembre 1934.

Le secrétaire-trésorier,
7293 J.-H. HUTCHESON.

GENERAL STEVEDORING COMPANY OF CANADA, LIMITED.

Notice is hereby given that General Stevedoring Company of Canada, Limited, incorporated by Letters Patent granted under Part 1 of the Quebec Companies Act on the 8th. day of November, 1934, and having its head office in the city of Montreal, has established its head office at Room 925 in the Royal Bank Building, at 360 Saint James Street, West, in the said City.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 11th. day of December, 1934.

J. H. HUTCHESON,
7294–o Secretary-Treasurer.

Chartes:—Abandon de

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Canadian Seaboard Oil and Gas, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-huitième jour de septembre 1931.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinzième jour de décembre 1934, la compagnie "Canadian Seabord Oil and Gas, Limited", a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quinzième jour de décembre 1934.

ALEX. DESMEULES,
7269–o Sous-secrétaire de la Province.

Canada, Province de Québec, District d'Arthabaska.

RE: PARADIS & MARIER, LIMITÉE

Avis est, par les présentes, donné que, conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, "Paradis & Marier, Limitée" s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de la Province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte à compter de telle date qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de fixer.

Daté ce 11 décembre 1934.

Le procureur de la requérante,
7289–o PHILIPPE MARCHAND.

Canada, Province de Québec, District d'Arthabaska.

RE: PARADIS & PELLERIN, LIMITÉE

Avis est, par les présentes, donné que, conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, "Paradis & Pellerin, Limitée" s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de la Province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte à compter de telle date qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de fixer.

Daté ce 11 décembre 1934.

Le procureur de la requérante,
7291–o PHILIPPE MARCHAND.

Charters:—Surrender of

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Canadian Seaboard Oil and Gas, Limited", incorporated by letters patent dated the twenty eighth day of September, 1931.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of December, 1934, the company "Canadian Seaboard Oil and Gas, Limited", shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of December, 1934.

ALEX. DESMEULES,
7270 Assistant Provincial Secretary.

Canada, Province of Quebec, District of Arthabaska.

RE: PARADIS & MARIER, LIMITÉE

Notice is hereby given that, pursuant to the provisions of the Quebec Companies' Act, "Paradis & Marier, Limitée" will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter, from and after such date as the Lieutenant-Governor in Council may be pleased to fix.

December 11th., 1934.

PHILIPPE MARCHAND,
7290–o Attorney for Petitioner.

Canada, Province of Quebec, District of Arthabaska.

RE: PARADIS & PELLERIN, LIMITÉE

Notice is hereby given that, pursuant to the provisions of the Quebec Companies' Act, "Paradis & Pelletin, Limitée" will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter, from and after such date as the Lieutenant-Governor in Council may be pleased to fix.

December 11th., 1934.

PHILIPPE MARCHAND,
7292–o Attorney for Petitioner.

EAGLE HOLDING COMPANY, LIMITED

La Compagnie donne avis de son intention de s'adresser au Lieutenant-Gouverneur en Conseil pour lui demander la permission d'abandonner sa charte à compter de la date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, le 6 octobre 1934.

EAGLE HOLDING COMPANY, LIMITED,
Le procureur de la compagnie,
7285 MAURICE SHULMAN.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Nu Way Auto & Body Repairs Company Limited" ayant son siège social à Westmount, district de Montréal, s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de la Province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

La secrétaire,
7287–o LUCILE DAIGNAULT.

ST. JEROME POWER, LIMITED

Avis est par les présentes donné que "St. Jerome Power, Limited", Compagnie incorporée par Lettres Patentes émises par le lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, a demandé la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, et qu'elle a déposé à cette fin une requête au Lieutenant-Gouverneur de la dite Province.

"St. Jerome Power, Limited",
Par le président,
7333–o McNEELY DuBOSE

SULLIVAN GOLD MINES, LIMITED

Avis public est par les présentes donné que la compagnie "Sullivan Gold Mines, Limited", constituée en corporation en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, s'adressera à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil de Québec, pour lui demander la permission d'abandonner sa charte, à compter de la date qui sera fixée par ledit Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Montréal, ce 18ième jour de décembre mil neuf cent trente-quatre, (1934).

Le secrétaire,
7343 A. ARCHAMBAULT.

EAGLE HOLDING COMPANY, LIMITED

The Company gives notice of its intention to apply to the Lieutenant-Governor in Council for leave to surrender its Charter from such date as it may please him to fix.

Montreal, October 6th., 1934.

EAGLE HOLDING COMPANY LIMITED,
MAURICE SHULMAN,
7286–o Attorney for the Company.

Notice is, hereby, given that the company "Nu Way Auto & Body Repairs Company Limited" having its principal place of business in Westmount, district of Montreal, intends to make application to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

LUCILE DAIGNAULT,
7288–o Secretary.

ST. JEROME POWER, LIMITED

Notice is hereby given that St. Jerome Power Limited, a Company incorporated by Letters Patent issued by His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, has applied for leave to surrender its Charter in accordance with the provisions of the Quebec Companies' Act, and that it has deposited a Petition to that effect with the Lieutenant-Governor of the said Province.

St. Jerome Power, Limited,
Per: McNEELY DuBOSE,
7334–o President.

SULLIVAN GOLD MINES, LIMITED

Public notice is hereby given that "Sullivan Gold Mines, Limited", a Company incorporated under the Quebec Companies' Act, will make application to His Honour, the Lieutenant-Governor in Council of Quebec, for leave to surrender its charter on and from a date to be fixed by the said Lieutenant-Governor in Council.

Montreal, this 18th day of December, one thousand nine hundred and thirty-four, (1934).

A. ARCHAMBAULT,
7344–o Secretary.

Assurance

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM DE SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS.

Avis est par le présent donné que conformément à un rapport de l'Inspecteur des Assurances, tel que prévu par les articles 93 et 120 de la Loi des Assurances de Québec, le nom de la Montreal Hebrew Sick Benefit Association a été changé en celui de Dominion Hebrew Sick Benefit Association, tel changement de nom devant prendre effet avec la publication du présent avis.

Daté à Québec, ce 18ième jour de décembre, 1934.

L'Assistant Surintendant des Assurances,
J.-A. PARADIS.

Service des Assurances,
Département du Trésor,
Hôtel du Gouvernement,
Québec, P. Q. 7327–o

Insurance

NOTICE OF CHANGE OF NAME OF A MUTUAL BENEFIT ASSOCIATION.

Notice is hereby given that pursuant to a report of the Inspector of Insurance, as provided in sections 93 and 120 of the Quebec Insurance Act, the name of the Montreal Hebrew Sick Benefit Association has been changed into that of Dominion Hebrew Sick Benefit Association, which change of name shall take effect with the publication of this notice.

Dated at Quebec, this 18th. day of December, 1934.

J. A. PARADIS,
Assistant Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Parliament Buildings,
Quebec, P. Q. 7328–o

Vente pour taxes municipales

PROVINCE DE QUÉBEC.

CITÉ DE SHERBROOKE.

Avis public est, par les présentes, donné par le soussigné Ant. Deslauriers, greffier de la cité de Sherbrooke, que les propriétés ci-après désignées appartenant à Joseph Blitt, de la cité de Sherbrooke, seront vendues à l'enchère publique, dans la salle publique de l'Hôtel de Ville, en la cité de Sherbrooke, MARDI, le HUITIÈME jour de JANVIER prochain (1935), à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires ainsi qu'aux intérêts et frais stipulés dans l'état ci-dessous, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Sale for municipal taxes

PROVINCE OF QUEBEC.

CITY OF SHERBROOKE.

Public notice is hereby given by the undersigned, Ant. Deslauriers, Clerk of the City of Sherbrooke, that the undermentioned properties owned by Joseph Blitt,of the City of Sherbrooke, shall be sold by public auction, in the public hall, at the City Hall, City of Sherbrooke, Que., on TUESDAY, the EIGHTH day of JANUARY next (1935), at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of municipal and school taxes as well as to the interest and costs hereinbelow mentioned, unless said taxes, interest and costs are paid before the sale.

No du Cadastre — Cadastral No.	Quartier — Ward	Taxes munic. — Municip.taxes.	Taxes scolaires — School taxes.	Int. et Frais. — Int. & Costs.	Total
½ S. 464	Est-East	$ 154.90	$ 123.75	$ 29.77	$ 308.42
1278	Sud-South	817.56	719.83	140.41	1,677.80
79/1444	Sud-South	696.10	446.25	140.87	1,283.22
P. E. 1471	Ouest-West	367.00	207.50	51.85	626.35
P. O. 1471	Ouest-West	388.88	233.80	58.49	681.17
L-58/1444	Ouest-West	972.90	840.00	247.00	2,059.90
P. N.-E. 178	Centre-Center	1,209.00	1,050.00	308.55	2,567.55
P.-178-179	Centre-Center	136.89	113.80	19.83	270.52

Les immeubles ci-dessus décrits sont tous des plans et livres de renvoi officiels de la cité de Sherbrooke.

Donné en la cité de Sherbrooke, ce dix-huitième jour de décembre, 1934.

Le greffier,

7375—51-2-o ANT. DESLAURIERS.

The above mentioned immovables are all of the official plan and book of reference for the City of Sherbrooke.

Given in the City of Sherbrooke, this eighteenth day of December, 1934.

ANT. DESLAURIERS,

7376—51-2-o City Clerk.

Vente—Loi de faillite

VENTE—LOI DE FAILLITE

Dans l'affaire de Gabriel Fernet, commerçant, de Berthier, cédant-autorisé; et J.-C. Perrault, syndic.

Avis est par le présent donné que VENDREDI, le VINGT-CINQUIEME jour de JANVIER 1935, à UNE heure p. m., seront vendus par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Berthier, savoir à la porte de l'église de Berthierville, les immeubles suivants:

1. Une terre située en la paroisse de Sainte-Geneviève de Berthier, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Berthier, sous le numéro deux cent quatre-vingt-huit (No 288) mesurant trois arpents de largeur sur trente-six arpents et sept perches de profondeur, sans bâtisses y érigées.

2. Un terrain situé en la dite paroisse de Berthier, connu et désigné aux susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro deux cent quatre-vingt-dix (No 290) bâti d'une maison et autres dépendances y érigées.

3. Un autre terrain situé au même lieu, connu et désigné aux susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro deux cent quatre-vingt-

Sale—Bankruptcy Act

SALE—BANKRUPTCY ACT

In the matter of Gabriel Fernet, trader, of Berthier, Authorized Assignor, and J. C. Perrault, Trustee.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the TWENTY FIFTH day of JANUARY, 1935, at ONE o'clock P. M., the following immovables shall be sold by public auction, at the parochial church door of Berthier, namely, at the church door of Berthierville:

1. A farm situate in the parish of Sainte Geneviève de Berthier, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish of Berthier, under number two hundred and eighty eight (No. 288) measuring three arpents in width by thirty six arpents and seven perches in depth—without buildings thereon.

2. A lot of land situate in the said parish of Berthier, known and designated on the aforesaid official plan and book of reference under number two hundred and ninety (No. 290)—with a house and other dependencies thereon erected.

3. Another lot of land situate in the same place, known and designated on the aforesaid official plan and book of reference under number

onze (No 291) contenant cinq perches de largeur sur six perches de profondeur, sans bâtisse.

4. Un autre terrain situé au même lieu, connu et désigné aux susdits plan et livre de renvoi officiels sous le No 268, tel que le tout se trouve actuellement.

Les trois immeubles en premier lieu mentionnés seront vendus en bloc et non séparément, et le quatrième sera vendu séparément. Cette vente équivaut à la vente au shérif et est faite conformément aux dispositions de la loi de faillite et amendements.

Condition de paiement: Argent comptant.

Joliette, 17 décembre 1934.

Le syndic,
J.-C. PERRAULT.

69 rue Notre-Dame,
Joliette, P. Q. 7373—51-2-o

two hundred and ninety one (No. 291) measuring five perches in width by six perches in depth—without buildings.

4. Another lot of land situate in the same place, known and designated on the aforesaid official plan and book of reference under No. 268, as the whole presently subsists.

The three immovables firstly mentioned shall be sold "*en bloc*" and not separately, and the fourth shall be sold separately. This sale, having the effect of a Sheriff's sale, will be made pursuant to the provisions of the Bankruptcy Act and amendments.

Condition of payment: Cash.

Joliette, December 17, 1934.

J. C. PERRAULT,
Trustee.

69 Notre Dame Street,
Joliette, P. Q. 7374—51-2

Ventes par licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure No F-137522.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le douzième jour de décembre 1934, dans une cause dans laquelle Dame Apoline Chaillon, de la cité de Montréal, veuve non remariée de feu Damase Gratton, en son vivant employé civil, de la cité de Montréal, est demanderesse; et Adéline Gratton, Philomène Gratton, Perpétue Gratton, Pierre Gratton, Félix Paquette, Eloise Filion, Philomène Filion, Malvina Filion, Noé Filion, Napoléon Filion, Pierre Filion, Azilda Gratton, Evangéline Gratton, Damien Gratton, Oscar Gratton, Joseph Gratton, Adélard Gratton, Joseph Desjardins, Delphine Desjardins, Delia Desjardins, Domithilde Desjardins, Dorcina Desjardins, Rosanne Desjardins, Lisa Desjardins, Isaie Desjardins, Napoléon Desjardins, Camille Desjardins, Alphonse Desjardins, Hélène Légaré, Camille Légaré, Corinne Légaré, Astèle Légaré, Marie-Louise Légaré, Zénon Légaré, David Légaré, Eugène Gratton, Eugénie Gratton, Damase Gratton, Marie-Appoline Gratton, Georgiana Gratton, Ezela Gratton, François-Xavier Moisan, Hormidas Moisan, Alice Moisan, Armand Gratton, Albert Gratton, Hervé Gratton, tous héritiers de feu Emery Gratton, en son vivant, commerçant, de la ville de Terrebonne, sont défendeurs, ordonnant la licitation de l'immeuble désigné comme suit, savoir:

Un emplacement connu et désigné sous le numéro trois mille cinq cent vingt-six aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, dans le comté d'Hochelaga, faisant front sur l'avenue Dufferin, dans le quartier Saint-Paul, à Montréal, contenant trente-deux pieds et neuf pouces de largeur sur cent vingt-quatre pieds et six pouces de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec deux maisons en bois y érigées. Ainsi que le tout se trouve actuellement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit emplacement.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le 30ième (TRENTIEME) jour de JANVIER 1935, Cour Supérieure, division de

Sales by licitation

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. F-137522.

Notice is hereby given that under and by judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the twelfth day of December 1934, in a cause in which Dame Apoline Chaillon, of the city of Montreal, widow unmarried of the late Damase Gratton, in his life time, civic employee, of the City of Montreal, is plaintiff; and Adéline Gratton, Philomene Gratton, Perpétue Gratton, Pierre Gratton, Félix Paquette, Eloise Filion, Philomène Filion, Malvina Filion, Noé Filion, Napoléon Filion, Pierre Filion, Azilda Gratton, Evangéline Gratton, Damien Gratton, Oscar Gratton, Joseph Gratton, Adélard Gratton, Joseph Desjardins, Delphine Desjardins, Delia Desjardins, Domithilde Desjardins, Dorcina Desjardins, Rosanna Desjardins, Lisa Desjardins, Isaie Desjardins, Napoléon Desjardins, Camille Desjardins, Alphonse Desjardins, Hélène Légaré, Camille Légaré, Corinne Légaré, Astèle Légaré, Marie-Louise Légaré, Zénon Légaré, David Légaré, Eugène Gratton, Armand Gratton, Albert Gratton, Hervé Gratton, Eugénie Gratton, Damase Gratton, Marie Apoline Gratton, Georgiana Gratton, Ezela Gratton, François Xavier Moisan, Hormidas Moisan, Alice Moisan, all heirs of the late Emery Gratton, in his lifetime, merchant, of the town of Terrebonne, ordering the licitation of the immoveable described as follows, to wit:

An emplacement known and designated under the number three thousand five hundred and twenty-six (3526) to the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, in the county of Hochelaga, fronting on the Dufferin Avenue, in the Saint Paul's Ward, at Montreal, containing thirty-two (32) feet and nine inches in width by one hundred and twenty-four feet and six inches in depth, English measure and more or less—with two houses in wood thereon erected. As well as the whole is actually with the active and passive servitudes, "apparentes et occultes", attached to the said emplacement.

The property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder on the THIRTIETH day of JANUARY 1935, in the Superior Court, Practice Division,

Pratique, Chambre 31, ou toute autre chambre que le Juge présidant pourra la référer, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, au Palais de Justice de Montréal, sujet aux charges clauses, et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, 18 décembre 1935.

Les procureurs de la demanderesse,
7341—51-2-o BOISSONNAULT & BOISSONNAULT.

Room 31, or any other room the sitting judge may refer the sale at 10.30 A. M., at the Court House, in Montreal, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Montreal, December 18th., 1934.

BOISSONNEAULT & BOISSONNEAULT,
7342—51-2-o Attorneys for plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure.

AVIS DE VENTE PAR LICITATION.

Avis public est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siègeant à Montréal, dans le district de Montréal, rendu le 26 octobre 1934, dans la cause No A-132141, des dossiers de la dite Cour, dans laquelle cause Dame Margaret McDonald, des cité et district de Montréal, veuve de feu Matthew Kearney, en son vivant du même endroit, est demanderesse, et Dame Emily Power, de la ville de Saint-Laurent, dans le district de Montréal, épouse séparée de biens de George Castle, du même endroit, et le dit George Castle pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Hélène Wiseman, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, Alexandre McDonald, des cité et district de Montréal, et Michel McKercher, des cité et district de Montréal, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de la succession de feu Emily McDonald, en son vivant veuve de feu Charles McKercher, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles décrits comme suit, à savoir:

1. Un emplacement ayant front sur la rue Saint-Philippe, dans le quartier Saint-Henri, de la cité de Montréal, comprenant les lots numéros neuf et dix des subdivisions officielles du lot numéro dix-sept cent cinquante-neuf (1759-9 et 10) aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Montréal; avec les édifices sus-érigés et avec tous droits attachés au dit emplacement.

2. Un emplacement ayant front sur la rue Sainte-Marguerite, dans le quartier Saint-Henri, de la cité de Montréal, comprenant le lot treize des subdivisions officielles du lot numéro dix-sept cent cinquante-neuf (1759-13) aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Montréal; avec les édifices sus-érigés, et avec tous les droits attachés au dit emplacement.

3. Un emplacement ayant front sur la rue Saint-Jacques, dans le quartier Saint-Henri, de la cité de Montréal, comprenant les lots numéros un et deux des subdivisions officielles du lot numéro dix-sept cent cinquante-neuf (1759-1 et 2) aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Montréal; avec les édifices sus-érigés, et avec tous les droits attachés au dit emplacement.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court.

NOTICE OF LICITATION SALE.

Public notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, in the district of Montreal, rendered October 26th., 1934, in cause No. A-132141 of the Records of said Court, in which Dame Margaret McDonald, of the city and district of Montreal, widow of the late Matthew Kearney, in his lifetime of the same place, is plaintiff and Dame Emily Power, of the Town of Saint Laurent, in the district of Montreal, wife separate as to property of George Castle, of the same place, and the said George Castle to authorize his said wife for the purposes of the present action, Helene Wiseman, of the city of Ottawa, in the Province of Ontario, Alexandre McDonald, of the city and district of Montreal, and Michel McKercher, of the city and district of Montreal, in his quality of executor of the last will and testament of the late Emily McDonald, in her lifetime widow of the late Charles McKercher, are defendants, ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit:

1. An emplacement fronting on Saint Philippe Street, in the Saint Henry Ward of the city of Montreal, consisting of lots numbers nine and ten of the official subdivisions of lot number seventeen hundred and fifty-nine (1759-9 and 10) on the official plan and in the book of reference for the parish of Montreal; with buildings thereon erected and with all rights attaching to the said emplacement.

2. An emplacement fronting on Saint Marguerite Street, in the Saint Henry Ward of the city of Montreal, consisting of lot number thirteen of the official subdivisions of lot number seventeen hundred and fifty-nine (1759-13) on the official plan and in the book of reference for the parish of Montreal; with buildings thereon erected, and with all rights attaching to the said emplacement.

3. An emplacement fronting on Saint James Street in the Saint Henry Ward of the city of Montreal, consisting of lots numbers one and two of the official subdivisions of lot number seventeen hundred and fifty-nine (1759-1 and 2) on the official plan and in the book of reference for the parish of Montreal; with buildings thereon erected, and with all rights attaching to the said emplacement.

Les propriétés ci-dessus décrites seront mises à l'enchère et adjugées au plus offrant et dernier enchérisseur, à DIX heures du matin, le SEIZIEME jour de JANVIER 1935, dans la chambre No 31 du Palais de Justice, à Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions contenues dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite cour, et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et l'adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Au moment de l'adjudication, un dépôt de $100.00 sera exigé du plus offrant et dernier enchérisseur pour la propriété ci-dessus en premier lieu décrite, et $200.00 du plus offrant et dernier enchérisseur pour chacune des propriétés en deuxième et troisième lieu décrites.

Montréal, le 3 décembre 1934. 7055—49–2

Les procureurs de la demanderesse,
PHELAN, FLEET, ROBERTSON & ABBOTT.

The properties above described will be put up to Auction and adjudged to the last and highest bidder at TEN o'clock of the forenoon, on JANUARY SIXTEENTH, 1935, in Room No. 31 of the Court House, at Montreal; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary in the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited they will be foreclosed from so doing.

At the time of adjudication a deposit of $100.00 will be exacted from the highest and last bidder for the property firstly above described, and $200.00 from the highest and last bidder for each of the properties secondly and thirdly described.

Montreal, December 3rd., 1934. 7056—49–2–o

PHELAN, FLEET, ROBERTSON & ABBOTT.
Attorneys for plaintiff.

Département de l'Instruction publique

No 2096-31.

Québec, le 11 décembre, 1934.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire protestante de Eaton, comté de Compton, les rangs 8, 9, 10 et 11 du canton de Eaton, et de les annexer à la municipalité scolaire protestante de Cookshire, même comté. Cette annexion affectera les protestants seulement.

7217—50–2–o

Department of Public Instruction

No. 2096-31.

Quebec, December 11, 1934.

Application is made to detach from the Protestant School Municipality of Eaton, County of Compton, ranges 8, 9, 10 and 11 of the Township of Eaton, and to annex the same to the Protestant School Municipality of Cookshire, same county. The said annexation will affect Protestants only. 7218—50–2

Ministère de l'agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Châteauguay, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Sainte-Martine" et que son principal siège d'affaires est en la municipalité de Sainte-Martine, comté de Châteauguay.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont; l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
J.-ANTONIO GRENIER.

Québec, ce 11ième jour de décembre 1934.

7275–o

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Chateauguay, under the name of "Société Coopérative Agricole de Sainte-Martine", and that its principal place of business will be in the Municipality of Sainte Martine, county of Chateauguay.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The minister authorizes the formation of the said association.

J. ANTONIO GRENIER,
Deputy Minister of Agriculture.

Quebec, this 11th day of December, 1934.

7276

VENTES PAR LE SHÉRIF

ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: No 1096. } FERDINAND DAIGLE et LUCIEN DAIGLE, demandeurs; vs LA COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU DE SAINT-JEAN DE WICKHAM-OUEST, défenderesse, et GASTON RINGUET, avocat-distrayant.

Comme appartenant aux demandeurs.

Une terre située dans le 3e rang de la Paroisse de Saint-Nicéphore, connue et désignée comme étant les lots Nos 116 et 117 du cadastre officiel du canton de Wickham—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Nicéphore, le VINGT-QUATRIEME jour de JANVIER 1935, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 17 décembre 1934.
[Première publication, 22 décembre, 1934]
7311—51-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: No 1162. } LA CORPORATION DE ST-LOUIS DE BLANDFORD, demanderesse; vs SIMEON ROUILLER, fils, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Un terrain ou emplacement situé sur le chemin allant à Lourdes, dans le village de Plessisville, et connu et désigné comme étant le lot No 170 du cadastre officiel du dit Village—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Calixte de Somerset, le TROISIEME jour de JANVIER 1935, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 28 novembre 1934.
[Première publication, 1er décembre, 1934]
6995—48-2-o

SHERIFF'S SALES

ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: No. 1096. } FERDINAND DAIGLE et LUCIEN DAIGLE, plaintiffs; vs LA COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU DE SAINT-JEAN DE WICKHAM-OUEST, defendant, and GASTON RINGUET, attorney distrayant.

As belonging to the plaintiffs:

A piece of land situated in the 3rd range of the parish of Saint Nicéphore, known and designated as being the lots Nos. 116 and 117 of the official plan and book of reference for the township of Wickham—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Nicéphore, on the TWENTY FOURTH day of JANUARY, 1935, at TWO o'clock in the afternoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, December 17th, 1934.
[First publication, December 22nd., 1934]
7312—51-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: No. 1162. } THE CORPORATION OF ST-LOUIS DE BLANDFORD, plaintiff; vs SIMEON ROUILLER, junior, defendant.

As belonging to the defendant:

A piece of land or an emplacement situated on the road going to Lourdes, in the Village of Plessisville, known and designated as being the lot No. 170 of the official plan and book of reference for the said Village—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door, of Saint Calixte de Somerset, on the THIRD day of JANUARY 1935, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, November 28th, 1934.
[First publication, December 1st., 1934]
6996—48-2-o

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: No 14578. } ADOLPHE DOYON, demandeur; contre HORMISDAS FORTIN, défendeur; et L. ANGUS, mis-en-cause.

Un terrain étant partie du lot cent soixante-cinq (p. 165) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-François, Beauce, borné en front, au chemin pour partie, et pour partie à une lisière de terrain appartenant à la Compagnie Imperial Oil, au nord-ouest à une rue de vingt-six pieds, telle que réservée, dans un acte de vente par

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: No. 14578. } ADOLPHE DOYON, plaintiff; against HORMISDAS FORTIN, defendant; and L. ANGUS, *mis-en-cause.*

A lot of land being part of lot one hundred and sixty five (Pt. 165) of the official cadastre for the parish of Saint François, Beauce, bounded in front partly by the road, and partly by a strip of land belonging to the Imperial Oil Company, on the Northwest by a Street of twenty six feet, as reserved in a deed of sale by Philias Veilleux

Philias Veilleux à Hormisdas Fortin, devant Charles Rioux, N.P., le 18 juin, 1934, sous le numéro mille vingt-six de ses minutes; au sud-est à Ernest Drouin, et au fond à Philias Veilleux; mesurant le dit terrain, cent pieds anglais de profondeur, par la largeur qu'il y a entre le terrain de M. Ernest Drouin et celui de la rue réservée, tel qu'appartenant au dit M. Hormisdas Fortin—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François, le VINGT-DEUXIEME jour de JANVIER prochain 1935, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph, Beauce, 17 décembre 1934.
[Première publication, 22 décembre, 1934]
7319—51-2-o

to Hormisdas Fortin, before Charles Rioux, N.P., the 18th of June, 1934, under number one thousand and twenty six of his minutes, on the Southeast by Ernest Drouin, and at the depth by Philias Veilleux, the said lot of land measuring one hundred feet English measure in depth by whatever width there may be between the land of Mr. Ernest Drouin and that of the reserved Street, as belonging to the said Hormisdas Fortin—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint François, on the TWENTY SECOND day of JANUARY, 1935, at ONE o'clock in the afternoon.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, December 17, 1934.
[First publication, December 22nd., 1934]
7320—51-2

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Beauharnois, No 6905. } DAME MARIE OLYMPE BOYER, demanderesse; vs ARTHUR MELOCHE, défendeur.

Saisir comme appartenant au dit défendeur, savoir:

Un lot de terre sis et situé dans la cité de Salaberry de Valleyfield, et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Sainte-Cécile sous le numéro cent quarante-six (146) de la subdivision du lot numéro quatre-vingt-seize (96)—avec bâtisses.

Pour être vendu au bureau du shérif, dans le Palais de Justice, en la cité de Salaberry de Valleyfield, JEUDI, le TROISIEME jour de JANVIER 1935, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, DOMINA CREPIN.
Salaberry de Valleyfield, ce 27 novembre 1934.
[Première publication, 1er décembre, 1934]
6951—48-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Beauharnois, No 7130. } HENRI DAOUST, demandeur; vs J.-HENRI ROBERT, défendeur.

Saisir comme appartenant au dit défendeur, savoir:

Ces lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Godmanchester sous les numéros quatre-vingt-six et deux cent cinquante-cinq (86 et 255) contenant environ cent soixante et onze acres, plus ou moins—avec toutes les bâtisses dessus construites.

Une partie de la partie sud de ce lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Godmanchester, sous le numéro soixante et dix-huit (78), bornée au nord par un chemin, à l'ouest par le No 80, à l'est par le lot No 77, et au sud par le lot No 262.

La partie sud de cet autre lot de terre connu et désigné aux mêmes dits plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro quatre-vingt-un (81), bornée au nord par un chemin, à l'ouest par le lot No 82, à l'est par le lot No 80, et au sud par le lot No 261.

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Province of Quebec, District of Beauharnois, No. 6905. } DAME MARIE OLYMPE BOYER, plaintiff; vs ARTHUR MELOCHE, defendant.

Seized as belonging to the said defendant, to wit:

A lot of land lying and situate in the city of Salaberry de Valleyfield, and designated on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Cécile, under number one hundred and forty six (146) of the subdivision of lot number ninety six (96)—with buildings.

To be sold at the Sheriff's Office, in the Court House, in the city of Salaberry de Valleyfield, on THURSDAY the THIRD day of JANUARY, 1935, at TEN o'clock in the forenoon.

DOMINA CREPIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, November 27, 1934.
[First publication, December 1st., 1934]
6952—48-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Province of Quebec, District of Beauharnois, No. 7130. } HENRI DAOUST, plaintiff; vs J. HENRI ROBERT, defendant.

Seized as belonging to the said defendant, to wit:

Those lots of land known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the township of Godmanchester under numbers eighty six and two hundred and fifty five (86 and 255) containing about one hundred and seventy one acres, more or less—with all the buildings thereon erected.

A part of the South part of the said lot of land known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the township of Godmanchester, under number seventy eight (78), bounded on the North by a road, on the West by No. 80, on the East by lot No. 77 and on the South by lot No. 262.

The South part of that other lot of land known and designated on the said same official plan and book of reference, under number eighty one (81), bounded on the North by a road, on the West by lot No. 82, on the East by lot No. 80 and on the South by lot No. 261.

La partie sud de cet autre lot de terre connu et désigné aux mêmes dits plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro quatre-vingt-deux (82), bornée au nord par un chemin, à l'est par le lot No 81, au sud par le lot No 261, et à l'ouest par le lot No 83.

La partie sud de cet autre lot de terre connu et désigné aux mêmes dits plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro quatre-vingt-trois (83), bornée au nord par un chemin, à l'est par le lot No 82, au sud par le lot No 261, et à l'ouest par le lot No 86—ces quatre parties de lots sans aucune bâtisse dessus construite, et mesurant environ cent acres en superficie, plus ou moins. Pour être vendus en bloc.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Huntingdon, située dans la ville de Huntingdon, JEUDI, le VINGT-QUATRIEME jour de JANVIER 1935, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, DOMINA CRÉPIN.
Salaberry-de-Valleyfield, ce 15 décembre 1934.
7325—51-2-o
[Première publication, le 22 décembre 1934]

The South part of that other lot of land known and designated on the said same official plan and book of reference, under number eighty two (82) bounded on the North by a road, on the East by lot No. 81, on the South by lot No. 261, and on the West by lot No. 83.

The South part of that other lot of land known and designated on the said same official plan and book of reference, under number eighty three (83) bounded on the North by a road, on the East by lot No. 82, on the South by lot No. 261, and on the West by lot No. 86—these four parts of lots without buildings thereon erected, and measuring about one hundred acres in area, more or less. To be sold "en bloc".

To be sold at the parochial church door of the parish of Huntingdon, situate in the town of Huntingdon, on THURSDAY, the TWENTY FOURTH day of JANUARY, 1935, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

DOMINA CREPIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, this 15th of December, 1934. 7326—51-2
[First publication, December 22nd., 1934]

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Bedford.

Canada, Province de Québec. No 105. } DAME OLYMPE BACHAND, demanderesse; vs NOÉ BOUCHER, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro un-B (1-B) du quatrième rang du canton de Roxton, dans la paroisse de Sainte-Pudentienne, district de Bedford, borné au nord par les lots numéros un-C et un-E, au sud par un chemin, à l'est par le lot numéro deux-A et à l'ouest par le numéro un-A; mesurant dix-huit chaînes de front sur trente-six chaînes et cinquante mailles de profondeur, contenant soixante-cinq acres et soixante-dix centièmes en superficie,—avec les bâtisses dessus.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Pudentienne, à Roxton-Pond, dit district, le VINGT-TROISIEME jour de JANVIER, 1935, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du Shérif, W. F. KAY.
Sweetsburg, Qué., le 18 décembre 1934.
[Première publication, 22 décembre 1934]
7351—51-2-o

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Bedford.

Canada, Province of Quebec. No. 105. } DAME OLYMPE BACHAND, plaintiff; vs NOÉ BOUCHER defendant.

As belonging to the defendant:

A lot of land known and designated as being lot number one-B (1-B) of the fourth range of the township of Roxton, in the parish of Sainte Pudentienne, district of Bedford, bounded on the North by lots numbers one-C and one-E, on the South by a road, on the East by lot number two-A and on the west by number one-A; measuring eighteen chains in front by thirty six chains and fifty links in depth, containing sixty five acres and seventy hundredths in area—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Pudentienne, at Roxton-Pond, said district, on the TWENTY THIRD day of JANUARY next, 1935, at TWO o'clock in the afternoon.

W. F. KAY,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, Que., December 18th, 1934.
[First publication, December 22nd, 1934]
7352—51-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Bedford.

Canada, Province de Québec. No 130. } LA BANQUE CANADIENNE NATIONALE, demanderesse; vs DELPHIS DESPRÉS, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Un lopin de terre connu et désigné comme étant les lots numéros quatre cent sept (407), cinq cent cinquante-trois (553), cinq cent cinquante-quatre (554) et cinq cent soixante et un (561), des plan et livre de renvoi officiels du village de Roxton-Falls, district de Bedford—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu en bloc à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Bedford.

Canada, Province of Quebec. No. 130. } LA BANQUE CANADIENNE NATIONALE, Plaintiff; vs DELPHIS DESPRÉS, defendant.

As belonging to the defendant:

A parcel of land known nd designated as being lots numbers four hundred and seven (407), five hundred and fifty three (553), five hundred and fifty four (554) and five hundred and sixty one (561) on the official plan and book of reference for the village of Roxton Falls, district of Bedford—with the buildings thereon erected.

To be sold *en bloc* at the parochial church door of the parish of Saint Jean Baptiste de Roxton,

de Roxton, à Roxton-Falls, dit district, le VINGT-QUATRIÈME jour de JANVIER, 1935, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du Shérif, W. F. KAY.
Sweetsburg, Qué., 18 décembre 1934.
[Première publication, 22 décembre 1934]
7353—51-2-o

at Roxton-Falls, said district, on the TWENTY FOURTH day of JANUARY, 1935, at TWO o'clock in the afternoon.

W. F. KAY,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, Que., December 18th, 1934.
[First publication, December 22nd, 1934]
7354—51-2

JOLIETTE

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Montréal, No 134319. } CALIXTE GOULET, demandeur; vs J.-HERVÉ FERNET *et al.* défendeurs.

Un terrain situé en la ville de Berthier, faisant front sur la rue Champlain, mesurant 40 pieds de largeur mesure anglaise, sur la profondeur qu'il y a à partir de la dite rue Champlain au terrain de la succession C.-A. Chênevert ou représentants, borné en front par la dite rue Champlain, en profondeur au No 122, du côté nord-ouest au No 107, autre côté sud-est au terrain de Paul Blais, lequel terrain est connu aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Berthier comme faisant partie des lots Nos 102 et 104—avec bâtisses dessus construites. Un dépôt de $80.00 sera exigé de tout enchérisseur.

Pour être vendu à la porte de l'Eglise de la paroisse de Sainte-Geneviève-de-Berthier, le VINGT-DEUXIEME jour de JANVIER 1935, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEORGE DES ROCHES.
Joliette, ce 14ème jour de décembre 1934.
[Première publication, le 22 décembre 1934]
7321—51-2-o

JOLIETTE

Superior Court.

Province of Quebec, District of Montreal, No. 134319. } CALIXTE GOULET, plaintiff; vs J. HERVE FERNET *et al.*, defendants.

A lot of land situate in the Town of Berthier, fronting on Champlain Street, measuring 40 feet in width, English measure, by whatever depth there may be from said Champlain Street to the lot of land of the C. A. Chenevert Estate or representatives, bounded in front by said Champlain Street, on the depth by No. 122, on the Northwest side by No. 107 and on the other side, on the Southeast, by the lot of land of Paul Blais, said lot of land being known on the official plan and book of reference for the Town of Berthier as forming part of lots Nos. 102 and 104—with buildings thereon erected. A deposit of $80.00 shall be required from each and every bidder.

To be sold at the church door of the Parish of Sainte Genevieve de Berthier, on the TWENTY SECOND day of JANUARY, 1935, at ONE o'clock in the afternoon.

GEORGE DES ROCHES,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, this 14th day of December, 1934.
[First publication, December 22nd, 1934]
7322—51-2

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Kamouraska, Rivière-du-Loup, à savoir: No 13709. } DAME ADRIENNE VIEL, veuve de feu Sieur Arthur Anctil, en son vivant, marchand, de la paroisse de Notre-Dame-du-Portage, demanderesse; contre EDMOND CARON, cultivateur, du même endroit, défendeur.

1. Les lots numéros cent soixante et quinze, cent soixante et seize et cent soixante et dix-sept (Nos 175, 176 et 177) du cadastre officiel de Notre-Dame-du-Portage, pour la partie comprise au comté de Témiscouata, comprenant en totalité une terre de quatre arpents de front sur quarante arpents de profondeur, plus ou moins; bornée à l'ouest au chemin public, à l'est aux terres de la paroisse de Saint-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup, au sud à Geo.-Alphonse Bélanger et au nord à Arthur Chouinard et autres—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

2. Une terre à bois connue et désignée au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Antonin, comté de Témiscouata, sous le numéro trois cent soixante et douze (No 372), mais avec réserve

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, District of Kamouraska, Rivière du Loup, to wit: No. 13709. } DAME ADRIENNE VIEL, widow of the late Sieur Arthur Anctil, in his lifetime, merchant, of the parish of Notre Dame du Portage, plaintiff; against EDMOND CARON, farmer, of the same place, defendant.

1. Lots numbers one hundred and seventy five, one hundred and seventy six and one hundred and seventy seven (Nos. 175, 176 and 177) on the official cadastre for Notre Dame du Portage, for the part included in the county of Temiscouata, comprising the whole of a farm of four arpents in front by forty arpents in depth more or less; bounded on the West by the public road, on the East by the lands of the parish of Saint Patrice de la Rivière du Loup, on the South by Geo. Alphonse Bélanger and on the North by Arthur Chouinard and others—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

2. A wooded lot known and designated on the official cadastre of the parish of Saint Antonin, county of Temiscouata, under number three hundred and seventy two (No. 372), but with the

sur la demie nord du dit lot, des droits de Sieur André Caron, suivant acte enregistré dans Témiscouata sous le No 71691;

3. Un lot de terre à bois borné au nord à la rivière dite Rivière-du-Loup, au sud aux terres de Saint-Antonin, à l'est à une autre partie du lot No 1077 de Saint-Patrice-de-Rivière-du-Loup, appartenant à Emile Rosignol, et à l'ouest à la terre du défendeur ci-dessus en premier lieu décrite et autres terres du Chemin du Lac; lequel lot fait partie du numéro mille soixante-dix-sept (P. No 1077) au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Patrice-de-Rivière-du-Loup, comté de Témiscouata; à charge des rentes seigneuriales ou constituées affectant les dits terrains.

Pour être vendus, séparément, à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-du-Portage, comté de Rivière-du-Loup, district de Kamouraska, JEUDI, le TROISIEME jour de JANVIER 1935, à ONZE heures de l'avant-midi.

Rivière-du-Loup, 27 novembre 1934.

Le shérif,

Bureau du shérif. J.-W. MOREL.

Rivière-du-Loup, 27 novembre 1934.

[Première publication, 1er décembre 1934]

6709—48-2-o

reserve on the North half of the said lot, of the rights of Sieur André Caron, pursuant to a deed registered in Temiscouata, under No. 71691;

3. A wooded lot of land, bounded on the North by the river called Rivière du Loup, on the South by the lands of Saint Antonin, on the East by another part of lot No. 1077 of Saint Patrice de la Rivière du Loup, belonging to Emile Rossignol, and on the West by the farm of the defendant hereinabove firstly described, and other lands of the Chemin du Lac; said lot forming part of lot number one thousand and seventy seven (Pt. No. 1077) on the official cadastre for the parish of Saint Patrice de la Riviere du Loup, county of Temiscouata; subject to the seigniorial or constituted rents affecting the said lots of land.

To be sold separately at the parochial church door of Notre Dame du Portage, county of Riviere du Loup, district of Kamouraska, on THURSDAY, the THIRD day of JANUARY, 1935, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Riviere du Loup, November 27, 1934.

J. W. MOREL,

Sheriff's Office. Sheriff.

Riviere du Loup, November 27, 1934.

]First publication, December 1st, 1934]

6710—48-2

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } CONTINENTAL GUA-
No B-133320. } RANTY CORPORATION OF CANADA LIMITED; vs ROMÉO GARNEAU.

Les lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, sous les numéros de cadastre 120, subdivision P-54, Cadastre 121, subdivision P-11, et cadastre 126, subdivision 25, situés en la ville Saint-Pierre —avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $600.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, daté le 23 Novembre 1934.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.

Montréal, le 27 novembre 1934. 6931—48-2-o

[Première publication, le 1er décembre 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME ALEXINA COR-
No F-137052. } BEIL, veuve de O. Gagnon, en sa qualité d'exécutrice testamentaire de la succession du dit O. Gagnon; vs ROCH GAGNON.

Un emplacement situé au quartier Ahuntsic-Bordeaux, de la cité de Montréal, ayant front sur le Boulevard Gouin, ouest, étant le lot de terre connu et désigné sous le numéro trois cent six (306) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, moins les parties du dit lot vendues ou données par le dit Odile Gagnon comme suit, savoir:

a) A Georges Coutlée, en vertu d'un acte de vente devant le notaire J.-L. Coutlée, le 12 mai 1903, enregistré au Bureau de la Division d'Enre-

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } CONTINENTAL GUA-
No. B-133320. } RANTY CORPORATION OF CANADA LIMITED; vs ROMEO GARNEAU.

Those lots of land known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Montreal, under cadastral number 120, subdivision P-54, cadastral 121, subdivision P-11, and cadastral 126, subdivision 25, situate in Ville Saint Pierre—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $600.00 shall be required from each and every bidder before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of Hon. Justice Curran, dated November 23rd., 1934.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.

Montreal, November 27th., 1934. 6932—48-2

[First publication, December 1st., 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME ALEXINA COR-
No. F-137052. } BEIL, widow of O. Gagnon, in her quality of testamentary executrix to the Estate of the said O. Gagnon; vs ROCH GAGNON.

An emplacement situate in Ahuntsic-Bordeaux Ward, in the City of Montreal, fronting on Gouin Boulevard West, being that lot of land known and designated under number three hundred and six (306) on the official plan and book of reference for the parish of Sault au Recollet, less the parts of said lot sold or donated by the said Odile Gagnon as follows, to wit:

a) To Georges Coutlée, in virtue of a deed of sale before J. L. Coutlée, notary, on the 12th of May, 1903, registered in the Office of the Regis-

gistrement des comtés d'Hochelaga et de Jacques Cartier sous le No 100852 conformément à la description y apparaissant;

b) A la corporation scolaire du village de Bordeaux, suivant acte de vente devant le notaire L.-S. Forgues, le 29 juin 1906, enregistré au bureau de la division d'enregistrement des comtés d'Hochelaga et de Jacques-Cartier, sous le No 126569 conformément à la description y apparaissant;

c) A Dame Blanche Gagnon, épouse de Henri Normand, suivant acte de donation entrevifs, devant le notaire Camille Paquet, le 20 août 1910, enregistré au bureau de la division d'enregistrement des comtés d'Hochelaga et de Jacques-Cartier, sous le No 176583 conformément à la description y apparaissant;

d) A Dame Léodia Gagnon, épouse de Joseph Beauchamp, suivant acte de donation entrevifs devant le notaire Camille Paquet, le 20 août 1910, enregistré au bureau de la division d'enregistrement des comtés d'Hochelaga et de Jacques-Cartier sous le No 176584 conformément à la description y apparaissant;

e) A Dame Blanche Gagnon, épouse de Henri Normand, suivant acte de donation devant le notaire Camille Paquet, le 22 mars, 1922, enregistré au bureau de la division d'enregistrement des comtés d'Hochelaga et de Jacques-Cartier, sous le No 441082 conformément à la description y apparaissant;

f) A la cité de Montréal, en vertu d'un rapport d'expropriation par le président de la Commission des Services Publics de la province de Québec, enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Montréal sous le No 11770 conformément à la description y apparaissant;

Avec les bâtisses érigées et autres dépendances, portant autrefois les numéros civiques 1084 à 1090 Boulevard Gouin ouest, Bordeaux, et maintenant les numéros 1568 à 1576 en la cité de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de JANVIER 1935, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, 27 novembre 1934. 6933—48–2–o

[Première publication, 1er décembre, 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: L'ABBÉ DELPHIS DESROCHES *et al.*,
No C-74933. vs BARNET LEVINE, en fiducie.

Un emplacement ayant front sur la rue Berri, en la cité de Montréal, mesurant trente-huit pieds six pouces de largeur par une profondeur de quatre-vingts pieds six pouces, et composé du lot numéro deux mille cinq cent quatre-vingt-dix et la subdivision Un des subdivisions officielles du lot numéro deux mille cinq cent quatre-vingt-onze (2590 et 2591–1) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent.

Avec les bâtisses sus-érigées, dont le mur nord-ouest est mitoyen avec les prémisses adjacentes. Avec le droit de passage dans la ruelle en arrière, en commun avec les autres y ayant droit. Avec et sujet au droit de lumière et de vue ou d'avoir des fenêtres, ouvertures et projections telles qu'actuellement placées et situées sur les bâtisses érigées sur ledit emplacement ci-dessus décrit pour leur durée, et aussi similairement sur les bâtisses érigées sur l'emplacement adjacent au nord-ouest, comprenant la subdivision Deux des subdivisions officielles du lot deux mille cinq cent quatre-vingt-onze et la subdivision Un des subtration Division of the Counties of Hochelaga and Jacques Cartier under No. 100852 according to the description therein stated;

b) To the School Corporation of the Village of Bordeaux, according to a deed of sale before L. S. Forgues, notary, on the 29th of June 1906, registered in the Office of the Registration Division of the Counties of Hochelaga and Jacques Cartier under No. 126569 according to the description therein stated;

c) To Dame Blanche Gagnon, wife of Henri Normand, according to a deed of donation *inter vivos* before Camille Paquet, notary, on the 20th of August 1910, registered in the Office of the Registration Division of the Counties of Hochelaga and Jacques Cartier under No. 176583 according to the description therein stated;

d) To Dame Leodia Gagnon, wife of Joseph Beauchamp, according to deed of donation *inter vivos* before Camille Paquet, notary, on the 20th of August 1910, registered in the Office of the Registration Division of the Counties of Hochelaga and Jacques Cartier under No. 176584 according to the description therein stated;

e) To Dame Blanche Gagnon, wife of Henri Normand, according to deed of donation before Camille Paquet, notary, on the 22nd of March 1922, registered in the Office of the Registration Division for the Counties of Hochelaga and Jacques Cartier, under No. 441082, according to the description therein stated;

f) To the City of Montreal, in virtue of a report of expropriation by the President of the Province of Quebec Public Service Commission, registered in the Office of the Registration Division of Montreal, under No. 11770 according to the description therein stated;

With the buildings thereon erected and other dependencies, bearing old civic numbers 1084 to 1090 Gouin Boulevard West, Bordeaux, and now numbers 1568 to 1576 of the City of Montreal.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the THIRD day of JANUARY 1935, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, November 27, 1934. 6934—48–2

[First publication, December 1st, 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: REVEREND DELPHIS DESROCHES
No. C-74933. *et al.*, vs BARNET LEVINE, In Trust.

An emplacement fronting on Berri Street in the city of Montreal, measuring thirty eight feet six inches in width by a depth of eighty feet six inches and composed of Lot number twenty five hundred and ninety and subdivision one of the official subdivisions of lot number twenty five hundred and ninety one (2590 and 2591–1) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent.

With the buildings thereon erected. The North West wall whereof is *mitoyen* with the adjoining premises. With the right of passage in the lane in rear in common with all others having rights therein. With and subject to the right of light and view or to have windows, openings and projections as presently placed and located on the buildings erected on the said hereinabove described emplacement for their duration, and also similarly on the buildings erected on the adjacent emplacement to the North West, comprising subdivision two of the official subdivisions of lot twenty five hundred and ninety one and subdivi-

divisions officielles du lot deux mille cinq cent quatre-vingt-douze (2591-2 et 2592-1) desdits plan et livre de renvoi officiels, une servitude réciproque du droit de lumière et de vue étant établie sur et en faveur de chacun desdits emplacements pour leur bénéfice respectif.

Toutes les mesures sont d'après la mesure anglaise et plus ou moins.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIÈME jour de JANVIER 1935, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 27 novembre 1934.
[Première publication, le 1er décembre 1934]
6935—48-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: H.-A. GAUVIN; vs J.-H. D-135396. BOUCHARD, et H. LEVEILLÉ, curateur au délaissement.

Un lot de terre ayant front sur la rue Délisle, dans la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-douze de la subdivision officielle du lot originaire numéro neuf cent quarante et un (941-92) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec les maison et bâtiments dessus érigés et avec les servitudes actives et passives s'y rattachant, notamment le droit de passage en commun avec d'autres dans un passage de huit pieds de largeur établi sur le lot de terre bornant le lot susdécrit en arrière, et connu et désigné sous le numéro cent huit de la subdivision officielle du dit lot originaire numéro neuf cent quarante et un, ce passage ayant une largeur de huit pieds sur toute la profondeur du dit lot No 108 et comprenant l'extrême portion sud-ouest de ce même lot et ayant sa sortie sur la rue Albert.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de JANVIER 1935, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 27 novembre 1934. 6937—48-2-o
[Première publication, 1er décembre 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: H. A. GAUVIN; vs J. H. D-135396. BOUCHARD, and H. LEVEILLÉ, curator to the surrender of property.

A lot of land fronting on Delisle Street, in the city of Montreal, known and designated under number ninety two of the official subdivision of original lot number nine hundred and forty one (941-92) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal—with the house and other buildings thereon erected and also the active and passive servitudes attached thereto, especially the right of way in common with others in a passage of eight feet in width established on the lot of land bounding the aforesaid lot in rear, and known and designated under number one hundred and eight of the official subdivision of said original lot number nine hundred and forty one, the said passage having a width of eight feet by all the depth of said lot No. 108 and comprising the extreme Southwest portion of the same lot and having its exit on Albert Street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of JANUARY, 1935, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, November 27, 1934. 6938—48-2
[First publication, December 1st, 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: THE CANADA LIFE No 136548. ASSURANCE COMPANY; vs LES HÉRITIERS DE FEU SIMÉON BOISVERT.

(*a*) Ce certain emplacement ayant front sur la rue DeNormanville, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot 49 du plan de subdivision officielle du lot 4 (4-49) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis—avec les bâtisses susérigées portant les numéros civiques 6332, 6334 et 6336 de ladite rue DeNormanville, dont les deux murs de côté sont mitoyens avec les propriétés adjacentes; et

(*b*) Ce certain emplacement ayant front sur la rue DeNormanville, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot No 50 du plan de subdivision officiel du lot 4 (4-50) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint Louis—avec les bâtisses sus-érigées, portant les numéros civiques 6338, 6340 et 6342 de ladite rue DeNormanville, dont les deux murs de côté sont mitoyens avec les propriétés adjacentes.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: THE CANADA LIFE No. 136548. ASSURANCE COMPANY; vs THE HEIRS OF THE LATE SIMEON BOISVERT.

(*a*) That certain emplacement fronting on DeNormanville Street, in the city of Montreal, known and designated as lot 49 upon the official subdivision plan of lot 4 (4-49) upon the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Côte Saint Louis—with the buildings thereon erected bearing civic numbers 6332, 6334 and 6336 of said DeNormanville Street, both side walls whereof are *mitoyen* with the adjoining properties; and

(*b*) That certain emplacement fronting on DeNormanville Street, in the city of Montreal, known and designated as lot No 50 upon the official subdivision plan of lot 4 (4-50) upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis—with the buildings thereon erected bearing civic numbers 6338, 6340 and 6342 of said DeNormanville Street, both side walls whereof are *mitoyen* with the adjoining properties.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de JANVIER 1935, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 27 novembre 1934.
[Première publication, le 1er décembre 1934]
6941—48-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { JULES JULIEN; vs J.-L. MATHIEU; et M. JULIEN, curateur au délaissement.
No E-136440.

Un emplacement ayant front Troisième Avenue, à Rosemont, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro trois cent quatre-vingt-deux de la subdivision officielle du lot originaire cent soixante-douze (No 172-382) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Visitation—avec maison et autres bâtisses y érigées, portant les Nos civiques 5306 à 5310 de ladite 3ème Avenue, Rosemont, Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour de JANVIER 1935, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 27 novembre 1934. 6939—48-2-o
[Première publication, 1er décembre, 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { THE PRUDENTIAL INSURANCE COMPANY OF AMERICA; vs DAME ALBERTINE BRISEBOIS, épouse séparée de biens de Juan Ascala.
No B-133523.

Un emplacement ayant front sur l'Avenue Hartland, en la cité d'Outremont, mesurant quarante-cinq pieds de largeur, par cent dix pieds de profondeur et contenant en superficie de quatre mille neuf cent cinquante pieds carrés, composé:

(*a*) De la subdivision soixante-dix des subdivisions officielles du lot numéro quarante-quatre (44-70) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant trente-cinq pieds de largeur par cent dix pieds de profondeur et contenant en superficie de trois mille huit cent cinquante pieds carrés, et

(*b*) De la partie sud-est de la subdivision soixante-neuf des subdivisions officielles dudit lot numéro quarante-quatre (44-Ptie S. E. 69) desdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant dix pieds de largeur par cent dix pieds de profondeur et contenant en superficie de un mille cent pieds carrés; bornée en front vers le nord-est par l'Avenue Hartland, en arrière vers le sud-ouest par la subdivision cent quarante-cinq des subdivisions officielles dudit lot numéro quarante-quatre (44-145), d'un côté vers le nord-ouest par le résidu de ladite subdivision soixante-neuf, et de l'autre côté vers le sud-est par la subdivision soixante-dix ci-dessus décrite.

Avec la bâtisse sus-érigée, avec ensemble et sujette à une servitude de droit de lumière et de vue de manière à ce que les fenêtres, portes et ouvertures, telles qu'elles se trouvent actuellement dans la bâtisse ci-dessus décrite, restent à leur présente place et position pour la durée de ladite bâtisse, et aussi similairement pour l'emplacement adjacent au sud-est, composé de la subdivision soixante-onze et les dix pieds nord-

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of JANUARY, 1935, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, November 27th., 1934.
[First publication, December 1st., 1934]
6942—48-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { JULES JULIEN; vs J. L. MATHIEU; and M. JULIEN, curator to the surrender.
No. E-136440.

An emplacement fronting on Third Avenue, at Rosemount, in the City of Montreal, known and designated under number three hundred and eighty two of the official subdivision of the original lot one hundred and seventy two (No. 172-382) on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte de la Visitation—with a house and other buildings thereon erected, bearing civic numbers 5306 to 5310 of said Third Avenue, Rosemount, Montreal.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the FOURTH day of JANUARY 1935, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, November 27, 1934. 6940—48-2
[First publication, December 1st., 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { THE PRUDENTIAL INSURANCE COMPANY OF AMERICA; vs DAME ALBERTINE BRISEBOIS, wife separate as to property of Juan Ascala.
No. B-133523.

An emplacement fronting on Hartland Avenue, in the City of Outremont, measuring forty-five feet in width by one hundred and ten feet in depth and containing a superficial area of four thousand nine hundred and fifty square feet, composed of:

(*a*) Subdivision seventy of the official subdivisions of lot number forty-four (44-70) on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, measuring thirty-five feet in width by one hundred and ten feet in depth and containing a superficial area of three thousand eight hundred and fifty square feet, and

(*b*) Of the South-easterly part of subdivision sixty-nine of the official subdivisions of the said lot number forty-four (44-S. E. Pt. 69) on the said official plan and book of reference, measuring ten feet in width by one hundred and ten feet in depth and containing a superficial area of one thousand one hundred square feet; bounded in front towards the Northeast by Hartland Avenue, in rear towards the Southwest by subdivision one hundred and forty-five of the official subdivisions of the said lot number forty-four (44-145), on one side towards the Northwest by the residue of the said subdivision sixty-nine, and on the other side towards the Southeast by subdivision seventy hereinabove described.

With the building thereon erected, together with and subject to a servitude of right of light and view in order that the windows, doors and openings as presently existing on the building above described may remain in their present places and positions for the duration thereof, and also similarly for the adjacent emplacement on the Southeast, composed of subdivision seventy-one and the North-westerly ten feet in width

ouest de largeur par la profondeur d'icelle de la subdivision soixante-douze des subdivisions officielles dudit lot numéro quarante-quatre (44-71 et Ptie N. O. 72) et de la bâtisse sus-érigée, une servitude réciproque de droit de lumière et de vue étant établie sur et en faveur de chacun desdits emplacements pour leur bénéfice respectif sur une lisière de terrain dix pieds de largeur composée de l'extrême partie nord-ouest ayant quatre pieds de largeur par la profondeur d'icelle, de ladite subdivision soixante-onze, de l'extrême partie sud-est ayant six pieds de largeur par la profondeur d'icelle de ladite subdivision soixante-dix.

Toutes les mesures ci-dessus sont d'après la mesure anglaise et plus ou moins.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour de JANVIER 1935, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de $1,414.40 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable Juge Curran, en date du 20 novembre 1934.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 27 novembre 1934.
[Première publication, 1er décembre, 1934]
6943—48-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: D-21559. DAME CONSTANTINA LUCIANI, épouse contractuellement séparée de biens de Dominico Luciani et le dit DOMINICO LUCIANI tant personnellement que pour autoriser son épouse; vs FIORAVANTI LUCIANI et CARL ROSENBERG es-qualité, mis-en-cause; et LACHAPELLE & DENIS, avocats distrayants.

Un lot de terre situé rue Beaubien est, à Montréal, connu et désigné sous le numéro 10-1288 aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis, en la cité de Montréal, mesurant vingt-quatre pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec une maison à trois étages et dépendances y érigées et avec droit de passage en commun dans la ruelle en arrière et dans l'escalier érigé sur le lot voisin, portant le No de subdivision 1287, pour communiquer au deuxième étage de ladite maison, avec les servitudes y attachées et les droits y inhérents.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de JANVIER prochain, à TROIS heures et DEMIE de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 28 novembre 1934. 6973—48-2-o
[Première publication, 1er décembre 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No B-133655. ALBERTINE RICHARDSON; vs LADISLAS HEBERT.

a. Un emplacement ayant front sur la rue Saint-Christophe, dans la cité de Montréal, faisant partie du lot No cinq cent six aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, dans la cité de Montréal, contenant, ledit emplacement, soixante-six pieds de front par soixante-trois pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, borné en front par la dite rue Saint-Christophe, en arrière par les lots de la rue Saint-Hubert, étant partie du lot No cinq cent six; by the depth thereof of subdivision seventy-two of the official subdivisions of the said lot number forty four (44-71 and N. W. Pt. 72) and of the building thereon erected, a reciprocal servitude of right of light and view being established upon and in favour of each of the said emplacements for the benefit of them respectively over a strip of land ten feet in width composed of the extreme North-westerly portion four feet in width by the depth thereof of the said subdivision seventy-one, of the extreme South-easterly portion six feet in width by the depth thereof of the said subdivision seventy.

All the above measurements are English measure and more or less.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the FOURTH day of JANUARY 1935, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of $1,414.40 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Judge Curran, dated November 20th, 1934.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, November 27th., 1934.
[First publication, December 1st., 1934]
6944—48-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: D-21559. DAME CONSTANTINA LUCIANI, wife separate as to property by marriage contract of Dominico Luciani, and the said DOMINICO LUCIANI, both personally and to authorize his wife; vs FIORAVANTI LUCIANI and CARL ROSENBERG *es-qual., mis-en-cause;* and LACHAPELLE & DENIS, attorneys distracting for costs.

A lot of land situate on Beaubien Street East, at Montreal, known and designated under number 10-1288 on the official plan and book of reference for the Village of Côte Saint Louis, in the City of Montreal, measuring twenty four feet in width by one hundred feet in depth, English measure and more or less—with a three story house and dependencies thereon erected and with right of way in common in a lane in the rear, and in the stairway erected on the adjoining lot, bearing subdivision number 1287, to communicate with the second story of the said house, with the servitudes attached and the rights appertaining thereto.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the THIRD day of JANUARY next, at HALF PAST THREE o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, November 28, 1934. 6974—48-2
[First publication, December 1st, 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. B-133655. ALBERTINE RICHARDSON; vs LADISLAS HEBERT.

a. An emplacement fronting on Saint Christophe Street, in the city of Montreal, forming part of lot number five hundred and six of the official plan and book of reference for Saint James Ward, in the City of Montreal, the said emplacement measuring sixty six feet in front by sixty three feet in depth, English measure and more or less, bounded in front by said Saint Christophe Street, in rear by the lots of Saint Hubert Street, being part of lot number five

d'un côté, par le lot No cinq cent cinq et de l'autre côté par le lot No cinq cent huit des dits plan et livre de renvoi officiels—avec la maison et autres dépendances dessus construites;

b. Un emplacement ayant front sur la rue Messier, en la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation, sous le No cent quatre-vingt-un de la subdivision officielle du lot originaire No neuf (9-181), mesurant, ledit emplacement, vingt-cinq pieds de largeur par une profondeur de soixante-dix-huit pieds, mesure anglaise et plus ou moins—avec droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit dans la ruelle située à l'arrière du dit emplacement, et toutes les bâtisses dessus érigées et leurs dépendances; ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit emplacement.

Pour être vendus, à mon bureau, en la Cité de Montréal, le CINQUIEME jour de JANVIER 1935, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 28 novembre 1934. 6971—48–2–o
[Première publication, 1er décembre, 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITÉ DE LACHINE
No C-128489. } vs DOLOR CARDINAL.

Le lot numéro 636 des plan et livre de renvoi de la Ville de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, ayant front sur le côté ouest de la onzième Avenue, dans la cité de Lachine—avec maison dessus construite portant les numéros civiques 145-147 et 149 de la onzième Avenue.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour de JANVIER 1935, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de $1,057.50 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, daté le 27 novembre 1934.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 28 novembre 1934. 6975—48–2–o
[Première publication, 1er décembre, 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME JULIA CHUBY,
No D-135247. } épouse commune en biens de Raphael Iaunnuzi, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse; vs ANDREJ KASZUBA *et al.*

Ces lots de terre situés en la cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, ayant front sur la Douzième avenue, connus aux plan et livre de renvoi du cadastre de la ville de Lachine, sous les numéros huit cent quatre et huit cent cinq de la subdivision du lot numéro sept cent neuf—avec les bâtisses sus-érigées.

Chacun des dits lots mesure vingt-cinq pieds de largeur sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour de JANVIER 1935, à TROIS heures et DEMIE de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 28 novembre 1934. 6977—48-2
[Première publication, 1er décembre 1934]

hundred and six, on one side by lot number five hundred and five and on the other side by lot number five hundred and eight of said official plan and book of reference—with the house and other dependencies thereon erected.

b. An emplacement fronting on Messier Street, in the City of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the village of Côte de la Visitation, under number one hundred and eighty one of the official subdivision of original lot number nine (9-181), the said emplacement measuring twenty five feet in width by a depth of seventy eight feet, English measure and more or less—with the right of way in common with all others having a right thereto in the lane situate in rear of the said emplacement, and all the buildings thereon erected and their dependencies; as the whole presently subsists, with the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said emplacement.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of JANUARY, 1935, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, November 28, 1934. 6972—48–2
[First publication, November 1st., 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF LACHINE
No. C-128489. } vs DOLOR CARDINAL.

Lot number 636 on the official plan and book of reference for the town of Lachine, in the county of Jacques Cartier, fronting on the West side of Eleventh Avenue, in the city of Lachine—with a house thereon erected bearing civic numbers 145-147 and 149 of Eleventh Avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTH day of JANUARY, 1935, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of $1,057.50 shall be exacted from each and every bidder before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Curran, dated November 27, 1934.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, November 28, 1934. 6976—48–2
[First publication, December 1st., 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME JULIA CHUBY,
No. D-135247. } wife common as to property of Raphael Iaunnuzi and the latter to authorize his said wife; vs ANDREJ KASZUBA *et al.*

These lots of land situated in the city of Lachine, in the County of Jacques Cartier, fronting on Twelfth Avenue, known on the plan and in the book of reference of the cadastre of the Town of Lachine under the numbers eight hundred and four and eight hundred and five of the subdivision of lot number seven hundred and nine—with the buildings thereon erected.

Each of the said lots measures twenty five feet in width by ninety feet in depth, English measure, and more or less.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the FOURTH day of JANUARY 1935, at HALF PAST THREE o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, November 28, 1934. 6978—48-2-o
[First publication, December 1st, 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: C-134758. THE CANADA LIFE ASSURANCE COMPANY; vs J.-ADRIEN MORIN.

Un emplacement ayant front sur la rue Darling, en la cité de Montréal, connu comme étant la subdivision vingt-six des subdivisions officielles du lot numéro trente (30-26), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, contenant vingt-cinq pieds de largeur, sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins.

Avec les bâtisses sus-érigées, portant les numéros civiques 1490 et 1492 rue Darling.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour de JANVIER 1935, à DIX heures et DEMIE du matin.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, le 18 décembre 1934. 7357—51-2
[Première publication, 22 décembre, 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: D-135758. THE CANADA LIFE ASSURANCE COMPANY; vs J. ADRIEN MORIN.

Un emplacement ayant front sur la rue Darling, en la cité de Montréal, connu comme étant la subdivision vingt-cinq des subdivisions officielles du lot numéro trente (30-25), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, contenant vingt-cinq pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec les bâtisses sus-érigées, portant les numéros civiques 1484, 1486 et 1488 rue Darling.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour de JANVIER 1935, à DIX heures du matin.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, le 18 décembre 1934. 7359—51-2
[Première publication, 22 décembre, 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No E-136499. BANQUE CANADIENNE NATIONALE; vs HECTOR BOURGOUIN.

Un terrain consistant en la juste moitié nord-est du lot numéro quinze de la re-subdivision officielle du lot numéro onze de la subdivision officielle du lot numéro douze (12-11-15) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par toute la profondeur dudit lot, bornée en front par l'Avenue du Parc, en arrière par une ruelle, d'un côté vers le sud-ouest par le résidu du dit lot et de l'autre côté vers le nord-est par le lot No 16 de la subdivision du lot No 11 du lot originaire No 12 des mêmes plan et livre de renvoi officiels—sans bâtisse, avec droit de passage dans la ruelle située en arrière dudit terrain en commun avec les autres.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour de JANVIER, 1935, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du Shérif,
Montréal, 19 décembre 1934. 7395—51-2-o
[Première publication, 22 décembre 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: C-134758. THE CANADA LIFE ASSURANCE COMPANY; vs J. ADRIEN MORIN.

An emplacement fronting on Darling Street, in the City of Montreal, known as subdivision twenty-six of the official subdivisions of lot number thirty (30-26), on the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Hochelaga, containing twenty-five feet in width, by one hundred feet in depth, English measure, and more or less.

With the buildings thereon erected bearing the civic numbers 1490 and 1492 Darling Street.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY-FOURTH day of JANUARY 1935, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, December 18th, 1934. 7358—51-2-o
[First publication, December 22nd., 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: D-135758. THE CANADA LIFE ASSURANCE COMPANY; vs J. ADRIEN MORIN.

An emplacement fronting on Darling Street, in the City of Montreal, known as subdivision twenty-five of the official subdivisions of lot number thirty (30-25), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, containing twenty-five feet in width, by one hundred feet in depth, English measure, and more or less.

With the buildings thereon erected bearing the civic numbers 1484, 1486 and 1488 Darling Street.

To be sold, at my office in the City of Montreal, in the TWENTY FOURTH day of JANUARY 1935, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, December 18th., 1934. 7360—51-2-o
[First publication, December 22nd., 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. E-136499. BANQUE CANADIENNE NATIONALE; vs HECTOR BOURGOUIN.

A lot of land consisting in the exact northeast half of lot number fifteen of the official resubdivision of lot number eleven of the official subdivision of lot number twelve (12-11-15) on the official plan and book of reference for the incorporated Village of Côte Saint-Louis, measuring twenty five feet in width by the whole depth of the said lot, bounded in front by Park Avenue, in the rear by a lane, on one side on the Southwest by the residue of the said lot and on the other side on the Northeast by lot No. 16, of the subdivision of lot No. 11, of the original lot No. 12, of same official plan and book of reference—without buildings, with right of way in the lane situate in the rear of said lot of land, in common with others.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of JANUARY, 1935, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, December 19th, 1934. 7396—51-2
[First publication, December 22nd, 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No F-137603. ADELARD LACHAPELLE, avocat et Conseil du Roi, et LUCIEN DENIS, avocat et Conseil du Roi, pratiquant leur profession ensemble sous le nom de "Lachapelle et Denis; vs JEAN-BAPTISTE PARENT.

Un lot de terre ayant front sur la rue Saint-Dominique, dans la Cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro 1147, onze cent quarante-sept, de la subdivision officielle du lot numéro 10 (No 10-1147) des plan et livre de renvoi officiels du Village de la Côte Saint-Louis, contenant vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec droit de passage en commun avec les autres y ayant droit, dans les ruelles desservant le lot en arrière, aux conditions ordinaires d'entretien—avec une maison et autres bâtisses dessus construites, portant les Nos civiques 6980 à 6990 de ladite rue Saint-Dominique. Ainsi que le tout se trouve actuellement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées au dit lot.

Pour être vendu, à mon bureau, en la Cité de Montréal, le VINGT-QUATRIÈME jour de JANVIER 1935, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, 18 décembre 1934. 7355—51-2-o

[Première publication, 22 décembre, 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: B-133513. JOSEPH GERSOVITZ, vs JACOB GREENBERG.

Ce certain lot de terre actuellement connu comme étant le numéro de subdivision soixante-trois du lot officiel numéro neuf cent deux (902-63) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, en la cité de Montréal, borné en front par l'Avenue Henri-Julien, et avec les bâtisses sus-érigées, portant les numéros civiques 3691, 3693, 3695 de ladite Avenue Henri-Julien, avec le droit de passage dans la ruelle en arrière et les autres ruelles y communiquant, en commun avec les autres y ayant droit.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIÈME jour de JANVIER 1935, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, le 19 décembre 1934. 7397—51-2

[Première publication, 22 décembre, 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: F-137664. ROSE LALONDE, veuve de Stanislas Richardson, ET AL; vs LADISLAS HEBERT.

a. Un emplacement situé sur la Cinquième Avenue, dans le quartier Rosemont, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision deux mille deux cent quatre-vingt-neuf du lot numéro officiel cent soixante-douze (172-2289) aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation, contenant vingt-cinq pieds de front par soixante-dix-huit pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec droit en commun dans la ruelle située en arrière dudit lot, ainsi que dans d'autres ruelles communiquant à celle-ci, en commun avec ceux y ayant deroit et avec les bâtisses dessus érigées, ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. F-137603. ADELARD LACHAPELLE, advocate and King's Counsel, and LUCIEN DENIS, advocate and King's Counsel, practising their profession together under the name of "Lachapelle et Denis"; vs JEAN BAPTISTE PARENT.

A lot of land fronting on Saint Dominique Street, in the city of Montreal, known and designated under number 1147, eleven hundred and forty seven, of the official subdivision of lot number 10 (No. 10-1147) of the official plan and book of reference of the incorporated Village of Côte Saint Louis, measuring twenty five feet in width by one hundred feet in depth, English measure and more or less, with right of way in common with others having a right thereto, in the lanes serving the lot in rear, under ordinary conditions of maintenance—with a house and other buildings thereon erected, bearing civic Nos. 6980 to 6990 of said Saint Dominique Street. As the whole presently subsists with the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of JANUARY 1935, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, December 18, 1934. 7356—51-2

[First publication, December 22nd., 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: B-133513. JOSEPH GERSOVITZ; vs JACOB GREENBERG.

That certain lot of land now known as subdivision number sixty-three of the official lot number nine hundred and two (902-63) on the official plan and book of reference of the Saint Louis Ward, in the City of Montreal, bounded in front by Henri Julien Avenue, and with the buildings thereon erected bearing civic numbers 3691, 3693, 3695 of the said Henri Julien Avenue, and with the right in use in the lane in rear and in the lanes communicating therewith, in common with others having rights therein.

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of JANUARY 1935, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, December 19th., 1934. 7398—51-2-o

[First publication, December 22nd., 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: F-137664. ROSE LALONDE, widow of Stanislas Richardson, ET AL; vs LADISLAS HEBERT.

a. An emplacement situate on Fifth Avenue, in Rosemont Ward, in the City of Montreal, known and designated as being subdivision two thousand two hundred and eighty nine of official lot number one hundred and seventy two (172-2289) on the official plan and book of reference for the Village of Côte de la Visitation, measuring twenty five feet in front by seventy eight feet in depth, English measure and more or less—with right, in common, in the lane situate in the rear of said lot, and also in other lanes communicating with the same, in common with others having rights therein, and with the buildings thereon erected, as the whole presently subsists, with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.

b. Un immeuble situé dans le quartier Saint-Jacques, en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Saint-Hubert, connu et désigné comme étant la partie sud-est du lot numéro dix-neuf de la subdivision du lot numéro huit cent quarante-neuf (849-19) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du quartier Saint-Jacques, laquelle partie de lot contient dix-neuf pieds et huit pouces et demi de largeur par quatre-vingt-cinq pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, borné en arrière par une ruelle, du côté nord-ouest par le résidu du dit lot numéro dix-neuf et du côté sud-est par le lot numéro de subdivision vingt—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour de JANVIER 1935, à DIX heures ET DEMIE du matin.

Un dépôt de $550. quant au paragraphe *a* et de $650. quant au paragraphe *b* sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Curran, daté le 17 décembre 1934.

Le shérif,
Bureau du Shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 19 décembre 1934. 7399—51-2-o
[Première publication, 22 décembre 1934]

b. An emplacement situate in Saint James Ward, in the City of Montreal, fronting on Saint Hubert Street,and kwown and designated as being the Southeast part of lot number nineteen of the subdivision of lot number eight hundred and forty nine (849-19) on the official cadastral plan and book of reference for Saint James Ward, said part of lot measuring nineteen feet, eight inches and one half in width by eighty five feet in depth, English measure and more or less, bounded in the rear by a lane,on the Northwest side by the residue of said lot number nineteen, and on the Southeast side by subdivision lot number twenty —with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of JANUARY, 1935, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $550. as to paragraph *a* and $650. as to paragraph *b*, shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Curran, dated December 17th, 1934.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, December 19th, 1934. 7400—51-2
[First publication, December 22nd, 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: E-136436. RAYMOND MASSON *et al., es-qual.*; vs LILLY COHEN.

Un emplacement situé rue Saint-Urbain, en la cité de Montréal, district de Montréal, portant les numéros civiques 5267, 5269 et 5271 de ladite rue Saint-Urbain, et composé:

Ce certain emplacement étant la moitié sud-est du lot de terre connu comme étant la subdivision numéro quatre cent soixante-cinq du lot originaire numéro onze (11-465) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, et mesurant vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, et bornée en front par la rue Saint-Urbain, en arrière par une ruelle, d'un côté, par l'autre moitié du dit lot, et de l'autre côté par le lot No 11-464, des mêmes plan et livre de renvoi—avec droit en commun avec tous autres dans la ruelle en arrière et avec une maison portant les anciens numéros civiques 2071, 2073 et 2075, et les nouveaux numéros civiques 5267, 5269 et 5271 de ladite rue Saint-Urbain, à Montréal,et autres bâtisses dessus construites; avec les droits de mitoyenneté dans le solage du mur sud-est de ladite maison, tel qu'établis dans un acte de vente enregistré sous le No 133963.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour de JANVIER 1935, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de $850. sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, daté le 19 décembre 1934.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 19 décembre 1934. 7401—51-2-o
[Première publication, 22 décembre, 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: E-136436. RAYMOND MASSON *et al., es-qual.*; vs LILLY COHEN.

An emplacement situate on Saint Urbain Street, in the City of Montreal, district of Montreal, bearing civic numbers 5267, 5269 and 5271 of said Saint Urbain Street, and composed of:

That certain emplacement being the Southeast half of the lot of land known as being subdivision number four hundred and sixty five of original lot number eleven (11-465) of the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Côte Saint Louis, and measuring twenty five feet in width by one hundred feet in depth, English measure and more or less, and bounded in front by Saint Urbain Street, in rear by a lane, on one side by the other half of said lot, and on the other side by lot No. 11-464, of same plan and book of reference—with right in common with all others in the lane in rear thereof and with a house bearing old civic numbers 2071, 2073 and 2075, and new civic numbers 5267, 5269 and 5271 of said Saint Urbain Street, Montreal and other buildings thereon erected, with rights of *mitoyenneté* in the foundation of the Southeast wall of the said house, as established in a deed of sale registered under No. 133963.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of JANUARY, 1935, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of $850.00 will be exacted from each and every bidder pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated December 19, 1934.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, December 19, 1934. 7402—51-2
[First publication, December 22nd., 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: D-135472. R.-H. MINER COMPANY, LIMITED; vs CREMAZIE REALTY, LTD; ET RENE TALBOT, Curateur au délaissement.

Un lot de terre connu et désigné comme étant la subdivision numéro deux cent cinquante-cinq du lot originaire numéro cent quarante-neuf

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: D-135472. R. H. MINER COMPANY, LIMITED; vs CREMAZIE REALTY LTD, AND RENE TALBOT, curator to the surrender.

A lot of land known and designated as being subdivision number two hundred and fifty five of original lot number one hundred and forty nine

(149-255) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses et constructions dessus érigées portant le numéro civique 4597 de l'Avenue Mayfair, en la cité de Montréal.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour de JANVIER, 1935, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de $400. sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Surveyer, daté le 14 décembre 1934.

Le shérif,
Bureau du Shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 19 décembre 1934. 7403—51-2-o
[Première publication, 22 décembre 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: THE COMMERCIAL
D-129730. LOAN CO., LTD.;
vs MORRIS BALINSKY.

Un emplacement situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue de Bullion, connu et désigné comme étant le lot No cinq cent quatre-vingt-huit (588) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du quartier Saint-Louis—avec les bâtisses dessus érigées, tel que le tout se trouve actuellement avec les servitudes actives et passives attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la Cité de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour de JANVIER, 1935, à DIX heures du matin.

Un dépôt de $650. sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Surveyer, daté le 14 décembre 1934.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 19 décembre 1934. 7405—51-2-o
[Première publication, 22 décembre, 1934]

(149-255) of the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with the buildings and constructions thereon erected, bearing civic number 4597 Mayfair Avenue, in the city of Montreal.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of JANUARY, 1935, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of $400.00 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Surveyer, dated December 14th, 1934.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, December 19th, 1934. 7404—51-2
[First publication, December 22nd, 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: THE COMMERCIAL
D-129730. LOAN CO., LTD.;
vs MORRIS BALINSKY.

An emplacement situate in the City of Montreal, fronting on de Bullion Street, known and designated as being lot number five hundred and eighty eight (588) on the official cadastral plan and book of reference for Saint Louis Ward—with the buildings thereon erected, as the whole presently subsists, with the active and passive servitudes attached to the said immovable.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of JANUARY 1935, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $650. shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Surveyer, dated December 14, 1934.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, December 19, 1934. 7406—51-2
[First publication, December 22nd., 1934]

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : ATTENDU que, dans
No 29286. une cause où la COMMISSION DU PRET AGRICOLE CANADIEN, corporation existant en vertu d'une loi fédérale et ayant en vertu de cette loi, son siège social en la cité de Québec pour la Province de Québec, était demanderesse; vs PHILIPPE PEPIN, cultivateur, de Saint-Ubald, comté de Portneuf, était défendeur et DAME VICTOIRE BEAUPRÉ, veuve de feu Napoléon Pépin, en son vivant, cultivateur, de Saint-Ubald, était mise en cause, saisi comme appartenant au dit Philippe Pepin, savoir: Le lot No 59 (cinquante-neuf) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ubald, comté de Portneuf, étant une terre située à Saint-Ubald, dans le rang Sainte-Anne, contenant trois arpents de largeur sur une profondeur de trente arpents, le tout plus ou moins, bornée en front à Alex. Martel, en profondeur à la Canada Power & Paper, au nord à O. Racine et au sud, à Joseph Lavallée—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Ubald, comté de Portneuf, le VINGT-CINQUIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, L. LAPIERRE.
Québec, 20 décembre 1934. 7411—51-2-o
[Première publication, 22 décembre 1934]
[Deuxième publication, 5 janvier 1935]

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: WHEREAS, in a cause
No 29286. wherein THE CANADIAN FARM LOAN BOARD, a corporation existing in virtue of a Federal Act, and having, pursuant to the said Act, its head office in the City of Quebec for the Province of Quebec, was Plaintiff; vs PHILIPPE PEPIN, farmer, of Saint Ubald, county of Portneuf, was defendant, and DAME VICTOIRE BEAUPRÉ, widow of the late Napoléon Pepin, is his lifetime, farmer, of Saint Ubald, was *mise-en-cause*, seized as belonging to the said Philippe Pepin, to wit: Lot No. 59 (fifty nine) of the official cadastre for the parish of Saint Ubald, county of Portneuf, being a farm situate in Saint Ubald, in the Sainte Anne range, measuring three arpents in width by a depth of thirty arpents, the whole more or less, bounded in front by Alex. Martel, in depth by the Canada Power & Paper, on the North by O. Racine and on the South by Joseph Lavallée—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Ubald, county of Portneuf, on the TWENTY FIFTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, December 20th, 1934. 7412—51-2
[First publication, December 22nd, 1934]
Second publication, January 5th, 1935]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski, No. 4838. } HENRI CIMON, forgeron, Rimouski; vs DAME REGINA COTÉ, épouse séparée de biens de Louis-Philippe Martin, Rimouski, dûment autorisée, savoir:

1. Partie du lot deux cent un au cadastre officiel de la ville de Rimouski, mesurant 18 pieds de front sur 90 de profondeur, mesure française, bornée au nord à Dame Vve Ernest Martin, à l'est à Dame Régina Côté-Martin, au sud à la rue de l'Evêché, à l'ouest à la rue Saint-Edmond—avec bâtisses sus construites.

2. Partie du lot deux cent un au cadastre officiel de la ville de Rimouski, mesurant 67 pieds de front, en avant, et 90 pieds en arrière sur 90 de profondeur, mesure française, bornée au nord à Dame Vve Ernest Martin, au sud partie à la rue de l'Evêché et partie à Réné Asselin, à l'est partie à Réné Asselin et partie à Dame F.-X. Proulx, et à l'ouest à Dame Régina Côté-Martin, défenderesse—avec bâtisses dessus construites et dépendances, à charge de la rente foncière en faveur des Rvdes Sœurs de la Charité.

Pour être vendus, en bloc, au Bureau du Shérif, Palais de Justice, Rimouski, le VINGT-DEUXIEME jour de JANVIER, 1935, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du Shérif. CHS. D'ANJOU.

Rimouski, 18 décembre 1934. 7361—51-2-o

[Première publication, 22 décembre 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski. No. 4838. } HENRI CIMON, blacksmith, Rimouski; vs DAME REGINA COTÉ, wife separate as to property of Louis Philippe Martin, Rimouski, duly authorized, to wit:

1. Part of lot number two hundred and one on the official cadastre for the town of Rimouski, measuring 18 feet in front by 90 feet in depth, French measure, bounded on the North by Dame Widow Ernest Martin, on the East by Dame Régina Côté-Martin, on the South by "l'Evêché" Street, on the West by Saint Edmond Street—with buildings thereon erected.

2. Part of lot number two hundred and one on the official cadastre for the town of Rimouski, measuring 67 feet in width in front, and 90 feet in width in rear by 90 feet in depth, French measure, bounded on the North by Dame Widow Ernest Martin, on the South, partly by "l'Evêché" Street and partly by René Asselin, on the East partly by René Asselin and partly by Dame F. X. Proulx, and on the West by Dame Régina Côté-Martin, the defendant—with buildings thereon erected and dependencies, subject to the ground rent, in favour of the Reverend Sisters of Charity.

To be sold *en bloc* at the Sheriff's Office, Court House, Rimouski, on the TWENTY SECOND day of JANUARY, 1935, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,

Sheriff's Office, Sheriff.

Rimouski, December 18th, 1934. 7362—51-2

[First publication, December 22nd, 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski, No } J. DUFOUR & FILS, LTÉE, Saint-Moïse; vs ARTHUR NADEAU, savoir:

Tous droits d'occupation, de défrichement, de préemption, améliorations et autres que le défendeur Arthur Nadeau a et peut avoir sur le lot No vingt-six et la moitié nord du lot No vingt-sept au cadastre officiel du rang sud-ouest du chemin Kempt, au Canton Cabot—avec bâtisses.

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église de Padoue, le VINGT-TROISIEME jour de JANVIER 1935, à MIDI.

Le shérif,

Bureau du shérif, CHS. D'ANJOU.

Rimouski, 18 décembre 1934. 7363—51-2-o

[Première publication, 22 décembre, 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, No. } J. DUFOUR & FILS, LTÉE, Saint Moise; vs ARTHUR NADEAU, to wit:

All occupation, clearing, preemption, improvement and other rights which the defendant Arthur Nadeau has or may have on lot number twenty six and the North half of lot number twenty seven on the official cadastre for the Southwest range of the Kempt Road, in the Township of Cabot—with buildings.

To be sold "*en bloc*" at the church door of Padoue, on the TWENTY THIRD day of JANUARY, 1935, at NOON.

CHS. D'ANJOU,

Sheriff's Office, Sheriff.

Rimouski, December 18, 1934. 7364—51-2

[First publication, December 22nd., 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski, No 2813 } R.-E. ASSELIN, avocat, Rimouski; vs JOSEPH CARON, savoir:

Les lots Nos deux cent quatre-vingt-six et deux cent quatre-vingt-sept au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Octave-de-Métis.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Octave-de-Métis, le DEUXIEME jour de JANVIER 1935, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, CHS. D'ANJOU.

Rimouski, 27 novembre 1934. 6945—48-2-o

[Première publication, 1er décembre 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski. No. 2813. } R. E. ASSELIN, advocate, Rimouski; vs JOSEPH CARON, to wit:

Lots numbers two hundred and eighty six and two hundred and eighty seven, on the official cadastre of the parish of Saint Octave de Métis.

To be sold at the church door of Saint Octave de Métis, on the SECOND day of JANUARY, 1935, at TWO o'clock in the afternoon.

CHS. D'ANJOU,

Sheriff's Office, Sheriff.

Rimouski, November 27, 1934. 6946—48-2-o

[First publication, December 1st, 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

District de Rimouski, No 4806. ROSE-ANNA ST-AMAND, épouse séparée de biens de Auguste Gagnon, dûment autorisée; vs JOSEPH ST-AMAND, savoir:

Le lot No cent soixante-six-un (166-1) au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Marie de Sayabec, de 90 pieds par 180—avec bâtisses susconstruites, y compris la boulangerie et accessoires, tables, huches, casseroles, four, brique et pierre pour le four, à charge de la rente emphytéotique.

Pour être vendu à la porte de l'église de Sayabec, le VINGT-TROISIEME jour de JANVIER, 1935, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
CHS. D'ANJOU.

Bureau du shérif,
Rimouski, 18 décembre 1934. 7365—51-2-o
[Première publication, 22 décembre, 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

District de Rimouski, No 4469. ROSARIO BOUCHARD *et al.*; vs ADELARD PIERSON, savoir:

1. Partie du lot No cinq cent quarante et un au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flavie—avec moulin à farine, bâtisses, circonstances et dépendances, de 1 arpent de front, sur 1¼ de profondeur, bornée à l'ouest, au nord et à l'est à André Labbé ou représentant.

2. Partie du lot cinq cent trente-neuf au cacastre officiel de la paroisse de Sainte-Flavie, contenant 2 arpents de front sur 14 de profondeur, plus ou moins, bornée à l'ouest à André Labbé ou représentants, à l'est à Dame Israel Tremblay, au sud à Saint-Joseph et au nord au chemin public du 3ème rang, à distraire l'emplacement loué à Philippe Ross par Alex. Larrivé, mais avec droit de retirer et percevoir le loyer ou rente de terrain payable par le représentant de feu Philippe Ross à l'avenir.

Pour être vendus à la porte de l'église du village de Mont-Joli, le DEUXIEME jour de JANVIER 1935, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
CHS D'ANJOU.

Bureau du shérif,
Rimouski, 27 novembre 1934. 6947—48-2-o
[Première publication, 1er décembre 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

District de Rimouski, No 4724. J.-ONÉSIME ROY, vs LOUIS BOUFFARD, savoir:

Partie du lot No 18 au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane, de environ 70 pieds de front sur environ 100 de profondeur, mesure anglaise, bornée au nord au chemin public, à l'est à Dame Luc Bélanger, au sud et au sud-ouest à la rivière du Petit Matane et à l'ouest à Dame Vve Michel Desrosiers, à un petit chemin d'accommodation qu'il y a entre les deux propriétés—avec magasin-résidentiel et la moitié du hangar sur le dit terrain, à charge de la rente foncière.

Pour être vendue à la porte de l'église de Saint-Jérôme-de-Matane, le TROISIEME jour de JANVIER 1935, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
CHS. D'ANJOU.

Bureau du shérif,
Rimouski, le 27 novembre 1934. 6949—48-2-o
[Première publication, le 1er décembre 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

District of Rimouski, No. 4806. ROSE ANNA ST-AMAND, wife separate as to property of Auguste Gagnon, duly authorized; vs JOSEPH ST-AMAND, to wit:

Lot number one hundred and sixty six-one (166-1) of the official cadastre of the parish of Sainte Marie de Sayabec, measuring 90 feet by 180—with buildings thereon erected, including a bakery and accessories, tables, kneading-trough, pans, oven, brick and stone for the oven, subject to an emphyteutic rent.

To be sold at the church door of Sayabec, on the TWENTY THIRD day of JANUARY, 1935, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rimouski, December 18, 1934. 7366—51-2
[First publication, December 22nd., 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

District of Rimouski, No. 4469. ROSARIO BOUCHARD *et al.*, vs ADELARD PIERSON, to wit:

1. Part of lot number five hundred and forty one of the official cadastre of the parish of Sainte Flavie—with the flour mill, buildings, circumstances and dependencies, measuring one arpent in front by 1¼ in depth, bounded on the West, on the North and on the East by André Labbé or representative.

2. Part of lot five hundred and thirty nine of the official cadastre of the parish of Sainte Flavie, measuring 2 arpents in front by 14 in depth, more or less, bounded on the West, by André Labbé or representatives, on the East by Dame Israel Tremblay, on the South by Saint Joseph, and on the North by the public road of the 3rd range, to be deducted the emplacement leased to Philippe Ross by Alex. Larrivé, but with right to collect the rental of the land payable by the representative of the late Philippe Ross in future.

To be sold at the church door of the Village of Mont Joli, on the SECOND day of JANUARY, 1935, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rimouski, November 27, 1934. 6948—48-2
[First publication, December 1st, 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

District of Rimouski, No. 4724. J. ONESIME ROY; vs LOUIS BOUFFARD, to wit:

Part of lot No. 18 of the official cadastre of the parish of Saint Jerome de Matane, measuring about 70 feet in front by about 100 feet in depth, English measure, bounded on the North by the public road, on the East by Dame Luc Belanger, on the South and Southwest by the Petite Matane river and on the West by Dame widow Michel Desrosiers, at a small service road that lies between the two properties—with a residential-store and half the shed on the said lot of land, subject to a ground rent.

To be sold at the church door of Saint Jerome de Matane, on the THIRD day of JANUARY, 1935, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rimouski, November 27th., 1934. 6950—48-2
[First publication, December 1st., 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

District de Rimouski, No. 4812. } ANSELME COTÉ, Luceville; vs EUGÈNE TREMBLAY, savoir:

Partie du lot No deux cent cinquante-sept au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flavie, à Mont-Joli, contenant 56 pieds de front sur 90 de profondeur, bornée au nord à une rue, à l'est à Ernest Lévesque, au sud à Jean Francœur, et à l'ouest à Joseph Ross—avec bâtisses sus-construites et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église du village de Mont-Joli, le DEUXIEME jour de JANVIER, 1935, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, CHS D'ANJOU.
Rimouski, 28 novembre 1934. 6981—48-2-o
[Première publication, 1er décembre 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

District of Rimouski, No. 4812. } ANSELME COTÉ, Luceville; vs EUGENE TREMBLAY, to wit:

Part of lot number two hundred and fifty seven on the official cadastre for the parish of Sainte Flavie, at Mont-Joli, measuring 56 feet in front by 90 feet in depth, bounded on the North by a Street, on the East by Ernest Lévesque, on the South by Jean Francœur and on the West by Joseph Ross—with the buildings thereon erected and dependencies.

To be sold at the church door of the village of Mont-Joli, on the SECOND day of JANUARY, 1935, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, November 28, 1934. 6982—48-2
[First publication, December 1st, 1934]

ROBERVAL

FIERI FACIAS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Québec, No 30231. } LE PRET HYPOTHECAIRE, corporation légale ayant son principal bureau et lieu d'affaires en la cité de Québec; demanderesse; vs THEOPHILE TREMBLAY, Hébertville-Station, défendeur, à savoir:

1. Un terrain ou emplacement situé en la paroisse de Saint-Bruno, comté du Lac Saint-Jean, mesurant cinquante pieds de front ou largeur, sur cent pieds de profondeur, faisant partie de la demie sud du lot numéro un-A (Ptie ½ sud No 1-A), du cadastre officiel pour le cinquième rang, du canton de Labarre, borné en front vers l'ouest au chemin Alma; en arrière à la profondeur vers l'est et au nord au terrain de Théophile Tremblay, au sud à l'emplacement de Gagnon & Frères de Roberval, Limitée—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Toute la juste demie-sud du lot numéro un-A (½ sud de 1-A), du cadastre officiel pour le cinquième rang, du canton de Labarre, de la contenance d'environ cinquante acres en superficie—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Cependant sauf à distraire l'emplacement ci-dessus décrit en premier lieu avec bâtisses s'y trouvant, et aussi l'emplacement de Gagnon & Frères de Roberval, Limitée, acquis du Shérif le 25 septembre 1934—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendus séparément à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Bruno, MARDI le VINGT-DEUXIEME jour de JANVIER prochain (1935) à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, 18 décembre 1934. 7367—51-2-o
[Première publication, le 22 décembre 1934.]

ROBERVAL

FIERI FACIAS.
Superior Court.

Province of Quebec, District of Quebec, No. 30231. } LE PRET HYPOTHECAIRE, a body politic and corporate having its head office and place of business in the City of Quebec, plaintiff; vs THEOPHILE TREMBLAY, Hébertville-Station, defendant, to wit:

1. A lot of land or emplacement situate in the parish of Saint Bruno, county of Lake Saint John, measuring fifty feet in front or width, by one hundred feet in depth, forming part of the Southern half of lot number one-A (South ½ Pt. No. 1-A), of the official cadastre for the fifth range, of the township of Labarre, bounded in front on the West by the Alma road; in rear at the depth on the East and on the North by the land of Théophile Tremblay, on the South by the emplacement of Gagnon & Frères de Roberval, Limitée—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. All the exact Southern half of lot number one-A (South ½ of 1-A) of the official cadastre for the fifth range, of the township of Labarre, containing about fifty acres in area—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Save, however, to be deducted the emplacement hereinabove firstly described—with the buildings thereon erected, and also the emplacement of Gagnon & Frères de Roberval, Limitée, acquired from the Sheriff on the 25th of September, 1934—with the buildings thereon erected.

To be sold separately at the church door of the parish of Saint Bruno on TUESDAY the TWENTY SECOND day of JANUARY next, 1935, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Roberval, December 18, 1934. 7368—51-2
[First publication, December 22nd., 1934]

FIERI FACIAS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Roberval. No 8468. } DAME ANNA BERNIER, née Anna Boulet, veuve de Thiburce Bernier, de son vivant, forgeron, du village de Cap Saint-Ignace, comté de Montmagny, du dit village de Cap Saint-Ignace; demanderesse; vs JOSEPH TREMBLAY et ADELARD

FIERI FACIAS.
Superior Court.

Province of Quebec, District of Roberval, No. 8468. } DAME ANNA BERNIER, *née* Anna Boulet, widow of Thiburce Bernier, in his lifetime blacksmith, of the Village of Cap Saint Ignace, County of Montmagny, of the said Village of Cap Saint Ignace, plaintiff; vs JOSEPH TREMBLAY and ADE-

TREMBLAY, tous deux fils de Nérée Tremblay, cultivateurs, de Saint-Félicien, district de Roberval, défendeurs; et JOSEPH-STANISLAS BEAUDOIN, de la paroisse de Saint-François de la rivière du Sud, comté de Montmagny, curateur au délaissement, à savoir:

Contre le curateur au délaissement:

Une terre située à Saint-Félicien, contenant en superficie cinquante acres, connue et désignée comme étant la juste moitié sud-est du lot numéro six (½ S. E. No 6), du troisième rang du cadastre officiel du canton Demeules—avec les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Félicien, LUNDI, le SEPTIEME jour de JANVIER prochain (1935) à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, 26 novembre 1934. 6929—48-2-o
[Première publication, 1er décembre 1934]

LARD TREMBLAY, both sons of Nérée Tremblay, farmers, of Saint Félicien, District of Roberval, defendants; and JOSEPH STANISLAS BEAUDOIN, of the Parish of Saint François de la rivière du Sud, County of Montmagny, curator to the surrender, to wit:

Against the curator to the surrender:

A farm situate at Saint Félicien, containing fifty acres in area, known and designated as being the exact Southeast half of lot number six (S. E. ½ No. 6) in the third range, on the official cadastre for the Township of Demeules—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Félicien, on MONDAY, the SEVENTH day of JANUARY next (1935), at TWO o'clock in the afternoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Roberval, November 26, 1934. 6930—48-2
[First publication, December 1st, 1934]

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Saint-François, No 268. } ALVINE BEDARD, épouse commune en biens de François Sévigny, Hillhurst, dit district, demanderesse; vs FRANÇOIS SEVIGNY, cultivateur, de Hillhurst, dit district, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur.

Un certain morceau de terre—avec les bâtisses y érigées, situé dans le canton de Compton, comprenant les lots de cadastre Nos six-D, dans le quatrième rang, six-A dans le cinquième rang, sept-C dans le quatrième rang, d'environ quatre-vingt-dix-huit acres, plus ou moins, et aussi le lot de cadastre No six-B dans le dit cinquième rang de Compton, contenant soixante acres de terre, plus ou moins—avec les bâtisses érigées sur la dite ferme, excepté le petit morceau d'environ sept acres vendu par William Beaudin à Abraham Church, par contrat devant le notaire J. Fraser.

Pour être vendus, "en bloc" JEUDI, le VINGT-QUATRIEME jour de JANVIER 1935, à UNE heure P. M., au bureau d'enregistrement de la ville de Coaticook.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-P.-C. LEMIEUX.
Sherbrooke, ce 13 décembre 1934.
[Première publication, 22 décembre, 1934]
7313—51-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour du Magistrat.—Dans et pour le comté de Stanstead, à Coaticook.

Canada, Province de Québec, District de Saint-François No 2650. } LA MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE SAINT-HERMÉNÉGILDE, district de Saint-François, demanderesse; vs H. B. AMEY, de Island-Pond, E. U., défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur:

Dans le canton de Hereford, district de Saint-François:

"Le quart indivis des lots suivants: le lot suivant dans le premier rang: le lot No: 21-B excepté deux acres prises au coin sud-est d'icelui, vendues à James A. Parrish;

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Saint Francis, No. 268. } ALVINE BEDARD, wife common as to property of François Sévigny, Hillhurst, said district, plaintiff; vs FRANÇOIS SEVIGNY, farmer, of Hillhurst, said district, defendant.

Seized as belonging to the said defendant.

A certain piece of land—with the buildings thereon erected, situated in the township of Compton, including cadastral lots Nos: Six-D in the fourth range, Six-A in the fifth range, Seven-C in the fourth range, of about ninety-eight acres, more or less, and the cadastral lot No. Six-B in the said fifth range of Compton, containing sixty acres of land more or less—with buildings thereon erected, less the small part of about seven acres sold by William Beaudin to Abraham Church, by deed before notary J. Fraser.

To be sold at the Registry Office, Coaticook, "*en bloc*", THURSDAY, the TWENTY-FOURTH day of JANUARY 1935, at ONE of the clock, P. M.

J. P. C. LEMIEUX,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, this 13th of December 1934.
[First publication, December 22nd., 1934]
7314—51-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Magistrate's Court.—In the County of Stanstead, at Coaticook.

Canada, Province of Quebec, District of Saint Francis, No. 2650. } THE MUNICIPALITY OF THE PARISH OF SAINT HERMENEGILDE, district of Saint Francis, plaintiff; vs H. B. AMEY, of Island-Pond, U. S., defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

In the Township of Hereford, district of Saint Francis:

The undivided fourth of the following lots:

"The following lot in the first range: lot No. 21-B, less two acres taken at the Southeast corner of said lot, sold to James A. Parrish;

Les lots suivants dans le deuxième rang: partie du lot No 23, qui se trouve au nord du chemin public allant de Coaticook à Canaan; le lot de cadastre No 26 excepté les parties d'icelui vendues à Théophile Tanguay, connues comme étant de la Place "Charles Nadeau", et à Jean Tardif;

La moitié sud du lot de cadastre No 28 excepté la partie connue comme étant la pointe vendue à Philippe-W. Labrecque;

La moitié nord du lot de cadastre No 20;

Le lot de cadastre No 19-A;

Le lot de cadastre No 21-C;

Le lot de cadastre No 27, excepté les parties d'icelui vendues à Jos. Tanguay;

Le lot suivant dans le troisième rang: le lot de cadastre No 23-C;

Les lots suivants dans le quatrième rang: le lot de cadastre No 24-A; le lot de cadastre No 20; le lot de cadastre No 21;

Le lot suivant dans le cinquième rang: le lot de cadastre No 24-A".

Pour être vendus "en bloc" à Coaticook, au bureau d'enregistrement, JEUDI, le VINGT-QUATRIEME jour de JANVIER prochain, à TROIS heures, p. m.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-P.-C. LEMIEUX.

Sherbrooke, ce treizième jour de décembre 1934. 7315—51-2-o

[Première publication, le 22 décembre 1934]

The following lots in the second range: part of lot No 23 found on the North of the public road going from Coaticook to Canaan; the cadastral lot No 26 less the parts of said lot sold to Theophile Tanguay, known as being of the Place "Charles Nadeau", and to Jean Tardif;

The South half of cadastral lot No. 28 less the part known as being the corner sold to Philippe W. Labrecque; the North half of cadastral lot No. 20; the cadastral No. 19-A; the cadastral lot No. 21-C; the cadastral lot No. 27, less the parts of said lot sold to Jos. Tanguay;

The following lot in the third range: the cadastral lot No. 23-C;

The following lots in the fourth range; the cadastral lot No. 24-A; the cadastral lot No. 20; the cadastral lot No. 21;

The following lot in the fifth range: the cadastral lot No. 24-A".

To be sold at Coaticook, at the Registry Office, "en bloc", THURSDAY, the TWENTY-FOURTH day of JANUARY next, at THREE of the clock, p. m.

J. P. C. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Sheriff.

Sherbrooke, this 13th., of December, 1934.

7316—51-2-o

[First publication, December 22nd., 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour du Magistrat.—Dans et pour le comté de Stanstead, à Coaticook.

Canada, Province de Québec, District de Saint-François No 2651. } LA MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE SAINT-HERMÉNÉGILDE, district de Saint-François, demanderesse; vs LA COLEBROOKE NATIONAL BANK, de Colebrooke, New-Hampshire, E. U., défenderesse.

Saisis comme appartenant à la dite défenderesse:

"Dans le canton de Hereford, district de Saint-François:

Les trois quarts indivis des lots suivants:

Dans le premier rang: le lot 21-B excepté deux acres prises au coin sud-est d'icelui vendus à James-A. Parrish;

Les lots dans le deuxième rang: partie du lot 23 – qui se trouve au nord du chemin public allant de Coaticook à Canaan; le lot de cadastre No 26, excepté les parties d'icelui vendues à Théophile Tanguay, connues comme étant la Place "Charles Nadeau", et à Jean Tardif; la moitié sud du lot de cadastre No 28 excepté la partie connue comme étant la pointe vendue à Philippe-W. Labrecque; la moitié nord du lot de cadastre No 20; le lot de cadastre No 19-A; le lot de cadastre No 21-C; le lot de cadastre No 27 excepté les parties d'icelui vendues à Jos. Tanguay;

Le lot suivant dans le troisième rang: le lot de cadastre No 23-C.

Les lots suivants dans le quatrième rang: le lot de cadastre 24-A; le lot de cadastre No 20; le lot de cadastre 21;

Le lot suivant dans le cinquième rang: le lot de cadastre No 24-A".

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, à Coaticook, "en bloc", JEUDI, le VINGT-QUATRIEME jour de JANVIER prochain, à QUATRE heures, p. m.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-P.-C. LEMIEUX.

Sherbrooke, ce 13 décembre 1934.

[Première publication, le 22 décembre 1934]

7317—51-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Magistrate's Court.—In the County of Stanstead, at Coaticook.

Canada, Province of Quebec, District of Saint Francis, No. 2651. } THE MUNICIPALITY OF THE PARISH OF SAINT-HERMENEGILDE, district of Saint Francis, plaintiff, vs THE COLEBROOKE NATIONAL BANK, of Colebrooke, U. S., defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

"The undivided three-fourths of the following lots in the Township of Hereford, district of Saint Francis:

In the first range: lot 21-B less two acres taken from the Southeast corner of said lot sold to James A. Parrish;

The lots in the second range: part of lot 23 situated at the North of the public road going from Coaticook to Canaan; the cadastral lot No 26, less the parts of said lot sold to Theophile Tanguay, known as being the Place "Charles Nadeau", and to Jean Tardif; the South half of cadastral lot No. 28 less the part known as being the corner sold to Philippe W. Labrecque; the North half of cadastral lot No. 20; the cadastral lot No. 19-A; the cadastral lot No 21-C; the cadastral lot No. 27 less the parts of said lot sold to Jos. Tanguay;

The following lot in the third range: the cadastral lot No. 23-C;

The following lots in the fourth range: the cadastral lot No. 24-A; the cadastral lot No. 20; the cadastral lot No. 21;

The following lot in the fifth range: the cadastral lot No. 24-A".

To be sold at Coaticook, at the Registry office, "en bloc", THURSDAY, the TWENTY-FOURTH day of JANUARY next, at FOUR of the clock, p. m.

J. P. C. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Sheriff.

Sherbrooke, this 13th. of December, 1934.

[First publication, December 22nd., 1934]

7318—51-2-o

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Magistrat.

Pour le district de Terrebonne.

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, No 2903. } LA MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE SAINTE-THÉRÈSE-DE-BLAINVILLE, demanderesse; vs LÉANDRE-ARTHUR CHARRON, du même lieu, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, les immeubles suivants, savoir:

Les lots connus et désignés sous les numéros sept cent quatre-vingt-dix-neuf, huit cent, huit cent un, huit cent deux, et huit cent trois (799, 800, 801, 802, 803) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale catholique dans la ville de Sainte-Thérèse, district de Terrebonne, le VINGT-SIXIEME jour de JANVIER, mil neuf cent trente-cinq, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-W. CYR.

Saint-Jérôme, le 17 décembre 1934.

[Première publication, le 22 décembre 1934]

7323—51-2-o

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Magistrate's Court.

For the District of Terrebonne.

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, No. 2903. } THE MUNICIPALITY OF THE PARISH OF SAINTE THERESE DE BLAINVILLE, plaintiff; vs LEANDRE ARTHUR CHARRON, of the same place, defendant.

As belonging to said defendant, the following immovables, to wit:

Those lots known and designated under numbers seven hundred and ninety nine, eight hundred, eight hundred and one, eight hundred and two, and eight hundred and three (799, 800, 801, 802, 803) on the official plan and book of reference for the parish of Sainte Therese de Blainville—with the buildings thereon erected.

To be sold at the Catholic parochial church door, in the Town of Sainte Therese, district of Terrebonne, on the TWENTY SIXTH day of JANUARY, nineteen hundred and thirty five, at TEN o'clock in the forenoon.

J. W. CYR,

Sheriff's Office, Sheriff.

Saint Jerome, December 17th., 1934.

[First publication, December 22nd., 1934]

7324—51-2

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Magistrat.—District des Trois-Rivières.

No 4981. } J.-A. RICARD, médecin, de la paroisse de Saint-Sylvère, comté de Nicolet, district des Trois-Rivières, demandeur; vs DAME MARIE HAMEL, veuve de Pierre Deshaies et ACHILLE DESHAIES, journalier, tous deux de la cité et district des Trois-Rivières, conjointement et solidairement, défendeurs.

Une terre située en la paroisse de Sainte-Gertrude, dans le treizième rang de Maddington, contenant deux arpents et quart de largeur sur la profondeur du dit lot, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du comté de Nicolet, pour la dite paroisse, comme étant la moitié sud-est du lot numéro quatre cent soixante et onze (471)—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'Eglise de la paroisse de Sainte-Gertrude, le VINGT-TROISIEME jour de JANVIER, mil neuf cent trente-cinq, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.

Trois-Rivières, le 19 décembre, 1934.

[Première publication, 22 décembre, 1934]

7407—51-2-o

TROIS RIVIERES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Magistrate's Court.—District of Trois-Rivières.

No. 4981. } J. A. RICARD, physician, of the parish of Saint-Sylvère, County of Nicolet, District of Trois-Rivières, plaintiff; vs DAME MARIE HAMEL, widow of Pierre Deshaies, and ACHILLE DESHAIES, labourer, both of the City and District of Trois Rivières, jointly and severally, defendants.

A farm situate in the parish of Sainte Gertrude, in the thirteenth range of Maddington, measuring two and one quarter arpents in width by the depth of the said lot, known and designated on the official plan and book of reference for the County of Nicolet, for the said parish, as being the Southeast half of lot number four hundred and seventy one (471)—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Gertrude, on the TWENTY THIRD day of JANUARY, nineteen hundred and thirty five, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,

Sheriff's Office, Sheriff.

Trois Rivières, December 19, 1934.

[First publication, December 22nd., 1934]

7408—51-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

No 2627. } DAME ROSE LEHOUILLER, épouse séparée de biens de Eugène Ferron, de la paroisse de Saint-François-Xavier de Batiscan, et ledit EUGENE FERRON, médecin, aux fins d'autoriser sa dite épouse à ester en justice, partie aux présentes, demanderesse; vs JOSEPH-CLOVIS MARCHAND, du même lieu, défendeur.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Trois-Rivières.

No. 2627. } DAME ROSE LEHOUILLER, wife separate as to property of Eugene Ferron, of the parish of Saint François Xavier de Batiscan, and the said EUGENE FERRON, physician, for the purpose of authorizing his said wife to *ester en justice*, party hereto, plaintiff; vs JOSEPH CLOVIS MARCHAND, of the same place, defendant.

1. Un emplacement situé en la paroisse de Saint-François-Xavier de Batiscan, étant le lot numéro cent quarante-cinq (145) et faisant partie du lot numéro cent quatre-vingt-cinq (185) sur le plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-François-Xavier de Batiscan, comté de Champlain, de soixante-sept pieds et demi de largeur sur cent trente-deux pieds de longueur, dans la ligne sud-ouest, et de cent vingt-cinq pieds dans la ligne nord-est, le tout à mesure française, borné en front au fleuve Saint-Laurent, en profondeur à Aimé Labissonnière, au sud-ouest partie à la maison d'école No 2 et partie aux héritiers de Moïse Cossette, et au nord-est à Isaï Marchand—avec une maison et autres bâtisses dessus érigées.

2. Un emplacement situé au côté sud-ouest de la rue Saint-Louis, en la cité des Trois-Rivières, faisant partie et étant le résidu sud-est du lot numéro treize cent soixante-six (P. 1366) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, de forme triangulaire, mesurant environ quatre-vingt-dix-huit pieds de front sur la dite rue Saint-Louis, et aussi quatre-vingt-dix-huit pieds de longueur du côté nord-ouest, le tout à mesure anglaise et plus ou moins, borné en front par la dite rue Saint-Louis, en profondeur et du côté sud-est par le lot No 1577 du dit cadastre, et du côté nord-ouest par la partie du dit lot No 1366 appartenant à Vve William Forester—avec la maison dessus construite et ses dépendances.

Pour être vendu l'immeuble décrit au paragraphe "premier", à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François-Xavier de Batiscan, le DEUXIEME jour de JANVIER, mil neuf cent trente-cinq, à UNE heure de l'après-midi, et l'immeuble décrit au paragraphe "second", au bureau du shérif, dans le Palais de Justice, en la cité des Trois-Rivières, le TROISIEME jour de JANVIER, mil neuf cent trente-cinq, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 28 novembre, 1934.
[Première publication, 1er décembre, 1934]
6979—48-2-o

1. An emplacement situate in the parish of Saint François Xavier de Batiscan, being lot number one hundred and forty five (145) and forming part of lot number one hundred and eighty five (185) on the official plan and book of reference of the said parish of Saint François Xavier de Batiscan, county of Champlain, measuring sixty seven feet and one half in width by one hundred and thirty two feet in length, in the Southwest line, and one hundred and twenty five feet in the Northeast line, the whole French measurement, bounded in front by the Saint Lawrence river, in depth by Aimé Labissonière, on the Southwest partly by the school house No. 2, and partly by the heirs of Moise Cossette, and on the Northeast by Isai Marchand—with a house and other buildings thereon erected.

2. An emplacement situate on the Southwest side of Saint Louis Street, in the city of Trois Rivières, forming part and being the Southeast residue of lot number thirteen hundred and sixty six (Pt. 1366) of the official cadastre of the city of Trois Rivières, of triangular figure, measuring about ninety eight feet in front on the said Saint Louis Street, and also ninety eight feet in length on the Northwest side, the whole English measure and more or less, bounded in front by the said Saint Louis Street, in depth and on the Southeast side by lot No. 1577 of the said cadastre, and on the Northwest side, by the part of said lot No. 1366 belonging to Widow William Forester—with the house thereon erected and its dependencies.

To be sold, the immovable described in the first paragraph, at the church door of the parish of Saint François Xavier de Batiscan, on the SECOND day of JANUARY, nineteen hundred and thirty five, at ONE o'clock in the afternoon, and the immovable described in the second paragraph, at the Sheriff's Office, in the Court House in the city of Trois Rivières, on the THIRD day of JANUARY, nineteen hundred and thirty five, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, November 28, 1934.
[First publication, December 1st., 1934]
6980—48-2

CHICOUTIMI

Cour Supérieure.

Chicoutimi, à savoir: No 6351. LA COMMISSION DU PRET AGRICOLE CANADIEN, corps politique et incorporé par une loi du parlement du Canada, et dont le bureau principal pour la Province de Québec est dans la cité de Québec, demanderesse; vs EDGAR BRASSARD, de Saint-Ambroise, comté de Chicoutimi, défendeur.

1. Un lopin de terre faisant partie du lot numéro dix du Rang "A" du canton Bourget, à prendre dans l'angle nord-ouest dudit lot, mesurant 65 pieds de l'est à l'ouest sur environ cent pieds de profondeur du sud au nord, et borné en front au nord au chemin public, d'un côté vers l'ouest au lot numéro 10 du rang B, et des côtés sud et est par le résidu dudit lot—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église parois-

CHICOUTIMI

Superior Court.

Chicoutimi, to wit: No. 6351. THE CANADIAN FARM LOAN BOARD, a body politic and corporate, in virtue of an Act of the Parliament of Canada, and having its principal place of business for the Province of Quebec in the City of Quebec, plaintiff; vs EDGAR BRASSARD, of Saint Ambroise, County of Chicoutimi, defendant.

1. A parcel of land forming part of lot number ten, of Range "A" of the Township of Bourget, to be taken in the Northwest angle of said lot, measuring 65 feet from East to West by about one hundred feet in depth from South to North, and bounded in front on the North by the public road, on one side on the West by lot number 10 of Range B, and on the South and East sides by the residue of said lot—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of

siale, à Saint-Ambroise, JEUDI, le TROISIEME jour de JANVIER 1935, à DEUX heures de l'après-midi.

Le député-shérif,
Bureau du shérif, LEONIDAS GAGNÉ.
Chicoutimi, ce 29 novembre 1934.
[Première publication, 1er décembre, 1934]
6983—48-2-o

Saint Ambroise, on THURSDAY, the THIRD day of JANUARY 1935, at TWO o'clock in the afternoon.

LEONIDAS GAGNÉ,
Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, November 29, 1934.
[First publication, December 1st., 1934]
6984—48-2

Action en séparation de biens

Province de Québec, District de Richelieu, Cour Supérieure, No 9055. Dame Antoinette Boucher, du village de La Baieville, district de Richelieu, épouse commune en biens d'Arthur Caron, marchand, du même lieu, demanderesse; vs Ledit Arthur Caron, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 7 décembre 1934.

Sorel, 18 décembre, 1934.
Les procureurs de la demanderesse,
7385-o CARDIN & SALVAS.

Action for separation as to property

Province of Quebec, District of Richelieu, Superior Court, No. 9055. Dame Antoinette Boucher, of the village of La-Baieville, district of Richelieu, wife common as to property of Arthur Caron, merchant, of the same place, plaintiff; vs The said Arthur Caron, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 7th of December, 1934.

Sorel, 18th of December, 1934.
CARDIN & SALVAS,
7386-o Attorneys for the plaintiff.

Avis divers

La formation d'une société sous le nom de "L'Union Nationale Catholique des Travailleurs en Chaussures de St-Tite, Incorporée", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par arrêté en conseil en date du vingt-neuvième jour de novembre 1934.

Le siège principal de la société est St-Tite, Comté Laviolette, P. Q.

ALEX. DESMEULES,
7387-o Sous-secrétaire de la Province.

Avis est par les présentes donné que, suivant résolution passée à une assemblée ordinaire de ses membres, tenue le quatorze décembre, mil neuf cent trente-quatre, l'Association des Eleveurs de Renards des Cantons de l'Est a changé son nom social en celui de "Association des Eleveurs de Renards de la province de Québec."

Donné à Saint-Hyacinthe, ce dix-neuf décembre, mil neuf cent trente-quatre.

Le secrétaire,
7409-o Dr. R. RAJOTTE.

Miscellaneous Notices

The formation of an association under the name of "L'Union Nationale Catholique des Travailleurs en Chaussures de St-Tite, Incorporée", for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interests of the trade, has been authorized, by Order in Council, dated the twenty ninth day of November, 1934.

The principal place of business of the association is Saint Tite, County of Laviolette, P. Q.

ALEX. DESMEULES,
7388 Assistant Provincial Secretary.

Notice is hereby given that, in virtue of a Resolution passed at a regular meeting of its Members, held on the fourteenth day of December, nineteen hundred and thirty-four, The Fox-Breeders Association of the Eastern Townships has changed its name into that of "The Fox Breeders' Association of the Province of Quebec".

Given at Saint Hyacinthe, on the nineteenth day of December, nineteen hundred and thirty-four.

Dr. R. RAJOTTE,
7410-o Secretary.

Charte:—Abandon de

"THE CANADIAN MINER PUBLISHING CO., INC.".

La compagnie donne avis qu'elle a l'intention de s'adresser au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, pour lui demander la permission d'abandonner sa charte, à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, le 18 décembre 1934.
"The Canadian Miner Publishing Co., Inc.",
Le procureur de la dite compagnie,
7389 MAURICE SHULMAN.

Charter:—Surrender of

THE CANADIAN MINER PUBLISHING CO., INC.".

The Company gives notice of its intention to apply to the Lieutenant-Governor in Council for leave to surrender its Charter from such date as it may please him to fix.

Montreal, December 18th., 1934.
The Canadian Miner Publishing Co., Inc.,
MAURICE SHULMAN,
7390-o Attorney for the Company.

Avis public est par les présentes donné que la ville de Louiseville s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour modifier sa charte aux fins:

1. De confirmer un contrat passé entre elle et "The Textile Company of Canada, Limited", le vingt-sixième jour du mois de juin 1929, devant Mtre J.-A. Ferron, N. P.

2. De fixer l'évaluation de "The Textile Company of Canada, Limited", pour fin scolaire.

3. De fixer l'évaluation de "The Empire Shirt Manufacturing Company, Limited", tant pour fin municipale que pour fin scolaire.

4. De pouvoir prélever une taxe, ou licence plus élevée sur toutes personnes ou catégorie de personnes ne résidant pas dans la ville, mais y exerçant un moyen de subsistance quelconque, que sur les personnes y résidant.

5. De ne plus faire partie du comté de Maskinongé pour fins municipales.

6. D'imposer une taxe sur toutes compagnies d'assurance faisant affaires dans la ville.

7. De passer un règlement exigeant un dépôt de toutes personnes étrangères désirant établir un commerce dans la ville.

8. De discontinuer le service d'eau aux municipalités de la paroisse de Sainte-Ursule et de Sainte-Anne d'Yamachiche, sous un avis d'un an.

Louiseville, le dix-neuf décembre, mil neuf cent trente-quatre.

Le Procureur de la ville de Louiseville,
J.-MIVILLE LESAGE.

7377—51-4-o

Public notice is hereby given that the town of Louiseville shall apply to the Legislature of Quebec, at its next Session, for leave to modify its charter for the purpose of:

1. Confirming a contract passed between it and the "Textile Company of Canada, Limited" the twenty sixth day of the month of June, 1929, before Mtre J. A. Ferron, N. P.

2. Fixing the valuation of the "Textile Company of Canada, Limited" for school purposes.

3. Fixing the valuation of "The Empire Shirt Manufacturing Company Limited" for municipal as well as school purposes.

4. Being empowered to levy a higher tax or license from any persons or classes of persons not residing in the town, but earning their living therein by any means whatsoever, than from persons residing in the said town.

5. No longer forming part of the county of Maskinongé for Municipal purposes.

6. Imposing a tax on any insurance companies carrying on business in the town.

7. Passing a regulation exacting a deposit from all non-resident merchants desiring to establish themselves in the Town.

8. Discontinuing the water service to the municipalities of the parish of Sainte Ursule and Sainte Anne d'Yamachiche, after one year's notice.

Louiseville, the nineteenth of December, nineteen hundred and thirty four.

J. MIVILLE LESAGE,
Attorney for the town of Louiseville.

7378—51-4-o

Canada, Province de Québec, Cité de Hull, District de Hull.

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Hull s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale amendant sa charte pour autorisation de faire un emprunt d'argent pour l'achat de terrain et la construction de bâtisses devant servir à l'installation d'une filature, jusqu'à concurrence de la somme de $500,000.00 ou de prêter telle somme aux personnes ou compagnie devant opérer telle filature ou de garantir tel emprunt à ces personnes ou compagnie.

Hull, le 18 décembre, 1934.

Le greffier de la Cité,
H.-LEON LEBLANC.

7379—51-4-o

Canada, Province of Quebec, City of Hull, District of Hull.

Public notice is hereby given by these presents that the City of Hull will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of a special law amending its charter, for authorization to make a loan of money for the purchase of lands and the construction of buildings to be used for the installation of a textile-mill, to the extent of the sum of $500,000.00 or to lend that sum to the persons or company to operate that textile-mill, or to guarantee a loan to those persons or company.

Hull, December 18th., 1934.

H. LEON LEBLANC,
City Clerk.

7380—51-4-o

Avis est par les présentes donné que la cité de Longueuil s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale amendant sa charte relativement aux matières suivantes: augmenter le nombre des échevins; changer la date des élections; certains pouvoirs de réglementation concernant la décence et les bonnes mœurs; nouveaux pouvoirs de taxation; nouvelles taxes sur poteaux; remise des taxes aux propriétaires qui auront logé des personnes nécessiteuses; faire ratifier son règlement No 553; et certains autres pouvoirs nécessités par les besoins actuels de la cité.

Montréal, le 20 décembre 1934.

Le procureur de la requérante,
OSCAR MORIN.

7381—51-4-o

Notice is hereby given that the City of Longueuil will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a special Act amending its charter in reference to the following matters: to increase the number of aldermen; to change the date of municipal elections; certain powers to legislate concerning decency and morals; new taxing powers; new taxes on poles; to remit taxes to the landlors having unemployed as tenants; to have its By-law No. 553 ratified; and certain other powers necessary for the proper administration of the City.

Montreal, December 20th, 1934.

OSCAR MORIN,
Attorney for Applicant.

7382—51-4-o

CITÉ DE MONTRÉAL.

Avis public est, par les présentes, donné que la cité de Montréal s'adressera à la Législature de Québec, lors de sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à sa charte, le Statut 62 Victoria, chapitre 58, et aux différents statuts qui l'amendent, sur la matières suivantes: délimitation des quartiers; élections; date; causes d'inéligibilité; bulletin de nomination; réglementation et imposition de taxes; cultivateurs et commerçants étrangers; abatage des animaux; avis préalable pour adoption de règlements; exemption de taxes sur bâtiments détruits par incendie ou autrement; exemption de taxes sur propriétés occupées par des ministres du culte; paiement des taxes par versements; rôles: avis de délai pour examen; revision; frais *re* vente d'immeubles par le shérif; vente ou destruction d'effets non réclamés; validation de plans: boulevards Gouin et Perras; pavages: paiement du coût; emprunts: hôpitaux et institutions de charité; conduits souterrains; système d'alarmes d'incendies; signaux de la police; aqueduc; expropriations: répartition et paiement du coût; intérêt; améliorations locales; égouts: paiement du coût; taxe de l'eau: privilège de la cité; fonds de roulement; pensions; ratification de résolutions, actes et règlements.

Montréal, 22 décembre 1934.

Le greffier de la cité,
J.-ETIENNE GAUTHIER.

Bureau du Greffier de la Cité,
Hôtel de Ville. 7383—51-4-o

Avis est par les présentes donné que la municipalité de la Grande Ile, dans le comté de Beauharnois, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une Loi ratifiant et confirmant le Règlement No 6 de la dite municipalité, passé le 6 novembre 1934, fixant pour une période de dix ans les taxes sur les propriétés immobilières de la Beauharnois Light, Heat & Power Company et la Beauharnois Land Company situées en ladite municipalité.

Montréal, le 18 décembre 1934.

Les procureurs de la requérante,
BROWN, MONTGOMERY & MCMICHAEL.

7391—51-4

Avis est par les présentes donné que la municipalité de la paroisse de Saint-Louis de Gonzague dans le comté de Beauharnois, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une Loi ratifiant et confirmant le Règlement No 18 de ladite municipalité, passé le 1er octobre 1934, fixant pour une période de dix ans les taxes sur les propriétés immobilières de la Beauharnois Light, Heat & Power Company et de la Beauharnois Land Company, et fixant également pour la même période les taxes sur lesdites propriétés pour fins scolaires, et autres fins.

Montréal, le 18 décembre 1934.

Les procureurs de la requérante,
BROWN, MONTGOMERY & MCMICHAEL.

7393—51-4-o

Avis est par les présentes donné que la Cité de Lévis s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte pour les fins suivantes:

Pour ratifier et valider le règlement No 320 de la cité et autoriser l'emploi de la balance restant disponible sur l'emprunt prévu au dit

CITY OF MONTREAL.

Public notice is hereby given that the City of Montreal shall apply to the Quebec Legislature, at its next session, for certain amendments to its Charter, the Act 62 Victoria, Chapter 58, and to the various acts amending the same, on the following matters: boundaries of wards; elections: date; causes of disqualification; nomination paper; regulation and tax levies: farmers and traders from outside of the City; slaughtering of animals; previous notice for the adoption of by-laws; tax exemption for buildings destroyed by fire or otherwise; tax exemption for properties occupied by ministers of the cult; payment of taxes by instalments; rolls: notice *re* examination; revision; fees *re* sale of immovables by the sheriff; sale or destruction of unclaimed articles; validation of plans: Gouin and Perras boulevards; pavings: payment of cost; loans: hospitals and charitable institutions; underground conduits; fire alarm system; police signals; waterworks; expropriations: apportionment and payment of cost; interest; local improvements; sewers: payment of cost; water rate: privilege of the City; working capital; pensions; ratification of resolutions, deeds and by-laws.

Montreal, December 22nd, 1934.

J. ETIENNE GAUTHIER,
City Clerk.

City Clerk's Office,
City Hall. 7384—51-4-o

Notice is hereby given that the municipality de la Grande Ile in the county of Beauharnois, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at the next Session thereof for the passing of an Act ratifying and confirming By-law No. 6 of the said municipality, passed on 6th November, 1934, fixing for a period of ten years the taxes on immoveable properties of Beauharnois Light, Heat & Power Company and Beauharnois Land Company situate in said municipality.

Montreal, 18th December, 1934.

BROWN, MONTGOMERY & MCMICHAEL,
Attorneys for Petitioner.

7392—51-4-o

Notice is hereby given that the municipality of the parish of Saint Louis de Gonzague, in the county of Beauharnois, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next Session thereof, for the passing of an Act ratifying and confirming By-law No. 18 of the said municipality, passed on 1st October, 1934, fixing for a period of ten years the taxes on immoveable properties of Beauharnois Light, Heat & Power Company and Beauharnois Land Company, and also fixing for the same period the taxes on the said properties for school purposes, and other matters.

Montreal, 18th December, 1934.

BROWN, MONTGOMERY & MCMICHAEL.
Attorneys for Petitioner.

7394—51-4-o

Notice is hereby given by the City of Levis, that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act amending its charter for the following purposes:

To ratify and validate by-law No. 320 of the City and authorizing the use to be made of the balance available on the loan provided in said

règlement, pour pourvoir à la pose de compteurs dans certains établissements, changer l'année fiscale de la cité, amender l'article 563 de la loi des Cités et Villes, changer le mode d'élection des échevins et la représentation; et pour autres fins.

Québec, 20 décembre, 1934.

Le procureur de la cité de Lévis,
V.-A. DE BILLY.

7415—51-4-o

by-law, to provide for the installation of meters in certain establishments, change the fiscal year of the city, to amend article 563 of the Cities and Towns Act, change the mode of election of the aldermen and the representation; and for other purposes.

Quebec, December 20th, 1934.

V. A. DE BILLY,
Attorney for the City of Levis.

7416—51-4-o

Vente—Loi de faillite

AVIS DE VENTE

Canada, Province de Québec, District de Québec, No 2779-F. Dans la Cour Supérieure, en matière de faillite.

Dans l'affaire de: Albert Daigle, commerçant de bois, Manseau, comté de Nicolet, P. Q., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MERCREDI le VINGT-TROISIEME jour de JANVIER, 1935, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu par enchère publique, à la porte de l'église de Manseau, l'immeuble suivant, savoir:

Un certain terrain connu et désigné comme étant la partie sud du lot numéro (P. S. 780) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Pierre-les-Becquets, le tout suivant acte de vente consenti par la municipalité du comté de Nicolet, à Albert Daigle, le 12 juillet 1918.

Une mise à prix de $150.00 sera exigée, pour la vente de cet immeuble;

Cette vente est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept (716 et 717) du C. P. C. et aussi à l'article quarante-cinq (45) de la Loi de Faillite, qui équivaut à une vente par le shérif, le tout suivant les titres et certificats de recherches fournis par le bureau d'enregistrement,

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau des syndics soussignés.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Les syndics autorisés,
L.-P. POMERLEAU & MARCEL BASTIEN.

Bureaux: Chambres 214-215.
Edifice "Banque Canadienne Nationale",
71 rue Saint-Pierre,
Québec.

7413—51-2-o

Sale—Bankruptcy Act

AUCTION SALE

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, No. 2779-F. The Bankruptcy Act.

In the matter of: Albert Daigle, Lumber Merchant, Manseau, Nicolet Co., Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the TWENTY THIRD day of JANUARY 1935, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction, at the church door of Manseau, county of Nicolet, the following immovable property:

A certain piece of land known and designated as the South part of lot number seven hundred and eighty (S. P. 780) of the official cadastral for the parish of Saint Pierre les Becquets, the whole according to a sale act consented by the municipality of Nicolet, to Mr. Albert Daigle, on July 12th, 1918.

A minimum upset price of one hundred and fifty dollars ($150.00) will be exacted on the above mentioned property.

This sale is made pursuant to the articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen (716 and 717) of the C. C. P., also to the article forty-five (45) of the Bankruptcy Act, which gives this sale the effect of a Sheriff's sale, all according to the titles and research certificates furnished by the bureau of registration.

The titles and certificates may be examined at any time at the office of the undersigned trustees.

Terms of payment: Cash.

L. P. POMERLEAU & MARCEL BASTIEN,
Authorized Trustees.

Offices: Rooms 214-215.
Banque Canadienne Nationale Bldg.
71 Saint Peter Street,
Quebec.

7414—51-2-o

Arrêtés en Conseil

(COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 19 décembre, 1934, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur, le 21 décembre, 1934).

Concernant l'Union des Travailleurs en Fourrure de Montréal.

3121

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 19 décembre (1934), expose:

Attendu que, conformément à l'article 4 de la Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail, (24 Geo. V, ch. 56), l'Union des Travailleurs en Fourrure de Montréal, lui a pré-

Orders in Council

(COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated December 19, 1934, approved by the Lieutenant-Governor, on December 21, 1934.)

Respecting the Furriers' Union of Montreal.

3121

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated December 19, 1934, sets forth:

Whereas pursuant to Article 4 of the Act respecting the Extension of Collective Labour Agreements, (24 Geo. V, ch. 56), the Furriers' Union of Montreal has presented to him a request to

senté une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre,

D'UNE PART:

A.-J. Alexander Furs, Limited; P.-A. Asselin; Bleau & Rousseau; Boutet & Galet, Limitée; C. & R. Fur Company; Jas. Coristine Company, Limited; Cummings & Cummings; Chas. Desjardins & Cie, Limitée; Diamond Fur Manufacturing Company; Grande & Marchand, Limited; John Henderson & Company; Hendelman & Hercovici, Limited; Holt Renfrew Company, Limited; Joncas, Limited; Kaufman Fur Manufacturing Company, Ltd.; La Belle Fourrure, Limitée; Laberge & Chevalier & Company; L.-P. Lazare & Compagnie, Limitée; Maurice & Marks, Limitée; M)-Sons Furs Limited; Normandin, Turcotte, Limited; Jacob Ornstein; A. Pichet; Racicot Tremblay, Limited; J.-F. Reid; Reinharz & Mosse; M. Shuchat & Company; H.-J. Silver Fur Manufacturing Company; Joseph Silver Manufacturing, Limited; Samuel Silvert & Company, Limited; Strohmayr-Morrisson, Limited; Superior Fur Company; Union Fur Manufacturing, Limited; Samuel Wiseman; membres de "The Montreal Fur Manufacturers Protective Association".

ET D'AUTRE PART:

Le Comité Conjoint des Unions des Travailleurs en Fourrure de Montréal, Qué., comprenant les locaux 66 et 67 de l'Union Internationale des Travailleurs en Fourrure des Etats-Unis et du Canada, stipulant tant pour elle-même que pour ses membres, soit rendue obligatoire pour les salariés et les employeurs des métiers visés suivant les conditions ci-après:

1.—La semaine de travail sera de 44 heures. La distribution des heures de travail sera laissée au gré des employeurs et des ouvriers intéressés pourvu, toutefois, que la journée de travail ne commence pas avant 8 heures du matin ni ne finisse après six heures du soir, les jours de semaine ordinaire.

Les heures de travail, le samedi, seront distribuées entre huit heures a.m. et midi.

2.—Le temps supplémentaire ne sera autorisé que durant les mois de septembre, octobre, novembre, décembre, janvier, février et mars. Le temps supplémentaire sera payé au taux de salaire et demi.

3.—Tous les employés recevront leur salaire courant les jours de fête légale suivants: le Vendredi-Saint, la fête de la Reine Victoria, la fête du Dominion, la fête du Travail, le jour d'Action de Grâce, la fête de Noel. Les employés devront avoir travaillé une partie de la semaine où tombe la fête pour avoir le droit à cette paie supplémentaire. Ils auront droit à une rémunération pour cette fête proportionnée au nombre de jours qu'ils auront travaillé durant toute la semaine.

Tout travail fait durant les fêtes indiquées sera rémunéré au taux de salaire et demi en plus du taux régulier; toutefois, un employeur ne pourra jamais contraindre un employé à travailler ces dits jours de fête.

Le paiement du salaire, durant les dites fêtes légales, sera obligatoire dans le cas où un établissement profite de la présence d'une fête légale pour fermer son établissement durant toute la semaine.

4.—On paiera le salaire chaque semaine en argent le vendredi ou le samedi.

5.—Echelle des salaires nimima devant prendre effet le premier janvier 1935.

the effect that the Collective Labour Agreement entered into between,

ON THE ONE PART:

A. J. Alexander Furs, Limited; P. A. Asselin; Bleau & Rousseau; Boutet & Galet Limitée; C. & R. Fur Company; Jas. Coristine Company Limited; Cummings & Cummings; Chas. Desjardins & Cie, Limitée; Diamond Fur Manufacturing Company; Grande & Marchand, Limited; John Henderson & Company; Hendelman & Hercovici Limited; Holt Renfrew Company, Limited; Joncas Limited; Kaufman Fur Manufacturing Company Limited; La Belle Fourrure Limitée; Laberge & Chevalier & Compagnie; L. P. Lazare & Compagnie Limitée; Maurice & Marks Limitée; M)-Sons Furs Limited; Normandin, Turcotte Limited; Jacob Ornstein; A. Pichet; Racicot Tremblay Limited; J. F. Reid; Reinharz & Mosse; M. Schuchat & Company; H. J. Silver Fur Manufacturing Company; Joseph Silver Fur Manufacturing Limited; Samuel Silvert & Company Limited; Strohmayr-Morrisson Limited; Superior Fur Company; Union Fur Manufacturing Limited; Samuel Wiseman; members of the Montreal Fur Manufacturers' Protective Association,

AND ON THE OTHER PART:

The Joint Board of the Furriers' Unions of Montreal, P. Q., comprising locals 66 and 67 of the International Fur Workers' Union of United States and Canada, stipulating both for itself as well as for each of its members, be made obligatory for the employees and employers of the trade concerned according to the conditions hereinafter set forth:

1.—Forty four hours shall constitute a working week, the hours to be distributed in such manner as the employers and workers shall agree, working hours not to start earlier than 8.00 A.M., nor finish later than 6.00 P.M. week days and 8.00 A.M. to 12 noon Saturdays.

2.—Overtime shall be permitted only during the months of September, October, November, December, January, February and March and at no other time. Overtime shall be paid at the rate of time and one-half.

3.—All employees to receive pay for the following legal holidays: Good Friday, Victoria Day, Dominion Day, Labor Day, Thanksgiving Day, Christmas Day. Employees must work some part of the pay week in which the holiday falls to be entitled to any pay during the said week; they are entitled to the same proportion of pay for the holiday as the time they work bears to the full working time of said week.

All work done on above holidays shall be paid for at the rate of time and one-half plus the days' pay, but it shall be optional with individual employee whether he or she shall work on the above holidays or not.

The payment of wages, on said legal holidays, will be obligatory in the case where an establishment takes advantage of the said legal holiday to close his establishment for the whole week.

4.—Wages shall be paid weekly and in cash, either Friday or Saturday.

5.—Minimum Wage Scale to take effect January 1st., 1935.

COUPEURS:		CUTTERS:	
1ère classe....	$35.00 par semaine	1st class.....	$35.00 a week
2ième classe...	28.00 " "	2nd "	28.00 " "
OPERATEURS:		OPERATORS:	
1ère classe....	28.00 par semaine	(male) 1st "	$28.00 a week
2ième classe...	20.00 " "	(male) 2nd "	20.00 " "
OPERATRICES:			
1ère classe....	20.00 " "	(female) 1st "	20.00 " "
2ième classe...	15.00 " "	(female) 2nd "	15.00 " "
FINISSEUSES:		FINISHERS:	
1ère classe....	18.00 " "	(female) 1st "	$18.00 a week
2ième classe...	14.00 " "	(female) 2nd "	14.00 " "
APPRENTIS COUPEURS, FINISSEURS (TRIMMERS), BLOQUEURS et CLOUEURS (NAILEURS):		APPRENTICE CUTTERS, TRIMMERS, BLOCKERS & NAILERS:	
1ère classe....	20.00 par semaine	1st class.....	$20.00 a week
2ième classe...	12.00 " "	2nd "	12.00 " "
EXAMINATEURS:		EXAMINERS:	
1ère classe....	24.00 " "	1st class.....	$24.00 a week
2ième classe...	12.00 " "	2nd "	12.00 " "

Les apprenties recevront le salaire déterminé par les ordonnances de la Commission du Salaire Minimum des Femmes.

6.—Si des salaires sont plus élevés que ceux fixés par l'échelle contenue dans l'article 5 de cette requête il est convenu qu'aucune réduction ne sera faite durant le temps où cette convention collective sera en vigueur.

7.—Cette convention entrera en vigueur immédiatement et le demeurera jusqu'au 1er janvier 1936. Un mois avant l'expiration de ce délai, le Comité de Conciliation se réunira et discutera la question du renouvellement d'une revision ou d'une modification de cette requête.

8.—La juridiction territoriale déterminée par cette convention comprend l'Ile de Montréal et un rayon de 50 milles autour et au-delà de ses limites.

Attendu que les dispositions relatives aux taux de salaires pour le métier de travailleur en fourrure et dans la juridiction territoriale indiquée dans la dite requêté, ont acquis une signification et une importance prépondérantes;

Attendu que la dite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du samedi 17 novembre, 1934 et qu'une correction a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 24 novembre 1934;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée de cette date, contre la dite requête;

L'honorable Ministre recommande l'approbation de la dite requête conformément aux dispositions de l'article 4 de la Loi 24 Geo. V, ch. 56.

Certifié,
A. MORISSET,
7421–o Greffier Conseil Exécutif.

Apprentices shall be paid according to Minimum Wage Law.

6.—In the event of wages being in excess of the Minimum Scale mentioned in article 54 hereinabove, it is agreed that no reduction shall be made during life of this agreement.

7.—This agreement shall commence at once and terminate on January 1st 1936. One month before the expiration of this agreement, the Conciliation Committeee shall meet and take up the question of a renewal, revision or modification of this agreement.

8.—The territorial jurisdiction determined by the present agreement shall comprise the island of Montreal and a radius of 50 miles around and beyond its limits.

Whereas the provisions respecting the rate of wages for the furriers' trade and in the territorial jurisdiction indicated in the said request, have acquired preponderant significance and importance;

Whereas the said request was published in the *Quebec Official Gazette* of Saturday, November 17th., 1934, and that a correction thereto was published in the *Quebec Official Gazette*, of November 24th., 1934;

Whereas no objection has been made since that date, against the said request;

The Honourable Minister recommends the approval of the said request pursuant to the provisions of Article 4 of the Act 24 Geo. V, ch. 56.

Certified,
A. MORISSET,
7422 Clerk of the Executive Council.

COPIE d'un Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 19 décembre, 1934, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur, le 21 décembre, 1934.

—

Concernant l'extension d'une convention collective de travail, relatif au métier de tailleur de granit.

3120

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 19 décembre, 1934, expose:

Attendu que conformément à l'article 4 de la Loi relative à l'Extension des Conventions Collec-

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council, dated December 19, 1934, approved by the Lieutenant-Governor, on December 21, 1934.

—

Respecting the Extension of a Collective Labour Agreement, concerning the trade of granite cutting.

3120

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated December19,1934, sets forth:

Whereas pursuant to Article 4 of the Act respecting the Extension of Collective Labour

tives de Travail, (24 Geo. V, ch. 56), les propriétaires de carrières de granit, ou d'ateliers de taillage de granit suivants:

Brodie's, Limited, 1707, Bleury St., Montréal; Gingras & Frères, Stanhope, Qué.; National Granite Works, Limited; 892 Sherbrooke St., West; Montréal; Scottstown Granite Company, Ltd., Scottstown, Qué.; Silver Granite Company, Limited, 276, St. James St. West, Montreal; Stanstead Granite Quarries Co., Ltd., Beebe, Qué.; La Cie Arthur Dumas, Enrg., Rivière à Pierre, Qué.; Royer & Frères, Rivière-à-Pierre, Qué.; Auguste Dumas, Rivière-à-Pierre, Qué.; dûment représentés par MM. R.-D. Brodie et E. Jobin, leurs mandataires autorisés, lui ont présenté ce jour une requête à l'effet que la convention collective de travail, intervenue entre:

D'UNE PART:

Brodie's, Limited, 1070 Bleury St., Montréal; Gingras & Frères, Stanhope, Qué.; National Granite Works, Limited, 892, Sherbrooke St. West, Montréal; Scottstown Granite Co., Ltd., Scottstown, Qué.; Silver Granite Co., Ltd., 276 Saint James St. West, Montréal; Stanstead Granite Quarries Co., Ltd., Beebe, Qué.; La Cie Arthur Dumas, Enrg., Rivière-à-Pierre, Qué.; Royer & Frères, Rivière-à-Pierre, Qué.; Auguste Dumas, Rivière-à-Pierre, Qué.; tous propriétaires de carrières de granit ou d'ateliers de taillage de granit, dûment représentés par MM. H.-D. Brodie et E. Jobin, leurs mandataires autorisés;

ET D'AUTRE PART:

Les employés des établissements mentionnés. plus haut, dûment représentés par MM. J.-B. Deslisle et J.-R.-T. Creighton, Napoléon Doré, Joseph Lassonde et Lucien Delisle, leurs madataires autorisés, soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés des métiers visés, suivant les conditions ci-après:

1.—Les taux de salaires seront les suivants, pour chacun des métiers ci-contre:

Métiers	*Salaire horaire*
Tailleur de granit	$0.50
Opérateurs de dégauchisseuses (surface machine) qui sont des tailleurs de granit compétents.	0.50
Carriers travaillant dans les charrières	0.35
Ouvriers non-qualifiés travaillant dans les carrières	0.25
Apprentis tailleurs de granit:	
1ère année	0.10
2ième année	0.20
3ième année	0.30

II.—La durée maximum du travail des tailleurs de granit, des opérateurs de dégauchisseuses (surface machine) qui sont tailleurs de granit compétents et des apprentis-tailleurs de granit, sera de huit heures par jour et de quarante-cinq heures par semaine, la durée maximum du travail des carriers et des ouvriers non-qualifiés sera de 9 heures par jour et de cinquante heures par semaine. Toutefois, les employés devront executer le travail supplémentaire nécessaire à l'achèvement des travaux urgents.

III.—Tout travail supplémentaire sera rémunéré au taux de salaire et quart par rapport au salaire régulier.

Agreements, (24 Geo. V, ch. 56), the following owners of quarries and granite cutting plants:

Brodie's, Limited 1070 Bleury Street, Montreal; Gingras & Frères, Stanhope, Quebec; National Granite Works, Limited, 892 Sherbrooke Street West, Montreal; Scottstown Granite Company, Limited, Scottstown, Quebec; Silver Granite Company, Limited, 276 Saint James Street West, Montreal; Stanstead Granite Quarries Company, Limited, Beebe, Quebec; La Cie, Arthur Dumas, Enrg., Rivière à Pierre, Que.; Royer & Frères, Rivière à Pierre, Que.; and Auguste Dumas, Rivière à Pierre, Que.; duly represented by Messrs. R. D. Brodie and E. Jobin, their authorized mandatories, have presented this day a request to the effect that the Collective Labour Agreement entered into between,

ON THE ONE PART:

Brodie's, Limited, 1070 Bleury Street, Montreal; Gingras & Frères, Stanhope, Quebec; National Granite Works, Limited, 892 Sherbrooke Street West, Montreal; Scottstown Granite Company, Limited, Scottstown, Quebec; Silver Granite Company, Limited, 276 Saint James Street West, Montreal; stanstead Granite Quarries Company, Limited, Beebe , Quebec; La Cie Arthur Dumas, Enrg., Rivière à Pierre, Que.; Royer & Frères, Rivière à Pierre, Que.; and Auguste Dumas, Rivière à Pierre, Que.; all owners of granite quarries and granite cutting plants duly represented by Messrs. R. D. Brodie and E. Jobin, their authorized mandatories;

AND, ON THE OTHER PART:

The employees of the establishments hereinabove mentioned, duly represented by Messrs. J. B. Deslisle and J. R. T. Creighton, Napoleon Doré, Joseph Lassonde and Lucien Delisle, their authorized mandatories; be rendered obligatory for the employers and employees of the trades concerned according to the following conditions:

The rates of wages shall be the following for each of the trades mentioned below:

Trades	*Wage rate per hour*
Granite Cutters	$0.50
Surface machine operators, who are fully competent Granite Cutters	0.50
Quarrymen employed in quarries.	0.35
Inexperienced Labourers in quarries	0.25
Apprentice Granite Cutters:	
1st year	0.10
2nd year	0.20
3rd year	0.20

II.—Granite cutters, or surface machine operators who are fully competent granite cutters and apprentice granite cutters shall work a maximum of eight hours per day and forty five hours per week. Quarry men and inexperienced labourers shall work a maximum of nine hours per day and fifty hours per week. However, employees shall work reasonable and necessary overtime for the completion of urgent business.

III.—Overtime work shall be paid at the rate of time and a quarter of the regular rates.

IV.—La juridiction territoriale déterminée par la présente convention, comprend toute la province de Québec.

V.—Il est expressément stipulé que les contrats signés ou accordés avant l'adoption de l'arrêté ministériel approuvant cette requête, ne sont pas assujettis aux dispositions de la présente convention.

VI.—La présente convention concerne toutes les opérations du taillage du granit pour l'industrie du bâtiment, la construction des ponts, des chaussées et l'érection des monuments.

VII.—La présente convention sera valable à compter de la date de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'arrêté ministériel approuvant la dite requête et demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1935.

Attendu que les dispositions relatives aux taux de salaires pour le métier de tailleur de granit et dans la juridiction territoriale indiquée dans la dite requête ont acquis une signification et une importance prépondérantes;

Attendu que la dite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du samedi, 17 novembre, 1934, et qu'une correction a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 15 décembre;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée de cette date, contre la dite requête;

L'honorable Ministre recommande l'approbation de la dite requête conformément aux dispositions de l'article 4 de la Loi 24 Geo. V, ch. 56.

Certifié,

A. MORISSET,

7419–o Greffier Conseil Exécutif.

IV.—The teritorial jurisdiction covered by this agreement shall comprise and include the entire Province of Quebec.

V.—It is hereby expressly stipulated and provided that contracts signed or entered upon before the adoption of the Order in Council approving this request are exempt from and unaffected by the provisions of this agreement.

VI.—The present agreement shall apply and extend to all granite cutting operations in connection with buildings, bridges, curbings and monumental works;

VII.—The present agreement shall be valid from the date of the publication in the *Quebec Official Gazette*, of the Order in Council approving the said request and shall remain in effect until the 31st of December, 1935.

Whereas the provisions respecting the rate of wages for the trade of Granite cutting and within the territorial jurisdiction indicated in the said request have acquired a preponderant significance and importance;

Whereas the said request was published in the *Quebec Official Gazette* of Saturday, November 17, 1934, and that a correction there towas published in the *Quebec Official Gazette* of December, 15;

Whereas no objection has been made to date against the said request;

The Honourable Minister recommends the approval of the said request pursuant to the provisions of Article 4 of the Act 24 Geo. V, ch. 56.

Certified,

A. MORISSET,

7420 Clerk of the Executive Council.

Ministère du Travail

AVIS

(Relatif à une demande de modification de l'arrêté ministériel No 2073, du 22 août, 1934, par les parties contractantes de la convention collective de travail rendue obligatoire par le dit arrêté.)

Conformément à l'article 5 de la Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail, (24 Geo. V, ch. 56): avis est donné par l'honorable M. C.-J. Arcand, Ministre du Travail, que les parties contractantes de la convention collective de travail, rendue obligatoire, par l'arrêté ministériel No 2073 du 22 août, 1934, pris en exécution de la Loi de l'Extension des Conventions Collectives de Travail, lui ont demandé les additions suivantes à l'article 1 dudit arrêté:

1° Les opérations suivantes sont ajoutées à la suite des opérations décrites dans la classe A:

Tailleur "Hockey"; quartier, "cap", "facing", "topg", "back strap" (en dehors).
Tailleur des bottines "Base-Ball" et "Rugby"; "facing" et "top" (en dehors).
Tailleur des "cut-outs" sur empeignes à la main,
Tailleur de satin, crêpe, velours.
Tackeur des coins de renforts.
Inspecteur général d'expérience.
Tout travail d'ajustage à la machine "Puritan".
Poseur de hausse sur caoutchouc.
Couseur de "turn".
Classeur ou assortisseur de semelles.
Rouleur de semelles en bandes.
Opérateur de presse à talons automatique.

Department of Labour

NOTICE

(Respecting a request for the modification of the Order in Council No. 2073, of August 22nd, 1934, by the contracting parties of the Collective Labour Agreement rendered obligatory by the said Order in Council.)

Pursuant to Article 5 of the Act respecting the Extension of Collective Labour Agreements (24 Geo.V, ch. 56), notice is given by the Honourable C. J. Arcand, Minister of Labour, that the contracting parties to the Collective Labour Agreement, rendered obligatory, by the Order in Council No. 2073 of August 22nd, 1934, for the carrying out of the Act respecting the Extension of Collective Labour Agreements, have requested him to add the following to Article 1 of the said Order in Council.

1. The following operations are added after those described in Class A:

Cutting hockey boots, Quarter, Tip, Facings, Top Back strap (outside).
Cutting Baseball and Rugby boots facings and tops, (cutside).
Cutting cut-outs on outsides, by hand.
Cutting satin, Crepe, Velve, etc.
Tacking counters.
General experienced crowing.
All fitting operations on the Puritan Machine.
Fixing uppers on rubber vamps.
Turn stitching.
Sorting soles.
Rounding outersoles on strips.
Solid leather heel builders.
Automatic heel compressor.

2° Les opérations suivantes sont ajoutées à la suite des opérations décrites dans la classe B:	2. The following operations are added after those described in Class "B".
Tailleur de coton à la main ou à la machine.	Cutting cotton linings by hand or machine.
Tailleur des langues en feutre (chaussures de sport).	Cutting felt tongues Sport Shoe.
Tailleur de supports en "duck".	Cutting duck ankle support.
Tailleur de "fleece".	Cutting fleece lining.
Tailleur de canevas.	Cutting canvass.
Tackeur des semelles à la main.	Sole tacker by hand.
Monteur des enveloppes.	Covering sports shoes.
Traceur des renforts au couteau (procédé cimenté.	Shank tracing by hand (Cemented process).
Monteur des bouts à la broche.	Toe lasting by wire.
Monteur de siège (talon) à la broche.	Counter lasting by wire.
Ajusteur sur la forme et tackeur d'empeignes.	Beating out and tacking uppers.
Coupeur (trimmeur) des semelles crêpées au fer chaud.	Trimming crepe sole with hot iron.
Polisseur des fonds.	Bottom Polishing.
Préposé au "double brush stain".	Double Brush stain.
Traceur des "panels" à la main.	Tracing panels by hand.
Préposé à l'ouverture des "cut-outs".	Cut-outs reopening.
Appareilleur des couleurs avec "sprayer".	Matching colors with spraying.
Amincisseur et rouleur des flancs, têtes, etc.	Skiving and rolling flanks, heads, etc.
Faiseur des talons en retailles de cuir ou en cuir solide.	Solid or Scrap leather heel builders.
Tailleur de carton à talons à la machine.	Cutting heel fibre by machine.
Vireur de pantoufles en cuir ou en feutre.	Turn-over on slippers, leather or felt slippers.
Renformeur de pantoufles.	Relaster (Slippers only).
Poseur de talons sur pantoufles.	Heel attaching on slippers only.
Triseurs de pantoufles.	Treeing (Slippers only).
Finisseurs à la machine (procédé Rex pour travail Turn).	Machine finishing (Rex Process for Turn work).
3° Les opérations suivantes sont ajoutées à la suite des opérations décrites dans la classe C:	3. The following operations are added after those described in Class "C":
Tailleur des talonnettes.	Cutting heel Pads.
Tailleur des "inlays" ou "overlays".	Cutting inlays or overlays.
Tailleur des doublures de langues.	Cutting tongue lining.
Tailleur des couverts pour les semelles coussins à la main.	Cutting covers for cushion insoles by hand.
Tailleur des bandes-arrières à l'emporte-pièce.	Dieing out back straps.
Tailleur des ouvertures à l'emporte-pièce ou au punch ou à la main.	Dieing or punching out cut-outs or by hand.
Tailleur des grandes langues de bottes.	Cutting high boots bellows tongue.
Tailleur des fausses semelles.	Cutting sock linings.
Repasseur d'empeignes après montage.	Upper ironer, after lasting.
Raseur des empeignes (procédé cimenté).	Upper trimming (Cemented process).
	Cementing bottoms (Cemented process).
Dégrossisseur des fonds et des semelles avant le posage de semelles (procédé cimenté).	Roughing cottoms and soles before sole lying (cemented process).
Batteur de trépointe.	Welt beating.
Remplisseur des fonds.	Bottom filling.
Préposé à la préparation des "panels".	Making panels.
Préposé au "punching bird eye".	Punching Bird's Eye.
Préposé à l'épongeage des fonds.	Sponging bottoms.
Préposé au crampage des renforts dans l'ouvrage des femmes.	Crimping counter on women work.
Préposé au "creasing".	Creasing.
Préposé au vernissage.	Varnishing.
Préposé au brossage des lisses, des talons et des fonds après le trisage.	Final brushing after treeing.
Préposé au "spraying".	Spraying.
Préposé à la réparation des empeignes après le trisage.	Repairing uppers after treeing.
Préposé à la fendage de la semelle pour les talons, "full breast".	Splittings sole for full breast.
Préposé à l'amincissement des "slips", "top pieces" et "lifts".	
Préposé au collage des cannelages des fausses trépointes.	Skiving slips, top pieces and lifts.
Préposé au "gruging slips".	Lip setting.
Opérateur de machine à fendre le carton (wedge).	Gauger slips.
Opérateur de presse à talons à la main.	Wedging.
Préposé au perçage des talons.	Heel compressor by hand.
Préposé au coupage des demi-lifts.	Heel pricking.
Préposé au "csarfing à la main".	Cutting half lifts.
Poseur de supports d'acier avec rivets.	Scarfing by hand.
Trimmeur des "slips".	Fixing steel shanks with rivets.
Tailleur de carton à talon à la main (maillet).	Trimming slips.
	Cutting heel fibre by hand (hammer).

Repasseur de pantoufles.	Ironer (Slippers only).
Poseur de renforts, supports, talonnettes de pantoufles.	Counter, shanks, and padding fitter (slippers only).
Nettoyeur d'empeignes de pantoufles.	Upper cleaner (Slippers only).
Brosseur d'empeignes de pantoufles.	Upper brusher ((Slippers only).
Polisseur d'empeignes de pantouffes.	Upper shining (Slippers only).
Vernisseur d'empeignes de pantoufles.	Upper varnisher (Slippers only).
Repasseur d'empeignes de pantoufles.	Upper ironing (Slippers only).
Assembleur et tackeur des semelles, (procédé rex pour travail turn).	Assembling and attaching soles (Rex Process for turn work).
Raseur d'empeignes, (procédé rex pour travail turn).	Inseam trimming and Pulling tacks (Rex Process for turn work).
Monteur de sièges de talons (procédé rex pour travail turn).	Heel seat lasting (Rex Process for turn work).
Poseur de renforts (procédé rex pour travail turn).	Counter attaching (Rex process for turn work).
Tackeur de "shanks" et rabatteur de doublure (procédé rex pour travail turn).	Tacking shanks and lining (Rex process for turn work).
Préposé au renformage (procédé rex pour travail turn).	Relasting (Rex Process for turn work).
Préposé au rabattage (procédé rex pour travail turn).	Levelling (Rex Process for turn work).
Préposé au repassage sur les formes (procédé rex pour travail turn).	Ironing on lasts (Rex Process for turn work).
4° Les opérations suivantes sont ajoutées à la suite des opérations décrites dans la classe D:	4. The following operations are added after those described in class "D".
Marqueur des fantaisies.	Marking fancy stitching.
Cimenteur des fonds (Goodyear).	Cementing bottoms (Goodyear).
Préposé au "box toe and paper fixing".	Fixing box toe and paper.
Colleur des renforts.	Glueing counters.
Coupeur des ficelles, déboutonneur.	Cutting twine unbotting.
Préposé au cimentage des fonds.	Cementing Bottoms.
Préposé au cimentage des semelles.	Cementing soles.
Préposé au mouillage des cannelures.	Wetting channels.
Préposé à toute opération de collage ou de cimentage.	Glueing all work.
Préposé au coupage des fils.	Cutting threads.
Préposé au brossage des points.	Stich rubbing.
Préposé au "pointing".	Tacking.
Marqueur des pointures sur les semelles.	General Size stamping.
Faiseur de cavité dans le "slip" pour le montage.	Toe snippers.
Poseur de talonnettes sur fausses pour talons de bois.	Fixing heel pads on insoles for wooden heels.
Opérateur de machine à couper les fausses pour les assouplir.	Fleixible insole machine F.I.X. or similar.
Poseur de "duck" sur les fausses trépointes.	Gem, hand forming (duck).
Faiseur des talons à 2 ou 3 rangs de carton et des (Spring heel).	2 or 3 fibre lifts heels and spring heel builders.
Opérateur de machine à couper les semelles pour les assouplir.	Scarfing by machine.
Préposé au "scarfing" à la machine.	Heel lift guaging.
Préposé à la fendage des rangs de talons.	Sending and cementing base and assembling base with rubber top lift.
Préposé au sablage et cimentage des bases et assembleur de base avec talons en caoutchouc.	Flexible outersole machine Ziegler.
5° Le paragraphe suivant est ajouté à la suite de la classe D:	5. The following paragraph is added after class D:
Le Comité Conjoint pourra, si nécessaire, compléter la classification des opérations équivalentes et complémentaires mais non mentionnées dans les classes A, B, C et D. Dans tous les cas, les employeurs assujettis seront avisés, par le Comit Conjoint, de telles classifications équivalentes ou complémentaires, dans les 8 jours.	The Joint Committee may, if necessary, complete the classification of similar and supplementary operations not mentioned in classes A, B, C and D. In all cases, the employers to which these regulations apply, will be advised by the Joint Committee, of such similar or supplementary classifications, withing eight days.
Ces classifications auront alors la même portée que si elles avaient été mentionnées dans l'arrêté ministériel.	The said classifications shall then have the same force and effect as if mentioned in the Order in Council.
Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail, recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la demande contenue dans la présente requête.	During the thirty days following the publication of this notice the Honourable Minister of Labour, will receive objections which interested parties may desire to make against the request contained in this petition.
Le sous-ministre du Travail,	GERARD TREMBLAY,
GERARD TREMBLAY.	Deputy Minister.
Québec, ce 22 décembre 1934. 7417-o	Quebec, December 22nd, 1934. 7418

Index de la Gazette officielle de Québec, No 51

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dame Boucher vs Caron..... 5624

ANNONCEURS:—AVIS AUX—..... 5559

ARRÊTÉS-EN-CONSEIL:—

Concernant l'extension d'une convention collective de travail, relatif au métier de tailleur de granit..... 5629
Concernant l'Union des Travailleurs en Fourrure de Montréal..... 5627
Concernant "The Canadian Pacific Employees Recreation Club"..... 5593

ASSURANCES:—

Montreal Hebrew Sick Benefit Association..... 5598

AVIS DIVERS:—

Association des Eleveurs de Renard de la province de Québec..... 5624
Commission de l'Industrie laitière..... 5594
Commission de l'Industrie laitière..... 5595
Le Syndicat des Maîtres-Barbiers-Coiffeurs du district de Saint-François..... 5594
L'Union Nationale Catholique des Travailleurs en Chaussures de Saint-Tite, Inc..... 5624
Sakoose Gold Mines, Limited..... 5594
The Justine Hat Manufacturing Co., Ltd. 5594

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:—

BILLS PRIVÉS:..... 5582

BUREAU-CHEF:—

Anglo-Canadian Telephone Co..... 5596
Bates Realties, Limited..... 5596
General Stevedoring Co. of Canada, Ltd. 5597

CHARTE:—ABANDON DE:—

Canadian Seaboard Oil and Gas, Limited. 5597
Eagle Holding Co., Ltd..... 5598
Nu Way Auto & Body Repairs Co., Ltd. 5598
Paradis & Marier, Ltée..... 5597
Paradis & Pellerin, Ltée..... 5597
St. Jerome Power, Limited..... 5598
Sullivan Gold Mines, Ltd..... 5598
The Canadian Miner Publishing Co., Inc. 5624

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—

Cardinal, Dame Rose *et al*..... 5588
Cité de Hull..... 5625
Cité de Joliette..... 5585
Cité de Lachine..... 5586
Cité de Lévis..... 5626
Cité de Longueuil..... 5625
Cité de Montréal..... 5626
Cité de Saint-Lambert..... 5587
Cité de Verdun..... 5589
Collège de Notre-Dame (Côte-des-Neiges)..... 5591
Commissaires d'écoles Catholiques de Québec..... 5590
Commissaires d'écoles de la paroisse de Pointe-aux-Trembles..... 5592

Index of the Quebec Official Gazette, No. 51

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Boucher vs Caron..... 5624

ADVERTISERS:—NOTICE TO—..... 5559

ORDERS-IN-COUNCIL:—

Respecting the extension of a collective labour agreement, concerning the trade of granite cutting..... 5629
Respecting the Furriers' Union of Montreal..... 5627
Respecting "The Candian Pacific Employees Recreation Club"..... 5593

INSURANCES:—

Montreal Hebrew Sick Benefit Association..... 5598

MISCELLANEOUS NOTICES:—

The Fox Breeders Association of the Province of Quebec..... 5624
Dairy Industry Commission..... 5594
Dairy Industry Commission..... 5595
Le Syndicat des Maîtres-Barbiers-Coiffeurs du district de Saint-François..... 5594
L'Union Nationale Catholique des Travailleurs en Chaussures de Saint-Tite, Inc..... 5624
Sakoose Gold Mines, Limited..... 5594
The Justine Hat Manufacturing Co., Ltd. 5594

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:—

PRIVATE BILLS..... 5582

CHIEF-OFFICE:—

Anglo-Canadian Telephone Co..... 5596
Bates Realties, Limited..... 5596
General Stevedoring Co. of Canada, Ltd. 5597

CHARTER:—SURRENDER OF:—

Canadian Seaboard Oil and Gas, Limited. 5597
Eagle Holding Co., Ltd..... 5598
Nu Way Auto & Body Repairs Co., Ltd. 5598
Paradis & Marier, Ltée..... 5597
Paradis & Pellerin, Ltée..... 5597
St. Jerome Power, Limited..... 5598
Sullivan Gold Mines, Ltd..... 5598
The Canadian Miner Publishing Co., Inc. 5624

APPLICATIONS TO PARLIAMENT:—

Cardinal, Dame Rose *et al*..... 5588
City of Hull..... 5625
City of Joliette..... 5585
City of Lachine..... 5586
City of Levis..... 5626
City of Longueuil..... 5625
City of Montreal..... 5626
City of Saint Lambert..... 5587
City of Verdun..... 5589
Collège de Notre-Dame (Côte-des-Neiges)..... 5591
Quebec Catholic School Commissioners.. 5590

School Commissioners of the parish of Pointe aux Trembles..... 5592

Commission des Ecoles Catholiques de Montréal.... 5591
Compagnie Mutuelle d'Assurance Lasalle 5587
Dominion Corset Company.... 5589
J.-E. Livernois, Limitée.... 5587
Laurier, Dame Graziella *et vir*.... 5592
Les Religieux de Sainte-Croix.... 5591
L'Hôpital Saint-Luc.... 5590
Municipalité de la Grande-Ile.... 5626
Paroisse de Saint-Denis de Brompton.... 5589
Paroisse de Saint-Louis de Gonzague.... 5626
Quebec Paper Box Company.... 5591
Sœurs des Sacrés-Cœurs de Jésus et de Marie.... 5588
The Quebec Association of Seventh-Day Adventists.... 5586
Village de Boisbriant.... 5586
Ville de Coaticook.... 5588
Ville de Lasalle.... 5592
Ville de Louiseville.... 5625
Ville de Montréal-Sud.... 5590
Vineberg, Norman *et al*.... 5591
Vinet, Pierre-Paul.... 5593

DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION:—

Société de Colonisation du diocèse de Gaspé.... 5584
Société de Colonisation du diocèse de Saint-Hyacinthe.... 5585

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Municipalité scolaire de Cookshire.... 5602

ERRATUM:—

Ville de Mont-Royal.... 5596

LETTRES PATENTES:—

Anglo-Canadian Telephone Co.... 5575
Bates Realties, Limited.... 5572
Blais, Limitée.... 5570
Crèmerie Simard & Union, Ltée.... 5560
Henri Drolet, Limitée.... 5563
Independent Coats & Aprons Supply, Ltd 5564
L'Aide à l'Ecolier Pauvre.... 5565
La Ligue des Consommateurs d'Electricité de la Province de Québec.... 5567
L'Association des Colporteurs de Fruits, Inc.... 5568
Trans-Island Oil Sales, Ltd.... 5569

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Chas. A. Hewlings & Son, Limited.... 5581
Château Garage, Limitée.... 5582
The Glovers Guild, Limited.... 5581

MINISTÈRE DE L'AGRICULRUTE:—

Société Coopérative Agricole de Sainte-Martine.... 5602

MINISTÈRE DU TRAVAIL:—

Avis relatif à une demande de modification de l'arrêté ministériel No 2073 du 22 août 1934, par les parties contractantes de la convention collective de travail rendue obligatoire par ledit arrêté.... 5631

NOMINATIONS:—

Commissaire d'écoles.... 5593

Montreal Catholic School Commission... 5591
Lasalle Mutual Insurance Company.... 5587
Dominion Corset Company.... 5589
J.-E. Livernois, Limitée.... 5587
Laurier, Dame Graziella *et vir*.... 5592
Les Religieux de Sainte-Croix.... 5591
L'Hôpital Saint-Luc.... 5590
Municipality of Grande Ile.... 5626
Parish of Saint Denis de Brompton.... 5589
Parish of Saint Louis de Gonzague.... 5626
Quebec Paper Box Company.... 5591
Sœurs des Sacrés-Cœurs de Jésus et de Marie.... 5588
The Quebec Association of Seventh-Day Adventists.... 5586
Village of Boisbriant.... 5586
Town of Coaticook.... 5588
Town of Lasalle.... 5592
Town of Louiseville.... 5625
Town of Montreal South.... 5590
Vineberg, Norman *et al*.... 5591
Vinet, Pierre-Paul.... 5593

DEPARTMENT OF COLONIZATION:—

Société de Colonisation du diocèse de Gaspé.... 5584
Société de Colonisation du diocèse de Saint-Hyacinthe.... 5585

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

School Municipality of Cookshire.... 5602

ERRATUM:—

Town of Mount-Royal.... 5596

LETTERS PATENT:—

Anglo-Canadian Telephone Co.... 5575
Bates Realties, Limited.... 5572
Blais, Limitée.... 5570
Crèmerie Simard & Union, Ltée.... 5560
Henri Drolet, Limitée.... 5563
Independent Coats & Aprons Supply, Ltd 5564
L'Aide à l'Ecolier Pauvre.... 5565
La Ligue des Consommateurs d'Electricité de la Province de Québec.... 5567
L'Association des Colporteurs de Fruits, Inc.... 5568
Trans-Island Oil Sales, Ltd.... 5569

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Chas. A. Hwelings & Son, Limited.... 5581
Château Garage, Limitée.... 5582
The Glovers Guild, Limited.... 5581

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Société Coopérative Agricole de Sainte-Martine.... 5602

DEPARTMENT OF LABOUR:—

Notice respecting a request for the modification of the Order in Council No. 2073 of August 22nd, 1934, by the contracting parties to the Collective Labour Agreement rendered obligatory by the said Order in Council.... 5631

APPOINTMENTS:—

School Commissioner.... 5593

PROCLAMATION:—

Convocation des Chambres pour la dépêche des affaires..... 5582

VENTE D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:—

Canada Steamship Lines, Ltd..... 5583

VENTE, LOI DE FAILLITE:—

Daigle, Albert..... 5627
Fernet, Gabriel..... 5599
Nicholas, F.-X..... 5584

VENTE PAR LICITATION:—

Chaillon vs Gratton *et al*..... 5600
McDonald vs Power *et al*..... 5601

VENTES POUR TAXES:—

Cité de Sherbrooke..... 5599
Cité des Trois-Rivières..... 5583
Cité des Trois-Rivières..... 5583

VENTES PAR LE SHÉRIF:—

ARTHABASKA:—

Corp. de Saint-Louis-de-Blandford vs Rouiller..... 5603
Daigle *et al* vs La Cie d'Ass. mutuelle contre le feu de Saint-Jean de Wickham-ouest..... 5603

BEAUCE:—

Doyon vs Fortin..... 5603

BEAUHARNOIS:—

Boyer vs Meloche..... 5604
Daoust vs Robert..... 5604

BEDFORD:—

Bachand vs Boucher..... 5605
Banque Canadienne Nationale vs Després 5605

CHICOUTIMI:—

La Commission du Prêt Agricole Canadien vs Brassard..... 5623

JOLIETTE:—

Goulet & Fernet *et al*..... 5606

KAMOURASKA:—

Viel vs Caron..... 5606

MONTRÉAL:—

Banque Canadienne Nationale vs Bourgouin..... 5613
Chuby *et vir* vs Kaszuba *et al*..... 5612
Cité de Lachine vs Cardinal..... 5612
Continental Guaranty Corp. of Canada, Ltd vs Garneau..... 5607
Corbeil vs Gagnon..... 5607
Desroches *et al* vs Levine..... 5608
Gauvin vs Bouchard..... 56 9
Gersovitz vs Greenberg..... 5614
Julien vs Mathieu..... 5610
Lachapelle *et al* vs Parent..... 5614

PROCLAMATION:—

Legislature convoked for dispatch of business..... 5582

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:—

Canada Steamship Lines, Ltd..... 5583

SALE, BANKRUPTCY ACT:—

Daigle, Albert..... 5627
Fernet, Gabriel..... 5599
Nicholas, F. X..... 5584

SALE BY LICITATION:—

Chaillon vs Gratton *et al*..... 5600
McDonald vs Power *et al*..... 5601

SALES FOR TAXES:—

City of Sherbrooke..... 5599
City of Trois-Rivières..... 5583
City of Trois-Rivières..... 5583

SHERIFF'S SALES:—

ARTHABASKA:—

Corp. of Saint Louis de Blandford vs Rouiller..... 5603
Daigle *et al* vs La Cie d'Ass. mutuelle contre le feu de Saint-Jean de Wickham-ouest..... 5603

BEAUCE:—

Doyon vs Fortin..... 5603

BEAUHARNOIS:—

Boyer vs Meloche..... 5604
Daoust vs Robert..... 5604

BEDFORD:—

Bachand vs Boucher..... 5605
Banque Canadienne Nationale vs Després 5605

CHICOUTIMI:—

The Canadian Farm Loan Board vs Brassard..... 5623

JOLIETTE:—

Goulet & Fernet *et al*..... 5606

KAMOURASKA:—

Viel vs Caron..... 5606

MONTREAL:—

Banque Canadienne Nationale vs Bourgouin..... 5613
Chuby *et vir* vs Kaszuba *et al*..... 5612
City of Lachine vs Cardinal..... 5612
Continental Guaranty Corp. of Canada, Ltd vs Garneau..... 5607
Corbeil vs Gagnon..... 5607
Desroches *et al* vs Levine..... 5608
Gauvin vs Bouchard..... 5609
Gersovitz vs Greenberg..... 5614
Julien vs Mathieu..... 5610
Lachapelle *et al* vs Parent..... 5614

Lalonde *et al* vs Hébert..... 5614
Luciani *et vir* vs Luciani..... 5611
Masson *et al* vs Cohen..... 5615
R. H. Miner Co. Ltd vs Cremazie Realty, Ltd..... 5615
Richardson vs Hébert..... 5611
The Canada Life Ass. Co. vs Héritiers S. Boisvert..... 5609
The Canada Life Ass. Co. vs Morin..... 5613
The Canada Life Ass. Co. vs Morin..... 5613
The Commercial Loan Co. Ltd vs Balinsky..... 5616
The Prudential Ins. Co. of America vs Brisebois..... 5610

QUÉBEC:—

La Commission du Prêt Agricole Canadien vs Pépin..... 5616

RIMOUSKI:—

Asselin vs Caron..... 5617
Bouchard *et al* vs Pierson..... 5618
Cimon vs Côté *et vir*..... 5617
Côté vs Tremblay..... 5619
J. Dufour & Fils, Ltée vs Nadeau..... 5617
Roy vs Bouffard..... 5618
St. Amand *et vir* vs St. Amand..... 5618

ROBERVAL:—

Bernier vs Tremblay *et al*..... 5619
Le Prêt Hypothécaire vs Tremblay..... 5619

SAINT-FRANÇOIS:—

Bédard vs Sévigny..... 5620
Paroisse de Saint-Herménégilde vs Amey. 5620
Paroisse de Saint-Herménégilde vs Colebrooke National Bank..... 5621

TERREBONNE:—

Paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville vs Charron..... 5622

TROIS-RIVIÈRES:—

Lehouiller *et vir* vs Marchand..... 5622
Ricard vs Hamel *et al*..... 5622

Lalonde *et al* vs Hébert..... 5614
Luciani *et vir* vs Luciani..... 5611
Masson *et al* vs Cohen..... 5615
R. H. Miner Co. Ltd vs Cremazie Realty, Ltd..... 5615
Richardson vs Hébert..... 5611
The Canada Life Ass. Co. vs Heirs S. Boisvert..... 5609
The Canada Life Ass. Co. vs Morin..... 5613
The Canada Life Ass. Co. vs Morin..... 5613
The Commercial Loan Co. Ltd vs Balinsky..... 5616
The Prudential Ins. Co. of America vs Brisebois..... 5610

QUEBEC:—

The Canadian Farm Loan Board vs Pepin..... 5616

RIMOUSKI:—

Asselin vs Caron..... 5617
Bouchard *et al* vs Pierson..... 5618
Cimon vs Côté *et vir*..... 5617
Côté vs Tremblay..... 5619
J. Dufour & Fils, Ltée vs Nadeau..... 5617
Roy vs Bouffard..... 5618
St. Amand *et vir* vs St. Amand..... 5618

ROBERVAL:—

Bernier vs Tremblay *et al*..... 5619
Le Prêt Hypothécaire vs Tremblay..... 5619

SAINT FRANCIS:—

Bédard vs Sévigny..... 5620
Parish of Saint Herménégilde vs Amey... 5620
Parish of Saint Herménégilde vs Colebrooke National Bank..... 5621

TERREBONNE:—

Parish of Sainte Thérèse de Blainville vs Charron..... 5622

TROIS-RIVIERES:—

Lehouiller *et vir* vs Marchand..... 5622
Ricard vs Hamel *et al*..... 5622

QUÉBEC:—Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur du Roi.

QUEBEC:—Printed by REDEMPTI PARADIS, King's Printer.

OFF
AIES
G 2/66
Q2
F